



AFRIQUE  
MÉDITERRANÉE  
EUROPE

## LA VERTICALE

Pour un avenir commun

Une fondation pour accélérer  
l'intégration régionale

**Jean-Louis Guigou**, Président de l'IPEMED  
**Pierre Beckouche**, Professeur des universités, Paris I Panthéon Sorbonne

Avec le soutien de :

**Didier Acouetey**, Président d'AfricSearch  
**Mounir Fakhry Abdelnour**, Ancien ministre égyptien  
**Aicha Belarbi**, Ancienne ministre marocaine  
**Joachim Bitterlich**, Ancien conseiller du Chancelier, Allemagne  
**Jean Kacou Diagou**, Président Fondateur de NSIA Assurances  
**Eric Diamantis**, Président du fonds de dotation de la Verticale, Avocat associé, CLYDE&CO  
**Hakim el-Karoui**, Président Fondateur de Volentia  
**Piero Fassino**, Ancien ministre italien, Président du CeSPI  
**Iqbal Gharbi**, Directrice de la chaire d'anthropologie religieuse, Université Zitouna, Tunisie  
**Elisabeth Guigou**, Ancienne ministre française, Présidente de la fondation Anna Lindh, Membre du Comité d'Orientation Politique de l'IPEMED

**Christian Hiller Von Gaertringen**, Spécialiste dans le financement de projets d'investissements en Afrique  
**Eneko Landaburu**, Ancien Ambassadeur de l'Union Européenne au Royaume du Maroc et Ancien Directeur Général de la Commission Européenne  
**Miguel Angel Moratinos**, Ancien ministre espagnol, Président du Comité d'Orientation Politique de l'IPEMED  
**Jemal Taleb**, Ambassadeur itinérant de Mauritanie, Avocat, Cabinet CLYDE&CO  
**Pascal Terrasse**, Député (1997/2017), Ancien Secrétaire Général de l'Assemblée de la Francophonie  
**Fouad N. Trad**, Directeur Général de Byblos Bank Europe



# SOMMAIRE

INTRODUCTION .....	4
<b>1. Afrique – Méditerranée – Europe : de quoi parle-t-on ? .....</b>	<b>5</b>
1.1. Emmanuel Macron : un « axe intégré entre l’Afrique, la Méditerranée et l’Europe » .....	5
1.2. Depuis dix ans l’idée de « voisinages élargis » progresse entre Européens et Africains .....	5
1.3. Américains et Asiatiques ont pris le tournant de la régionalisation Nord-Sud avant nous .....	6
<b>2. Pourquoi ? La régionalisation de la mondialisation est en marche .....</b>	<b>9</b>
2.1. La régionalisation de l’économie s’explique par des tendances lourdes .....	9
2.2. Où en est la régionalisation dans le monde ? .....	22
2.3. Pourquoi mieux intégrer la région Afrique – Méditerranée – Europe ? .....	35
<b>3. Comment ? La fondation « La Verticale AME » pour passer de l’idée au projet .....</b>	<b>50</b>
3.1. Un « New Deal » pour repenser les relations Nord-Sud » .....	50
3.2. Quatre outils sont nécessaires pour rattraper le retard sur les deux autres régions mondiales .....	51
3.3. La fondation La Verticale AME .....	54
<b>4. Conclusion : Face au chaos d’une globalisation sans repères, la verticale AME est un projet mobilisateur pour le 21<sup>e</sup> siècle .....</b>	<b>62</b>
4.1. Le projet AME est robuste car il repose sur trois composantes essentielles .....	62
4.2. Le moment est opportun .....	65
4.3. Osons .....	65
ANNEXES .....	68
BIBLIOGRAPHIE .....	104

*Toute l’équipe de VIPEMED, élargie aux experts extérieurs et aux administrateurs, a contribué à ce rapport. La réflexion est collective avec notamment la participation de Kelly Robin, Jean-Marie Paintendre, Stéphanie Baz, Raphaëla Mailhol et Hervé Lainé.*

# INTRODUCTION

La somme des transitions à l'œuvre aujourd'hui dans le monde, et surtout la *vitesse* de ces transformations, conduisent à une complexité rarement atteinte : transformation des familles et de la place des femmes, changement climatique, transition énergétique, révolution digitale, remise en cause de la mondialisation, crise financière et de l'endettement, explosion des inégalités sociales et recul des solidarités nationales, contestation des pouvoirs et des partis politiques, demande d'autorité et refus de l'autoritarisme, crise identitaire mais crise de la réponse religieuse, durcissement des relations internationales... Face à ces défis, la réponse reste pourtant dominée par le court terme envahissant, l'individualisme et le repli sur soi. Particulièrement en Europe, nous manquons de long terme, de vision partagée et d'action collective<sup>1</sup>.

Comment bâtir une prospective pour identifier une vision, pour en déduire des stratégies et développer des projets ? Une des réponses est l'intégration régionale entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe (AME). Il ne s'agit pas d'une dilatation de l'Union européenne vers son Sud, mais d'une association paritaire de ces trois grands espaces géographiques. Cette grande région AME serait puissante économiquement parce qu'elle regroupe, dès aujourd'hui, deux milliards d'habitants et représente des marchés potentiels gigantesques. Elle aiderait, à une échelle raisonnable, une régulation des relations internationales qui a du mal à se faire à la seule échelle globale. Elle donnerait une place éminente aux pays en développement sur la base de nouvelles relations Nord-Sud. Cette grande région a les atouts complémentaires pour faire face, sur le temps long, aux défis énergétique, écologique et alimentaire d'aujourd'hui, et pour passer d'une crainte de migrations incontrôlées à des mobilités professionnelles régulées.

A l'heure où les enjeux se massifient et où les rapports de force se durcissent, les auteurs de ce rapport ne pensent pas que les solutions passent par le repli national. Ils ne pensent pas davantage que la gouvernance planétaire puisse répondre à la complexité de tous les enjeux qui nous font face.

L'idée principale du rapport est que les grandes régions mondiales ont le gabarit territorial du monde de demain, ce qui fait de l'intégration de l'Afrique, de la Méditerranée et de l'Europe un impératif :

- Le monde dessine peu à peu de grands « quartiers d'orange » Nord-Sud : Amérique du Nord Mexique compris (Alena), Union des Nations Sud-Américaines (Unasur), et rapprochement des deux Amériques ; Asie orientale là encore malgré les antagonismes entre les pays de la région (notamment vis-à-vis de la Chine) mais qui n'empêchent pas l'émergence de la plus puissante région du monde ; et, au-delà de l'Union européenne, la grande région qui lie déjà l'Afrique à la Méditerranée et à l'Europe (section 1).
- Cette vision de l'intégration régionale vient de loin. Elle s'appuie sur des tendances lourdes de l'économie et des échanges internationaux qui, de plus en plus, vont dans le sens d'une régionalisation de l'espace mondial. C'est le retour de la proximité géographique et culturelle (section 2).
- Pour passer de l'idée à un projet politique comme le souhaite le Président Emmanuel Macron, il est impératif de mettre en place quatre outils dont un think tank – sous forme de fondation Verticale Afrique – Méditerranée – Europe (AME) – pour alerter, anticiper, rassembler, orienter les politiques et préparer des projets susceptibles de rétablir l'équilibre des relations Nord-Sud (section 3).

En conclusion, la grande région AME peut être le grand dessein mobilisateur qu'attend notre jeunesse et que les acteurs de la société civile, notamment les entreprises, commencent à mettre en œuvre<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Voir le « Livre Blanc sur l'avenir de l'Europe. Réflexions et scénarios pour l'UE27 à l'horizon 2025 », Commission européenne, 2017.

<sup>2</sup> Ce texte reprend une grande part des analyses de Guigou J.-L., Adwan M., Beckouche P., Chevreau A., Diamantis E., Kerdjoudj N., Laville B., Meddeb R., 2015, « Pour un New Deal Afrique-Méditerranée-Europe », tome 1 « Cinq programmes d'actions », Ipemed, Paris, et Guigou J.-L., Beckouche P., Diamantis E., Fabre L., Kerdjoudj N., Nemale C., Paintendre J.-M., Taleb J., Terrasse P., Zaghouan D., 2016, tome 2 « Eléments de stratégie », Ipemed, Paris, ainsi que de Guigou J.-L. et Beckouche P., 2017, Afrique-méditerranée-Europe, la verticale de l'avenir, édition Nevicata, Bruxelles.

# 1. AFRIQUE – MÉDITERRANÉE – EUROPE : DE QUOI PARLE-T-ON ?

Lors de son discours du 29 août 2017, le président Macron a lancé l'idée d'un axe intégré entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe. Cette idée d'une grande région est tout sauf une surprise ; elle vient de loin, depuis les débats du Gatt et de l'OMC sur la régionalisation en passant par la Politique Européenne de Voisinage (PEV) et l'Union pour la Méditerranée (UpM).

## 1.1. Emmanuel Macron : un « axe intégré entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe »

Dans son discours du 29 août 2017 à l'occasion de la Conférence des ambassadeurs, le Président Emmanuel Macron a accordé une large place à l'Afrique et à son étroite association avec l'Europe. Leurs destins sont liés, d'abord pour des raisons de sécurité : *« Parce que les réseaux sont mobiles, organisés, nous devons également éviter que s'établissent en Afrique, en particulier au sud des frontières de l'Algérie et de la Libye, les bases arrières devenues zones sanctuaires pour le terrorisme islamiste »*.

Ensuite parce que l'Afrique constitue un immense réservoir de croissance pour l'Europe : *« L'Afrique n'est pas seulement le continent des migrations et des crises, c'est un continent d'avenir, c'est aussi, à ce titre, que nous ne pouvons pas le laisser seul face à ses défis démographiques, climatiques, politiques, nos entreprises, nos étudiants, nos chercheurs, nos artistes doivent s'y intéresser. Les routes de la nécessité, qui déplacent tant d'Africains, qui font que, aujourd'hui, le désert en Afrique et la Méditerranée sont devenus les cimetières de millions d'Africains, laissés au dénuement et à la manipulation de ces réseaux de trafiquants que j'évoquais tout à l'heure, ces routes de la nécessité doivent devenir des chemins de la liberté, unissant l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique. »*

C'est donc d'un partenariat nouveau dans son esprit et son ambition qu'il s'agit de mettre sur pied, un partenariat paritaire et solidaire mais qui reste à construire : *« C'est en Afrique que se joue largement l'avenir du monde. La France ne saurait être ce pays postcolonial hésitant entre un magistère politique affaibli et une repentance malsaine, les pays d'Afrique seront nos grands partenaires. Et nous devons continuer à apprendre d'eux, comme ils peuvent apprendre de nous. »*. L'avenir repose sur ce nouvel axe Afrique – Méditerranée – Europe que le président entend impulser : *« la stratégie que je veux mettre en œuvre consiste à créer un axe intégré entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe (...). Nous devons arrimer ensemble, enfin, les continents européens et africains, à travers la Méditerranée »*.

## 1.2. Depuis dix ans l'idée de « voisinages élargis » progresse entre Européens et Africains

Cette idée est dans l'air. L'Afrique est au cœur des discours politiques et institutionnels depuis maintenant plusieurs années<sup>3</sup>. Dans l'édition 2017 de son rapport sur les perspectives de la population mondiale, le département des affaires économiques et sociales de l'ONU estime que nous serons 11 milliards sur terre en 2100 et que l'Afrique représentera 40% de cette population avec déjà 2 milliards en 2050. Sans attendre cette date, nous savons que la croissance économique sera nécessairement énorme en Afrique, ne serait-ce que pour ces raisons démographiques. Joint aux préoccupations sécuritaires, cela conforte la décision du Sommet Europe-Afrique de Malte du 12 novembre 2015 ait décidé de *« poursuivre la réflexion stratégique en vue de continuer à promouvoir une intégration économique régionale entre les pays européens, les pays du Sud de la Méditerranée et les pays subsahariens »*.

3 Jean-Michel Severino et Olivier Ray. "Le temps de l'Afrique" chez Odile Jacob 2010.  
OECD Development Centre, 2017, « African Economic Outlook 2017. Entrepreneurship and Industrialisation », OCDE, BAD, Pnud.

Dans la vaste consultation qu'elle avait lancée en mars 2015 pour dépasser les échecs de la PEV<sup>4</sup>, l'Union européenne avait posé le problème des « voisins des voisins » : impossible de régler les problèmes des pays partenaires sud-méditerranéens si l'on ne prend pas en compte les dangers et les opportunités qui les rattachent à l'Afrique subsaharienne. Si cette initiative a cerné un enjeu clé de la collaboration euro-méditerranéenne, celle-ci est pour l'instant trop limitée aux questions sécuritaires aux dépens des questions économiques et de développement. Un nouvel effort vient d'être entrepris par la Commission pour faire évoluer ses rapports avec l'Afrique<sup>5</sup>, mais beaucoup reste à faire.

Le partenariat euro-méditerranéen est de même freiné par son caractère trop administratif, ainsi que par l'insuffisante mobilisation de la société civile, en particulier des entreprises. Le succès de l'intégration de l'Asie orientale depuis vingt ans s'explique en effet par la forte mobilisation des acteurs économiques. S'inspirant de ce modèle, la France avait, en 2008, proposé une relance du partenariat euro-méditerranéen à travers une Union pour la Méditerranée (UpM) qui se définirait davantage par les projets que par les procédures, et davantage grâce aux acteurs économiques que grâce à l'administration.

On se rappelle la vivacité de la réaction de l'Allemagne au premier projet de l'UpM, qui fut conçu outre-Rhin comme une manière d'équilibrer, au profit de la France, le partenariat économique que l'Allemagne avait su nouer avec les voisins orientaux de l'Europe. L'Allemagne a très vite compris l'importance stratégique d'un ancrage de l'Afrique non pas à la seule France<sup>6</sup> mais à toute l'Europe. Les rapports des observateurs comme du gouvernement allemand sur la question le disent clairement : l'Allemagne se doit d'être un acteur clé dans ce grand dessin régional<sup>7</sup>. Lors du G20 de Hambourg de juillet 2017, la chancelière allemande et son gouvernement voulurent donner à l'Afrique une place de choix, avec l'idée d'un plan Marshall pour l'Afrique. Certes la déclaration finale fut moins ambitieuse qu'espérée, mais ce sommet fut l'occasion d'une prise de conscience au plus haut niveau de l'intérêt que représente l'Afrique pour l'Europe, et du besoin de voir le capital du Nord se déplacer vers les populations du Sud, au lieu du travail qui migre vers le capital. A cet égard le sommet Afrique-Europe de fin novembre 2017 à Abidjan pourrait confirmer ce tournant.

### 1.3. Américains et Asiatiques ont pris le tournant de la régionalisation Nord-Sud avant nous

En cela, l'Europe ne ferait que s'inscrire dans la continuité de projets déjà en marche en Amérique du Nord et en Asie de l'Est. Les Européens ont su être les inventeurs des grandes régions modernes en créant la Communauté puis l'Union européenne, ils peinent pourtant aujourd'hui à s'associer à leurs voisins en développement. C'est ce que les Etats-Unis ont réussi –même partiellement– à faire avec le Mexique à travers l'Alena ; c'est ce que les deux Amériques arrivent à faire à travers l'Organisation des Etats Américains (OEA) ; c'est ce que le Japon a fait avec ses périphéries en développement devenus Dragons puis avec l'« Asean + 3 » (Asean + Japon, Chine et Corée du Sud) suivi de l'« Asean + 5 » (avec l'Australie et la Nouvelle Zélande, cf. carte 1). C'est fort de ce constat, et du retard que prenait l'Europe, que certains observateurs ont tiré la sonnette d'alarme, par exemple avec la formule d'un monde en « quartiers d'orange »<sup>8</sup>, et ont contribué au lancement de la Politique Européenne de Voisinage en 2007.

4 Commission européenne, HRUAEPS, 2015, « Towards a new European Neighbourhood Policy », joint consultation paper du 4 mars 2015, Bruxelles.

5 Commission européenne, HRUAEPS, 2017, Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil : « Un nouvel élan pour le partenariat Afrique-UE », Bruxelles, 4 mai 2017.

6 A cet égard, l'Afrique-France reste plus proche d'une reformulation de la France-Afrique traditionnelle que d'une vision vraiment nouvelle. Décidée lors du sommet de l'Élysée de décembre 2013 rassemblant les chefs d'Etat français et africains, l'association a pour but de renforcer les relations entre entreprises françaises et africaines.

7 Voir par exemple Christian Hiller von Gaertringen, 2014, Afrika ist das neue Asien. Ein Kontinent im Aufschwung, Hoffmann Und Campe; Ministère fédéral de la coopération économique et du développement, 2017, « L'Afrique et l'Europe : un nouveau partenariat pour le développement, la paix et l'avenir. Jalons d'un Plan Marshall avec l'Afrique », Berlin ; ou encore Kappel R., Pfeiffer B., Reisen H., 2017, « Compact with Africa. Fostering Private Long-Term Investment in Africa », Deutsches institut für Entwicklungspolitik.

8 Jean-Louis Guigou, 2007, « Les quartiers d'orange Nord-Sud. Dans la mondialisation, l'avenir de l'Europe se joue dans l'émergence de la région méditerranéenne », Le Monde du 19 mars 2007.

Mais ne nous méprenons pas : le retard de notre région est immense, face à un « G2 » qui sait s'appuyer ses bases régionales (Amériques pour les Etats-Unis, Asie orientale pour la Chine) pour peser sur la scène mondiale. Les Américains comme l'Asie orientale disposent en effet de quatre outils pour leur intégration régionale (voir paragraphe 2.2) :

- Un outil financier : une banque régionale de développement pour chacune des deux régions – et même deux pour l'Asie orientale ;
- Un outil économique, avec des traités d'intégration commerciale régionale ;
- Un outil politique, OEA d'un côté, East Asia Summits de l'autre (cf. annexe 1) ;
- Un outil intellectuel, avec des think tanks dédiés à l'intégration régionale pour les Amériques comme pour l'Asie orientale (cf. annexe 3).

Nous abordons donc les grands désordres de la globalisation libérale en position de faiblesse. Les Européens peinent à se mobiliser pour défendre leurs propres préférences collectives face à la concurrence commerciale déloyale des grands pays émergents notamment asiatiques, alors qu'ils devraient déjà envisager une stratégie commerciale commune avec leurs partenaires méditerranéens et africains. Nous en sommes loin. L'éclatement du Printemps arabe a montré l'incapacité de l'Europe à exercer une influence positive sur son voisinage méditerranéen ; la dégradation de nos relations avec la Russie entrave la PEV à l'Est ; la conception régionale de l'UE avec ce qu'elle continue d'appeler ses « voisins » reste limitée à la sécurité et est financièrement sous-dotée ; la relation avec l'Afrique reste éparpillée entre Etat-membres ; et le sécuritaire et le développement économique ne sont pas associés.

On comprend donc la portée historique des propos du Président Emmanuel Macron sur cet « *axe intégré AME* » de deux milliards d'habitants actuellement, qui pourrait devenir, en trente ans, la première région mondiale par sa démographie, son dynamisme économique et l'ambition de son partenariat :

- Politiquement, on parlera ici (section 1) de l'« *axe AME* » ;
- Scientifiquement (section 2), l'analyse des transformations économiques contemporaines conduit à parler de « *région AME* » ;
- Opérationnellement (section 3), l'instrument nécessaire pour passer du concept à la réalité est la fondation « *La Verticale AME* ».

Il est temps de passer d'une idée à un projet politique, celui d'Emmanuel Macron. Ce passage de l'idée au projet suppose d'une part la volonté et le courage de faire partager cette vision à long terme par le plus grand nombre de citoyens français, européens, méditerranéens et africains qui souvent souffrent au quotidien et restent indifférents à l'avenir, et d'autre part implique la détermination de mettre en œuvre, dès à présent, les outils pour réaliser le projet.

Le Président Nicolas Sarkozy avait pressenti la nécessité de s'intéresser au Sud. Mais, il s'est limité à l'espace euro-méditerranéen. Ce fut momentanément un réel progrès mais, l'espace de référence n'étant pas pertinent, la politique euro-méditerranéenne a vacillé.

Le Président François Hollande a de son côté voulu redynamiser les relations économiques entre la France et l'Afrique<sup>9</sup>. Cette démarche bilatérale était justifiée par le contraste entre le passé prestigieux, en termes de culture et d'économie, de la France en Afrique et la situation où les liens personnels et les relations économiques avec l'Afrique et la France se sont distendues. Mais selon certains Africains cette relation France-Afrique n'était pas la bonne approche car trop exclusivement orientée vers l'économie et les parts de Marché.

<sup>9</sup> Rapport au Ministre de l'Economie et des Finances. Décembre 2013. « Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France ». Hubert Védrine, Lionel Zonsou, Tidjane Thiam, Jean-Michel Severino et Hakim El Karoui.

Le Président Emmanuel Macron prend la totalité des deux continents, il veut les arrimer l'un à l'autre et créer un axe intégré Afrique – Méditerranée – Europe. Il est visionnaire. C'est l'espace pertinent pour un projet ambitieux à l'échelle des défis auxquels nous sommes et serons tous confrontés.

Maintenant, c'est le contenu, les actes et les outils qui vont compter.

## 2. POURQUOI ?

### LA RÉGIONALISATION DE LA MONDIALISATION EST EN MARCHÉ

L'internationalisation de l'économie a pris deux formes. La globalisation est, depuis les années 1980, la forme la plus impressionnante. Elle consiste à aller vite et loin pour saisir le maximum d'opportunités. La crise de 2008 (subprimes)-2010 (dettes souveraines) en a montré les limites qu'on connaissait mais qui sont alors apparues au grand jour. L'autre forme est la régionalisation, qui se construit à bas bruit depuis les années 1950, et s'accélère depuis les années 1990. C'est un processus plus lent parce qu'il consiste à s'associer à des pays voisins qui furent naguère des ennemis frontaliers et avec lesquels il s'agit de nouer un partenariat sur la durée. Des tendances lourdes expliquent que c'est sans doute cette forme d'internationalisation qui dominera dans les décennies qui viennent.

#### 2.1. La régionalisation de l'économie s'explique par des tendances lourdes

##### *Le retour de la géographie*

Alors que nous avons les yeux rivés sur la globalisation, nous avons trop peu pris en compte la deuxième forme de l'internationalisation des échanges : la constitution de grandes régions, dont l'Union européenne fut la première occurrence<sup>10</sup>. Ces grands ensembles plurinationaux régionaux sont économiquement plus intégrés aujourd'hui qu'il y a trente ans. Cela veut dire que le commerce international a progressé plus vite au sein de ces régions entre les pays qui les composent qu'avec le reste du monde. Depuis le début des années 1990, le nombre d'Accords Commerciaux Régionaux a explosé, et les domaines concernés par ces accords vont désormais bien au-delà du simple échange commercial. Ils concernent aussi l'investissement, l'énergie, l'environnement, la reconnaissance des diplômes et la circulation des hommes, la santé, la protection civile, etc. Le succès politique du « régionalisme », c'est-à-dire de cette multiplication d'accords régionaux, s'explique par le fait que l'internationalisation de l'espace contemporain ne se réduit pas à la globalisation, mais doit au contraire se comprendre comme une dialectique entre globalisation et régionalisation. Cette montée en puissance de l'échelon régional prouve que la proximité est loin de s'être dissoute dans la globalisation.

Avec la mondialisation et la baisse des coûts de transport, on avait pu croire à la fin de la géographie : niées les distances, niées les différences, niées les frontières, niées les protections. L'homogénéité des produits et la massification des marchés passaient par la recherche de partenaires tous azimuts. La géographie était assimilée à un obstacle à la mobilité des biens, des capitaux, des informations et des services.

Or on s'aperçoit aujourd'hui qu'il n'y a pas plus de « fin de la géographie » que de « fin de l'histoire » (Fukuyama). Ce retour des territoires, c'est-à-dire de la *proximité géographique et culturelle*, de la *complémentarité* et de la *solidarité*, ne se limite certainement pas au repli national. La vraie dialectique associe ouverture mondiale et ancrage territorial. Elle n'oppose pas, comme les populistes veulent nous le faire croire, la fermeture nationale à l'ouverture mondiale.

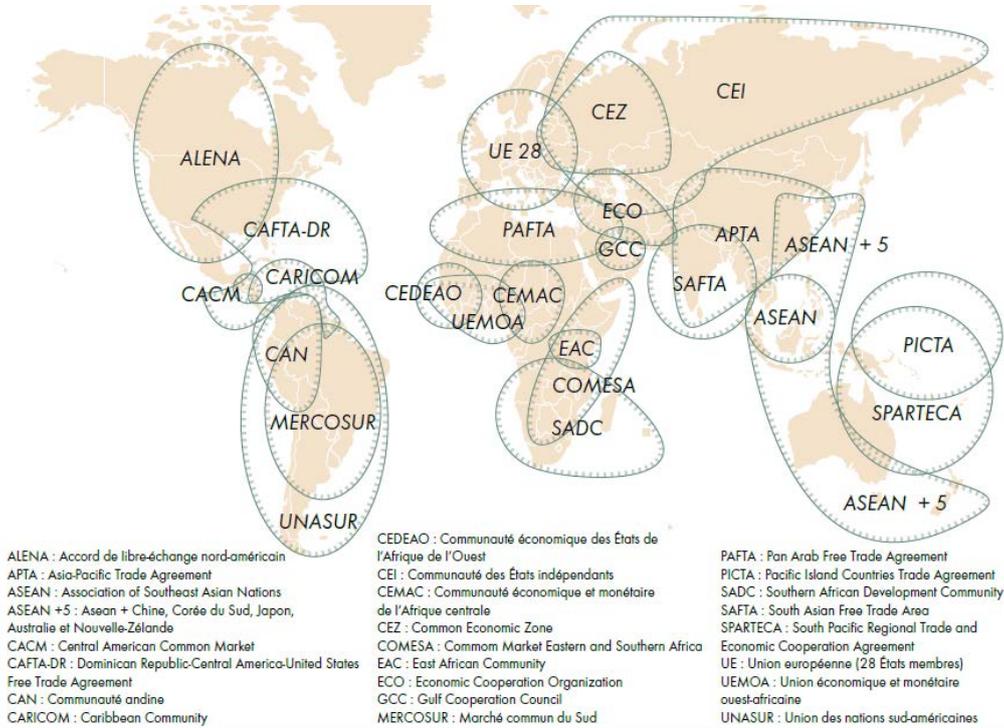
Le dernier rapport prospectif de la CIA<sup>11</sup> voit trois scénarios pour le monde de 2035. Un de ces scénarios, appelé « îles », est la régionalisation du monde. En particulier, la CIA voit l'influence russe et chinoise se raffermir sur leurs périphéries respectives. Le rapport parle de même de l'Europe, de la région Moyen-Orient Afrique du Nord (MENA en anglais), et de l'Afrique subsaharienne. Là où la CIA a raison, c'est de voir le monde en régions ; là où, selon nous, elle se trompe, c'est de ne considérer que l'opposition entre le monde chinois et le Japon, au lieu de penser leur complémentarité, et de ne pas prendre en compte les liens

<sup>10</sup> Beckouche P. et Richard Y., *Atlas de la grande Europe : économie, culture, politique*, éditions Autrement, Paris, 2013.

<sup>11</sup> Central Intelligence Agency, 2017, « Le monde en 2035 vu par la CIA et le Conseil National du renseignement. Le paradoxe du progrès », Equateurs Document.

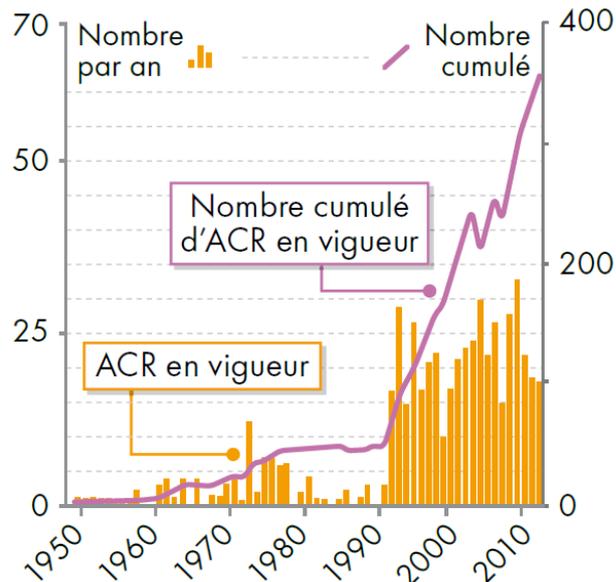
actuels et potentiels entre l'Europe et l'Afrique. Pourquoi ? Parce qu'elle voit surtout dans les régions un risque géopolitique, alors qu'elles sont surtout une opportunité, pour des raisons de fond.

CARTE I. LES PRINCIPALES INTÉGRATIONS ÉCONOMIQUES DANS LE MONDE



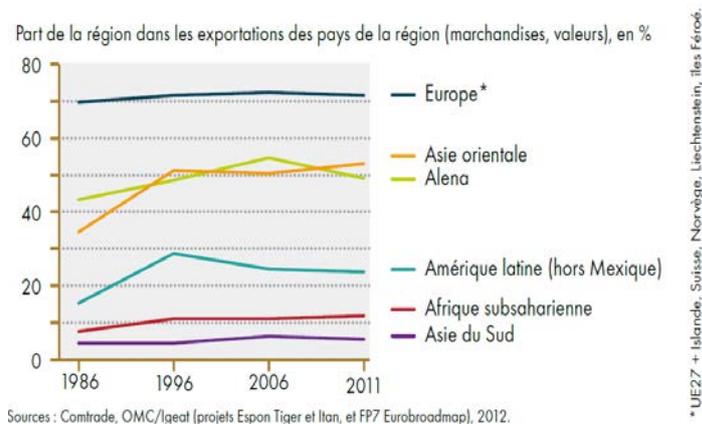
Source : Beckouche et Richard [2013]

FIGURE I. LES ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX SE MULTIPLIENT DEPUIS VINGT-CINQ ANS



Source : OMC 2012, Beckouche et Richard [2013]

FIGURE 2. COMMERCE INTERNATIONAL : SUR LA LONGUE PÉRIODE, L'INTÉGRATION RÉGIONALE PROGRESSE PARTOUT



Source : Beckouche et Richard [2013]

**Les raisons du retour à la proximité sont environnementales.** L'exigence écologique pousse à des transports moins longs et à des circuits plus courts. Par ailleurs, les pollutions sont beaucoup plus locales que globales : la pollution de l'air est globale, c'est entendu, mais elle est d'abord celle qui a stérilisé une région entière autour de Fukushima, ou celle qui étouffe nos grandes villes. De même pour la pollution de l'eau : c'est un problème pour la planète mais qui se produit dans, et affecte d'abord, des territoires spécifiques : Oued Sebou au Maroc, Méditerranée du fait de l'insuffisance de l'assainissement dans les pays bordiers, Mer Noire, Baltique... C'est ville par ville, côte par côte, que le label « Mer Bleu » est délivré. De même, la tendance du retour aux filières agroalimentaires territorialisées est, à la fois, une façon de mieux protéger l'environnement et de mieux garantir la qualité de l'alimentation. L'enjeu écologique est un combat de tous les jours et de chacun, dont la contribution *locale* est essentielle.

**Les raisons sont surtout économiques.** Les chaînes de valeur deviennent plus compactes, les délocalisations cèdent le pas à des relocalisations dans les pays qui avaient délocalisé naguère. Les entreprises internationales veulent en effet mieux maîtriser (i) la qualité de leur production, (ii) le temps de transport et d'interaction aux marchés, (iii) les risques politiques et monétaires (fluctuation des taux de change).

Contrairement à ce que pourrait laisser penser l'idée de globalisation où tout serait possible à grande distance, le face-à-face n'a jamais été aussi important. La production d'aujourd'hui est de plus en plus complexe et innovante, or l'innovation demande beaucoup d'échanges de proximité. Parce que les innovations d'aujourd'hui naissent des interfaces, l'économie de la connaissance se nourrit de véritables écosystèmes territoriaux, où se décloussonnent enseignement, recherche, entreprises, services administratifs et où la performance est collective. C'est pourquoi les Indications géographiques (AOC, AOP...) sont devenues les outils d'une agriculture de qualité, faisant l'objet d'un contrôle social local. C'est pourquoi les clusters ont fait le succès de la Silicon Valley, d'Hollywood, mais aussi, à une autre échelle, des districts italiens. L'Inde concentre son industrie informatique à Bangalore, Delhi et Bombay, la Chine doit son industrialisation foudroyante à une myriade de « zones économiques spéciales » de ses régions littorales. Pierre Veltz donne l'exemple de la province du Zhejiang qui possède trois cents clusters, certains figurants parmi les dix premiers du monde pour la qualité de leurs produits<sup>12</sup>. Le rôle des territoires est déterminant car ils permettent l'organisation de ces interactions complexes. Pour parler comme Veltz, nous sommes passés d'une géographie des coûts à une géographie de l'organisation.

12 Pierre Veltz, 2017, La société hyper-industrielle, Le Seuil, collection La République des idées.

**Elles sont aussi socio-culturelles.** On veut ici parler de l'émergence du modèle collaboratif décentralisé – « distribué » dit-on maintenant. Les nouvelles ressources sont, de plus en plus, disponibles localement : éoliennes, panneaux photovoltaïques, micro-hydraulique, informations d'un internet distribué, imprimantes 3D permettant pour quelques milliers d'euros de disposer de véritables usines locales (« production à la maison »). Cela rend possible des circuits courts de tous types : approvisionnement énergétique, informationnel, alimentaire, d'épargne. Nous ne souhaitons pas nous diriger vers une juxtaposition de petites économies locales isolées, car la complémentarité entre circuits courts et circuits longs restera stratégique. Mais le sens de l'histoire est celui d'une plus grande autonomie des territoires locaux.

Encore faudra-t-il que les communautés locales s'organisent en ce sens. C'est ce que l'on observe déjà à travers le modèle collaboratif. Son maître-mot est la *participation* : participation à l'intérieur de l'entreprise, entre l'entreprise et les consommateurs, entre les administrations et les citoyens. D'où le succès renouvelé de l'économie sociale et solidaire, que ce soit au Nord ou au Sud où les carences de l'Etat avaient souvent été comblées par des organisations locales. D'où aussi le spectaculaire renouveau des notions de « communs »<sup>13</sup> et de « biens collectifs » définis par le fait que la consommation de chacun ne nuit pas à la consommation d'autrui : qualité de l'air, qualité des paysages, connaissance scientifique, cohésion sociale, paix et sécurité... Ces biens sont pour certains globaux, mais ils sont souvent locaux ou régionaux. Pour reprendre l'exemple de l'eau et de l'assainissement, la gestion commune des bassins hydrographiques est une bonne illustration de la gestion collective d'un bien public local, associant les pollueurs et les utilisateurs des eaux du bassin. A une échelle supérieure, la qualité de l'eau de la Méditerranée est un bien public transnational régional.

Partout les nouvelles transversalités condamnent les organisations en silos, partout les rentes protégées par des digues administratives, politiques ou juridiques, cèdent devant la révolution numérique. Le mouvement ne fait que commencer, et Jérémy Rifkin<sup>14</sup> prédit une longue période de concurrence et métissage entre le modèle de la propriété et le modèle « de l'accès ». Ce qu'on peut en dire, c'est qu'autant le consumérisme nous avait rendus individualistes, autant la nouvelle création de valeur nous rend participatifs. La mutualisation des ressources passe par des territoires mieux valorisés collectivement. Nous passons peu à peu de l'espace (fonctionnel, impersonnel) aux territoires (relationnels, collectifs).

Ces transformations témoignent de ce paradoxe : la mondialisation recrée de la proximité ! Mais cette proximité ne peut fonctionner que si elle est actionnée à l'échelle de territoires pertinents, comme le bassin hydrographique pour la gestion locale de l'eau. Les lignes qui suivent montrent que les grandes régions Nord-Sud sont le territoire pertinent pour une économie productive, performante, durable, innovante et solidaire.

### ***Au-delà de la redécouverte du local, la transformation de la production conduit à la régionalisation***

Entre globalisation et régionalisation, faut-il s'attendre à ce que l'une l'emporte et que l'autre disparaisse ? Ou bien faut-il penser que ces deux formes se conjugueront ? La réponse passe par l'analyse des transformations de la production. Elle montre que c'est la régionalisation qui a le plus grand potentiel d'évolution et d'intégration, et qu'il faut par conséquent conforter la verticale AME faute de quoi ce sont les deux autres régions mondiales – l'asiatique et l'américaine – qui imposeront leurs normes.

**La question des délocalisations ne correspond plus à la réalité d'aujourd'hui.** Pourquoi ? Parce que la production s'est transformée et que la compétition internationale ne se réduit plus à une chasse au bas coût. Ces dernières décennies, d'autres impératifs que les seuls

<sup>13</sup> Le Nobel d'économie de 2009 a été attribué à une économiste, Elinor Ostrom, qui avait consacré sa vie à l'étude des biens communs locaux.

<sup>14</sup> Jeremy Rifkin, 2014, La nouvelle société du coût marginal zéro, L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme, Les Liens qui Libèrent.

coûts se sont ajoutés. La qualité, d'abord : les consommateurs attendent que les performances techniques de leurs produits soient toujours meilleures. La durabilité, de plus en plus : ces mêmes consommateurs demandent des produits que l'on garde et non des produits que l'on jette. La réactivité au marché, ensuite, c'est-à-dire l'adaptation à des demandes de plus en plus différenciées et rapidement évolutives. L'innovation surtout, c'est-à-dire l'adaptation aux marchés non pas pour le mois qui vient mais pour la décennie qui vient. Tout cela pose un défi inédit à ces entreprises auxquelles les délocalisations lointaines répondent mal. Une enquête du Boston Consulting Group auprès de cadres travaillant dans de grandes entreprises montre que produire aux États-Unis n'est plus une utopie : 54% des personnes interrogées envisagent une relocalisation industrielle aux États-Unis<sup>15</sup>. Outre les coûts salariaux, les motifs sont l'impératif de contrôle de la qualité tout au long de la chaîne de production, le raccourcissement des circuits de distribution, l'évolution des taux de change et la baisse spectaculaire du coût de l'énergie aux États-Unis. Les deux tiers des entreprises interrogées assurent qu'elles sont davantage tentées de relocaliser aux États-Unis que de délocaliser. Le grand large asiatique n'est plus l'unique horizon pour la production mondiale.

**Les entreprises se transforment, elles entrent dans l'ère du « co » :** « cobot » (binôme homme-robot), « coopétition » (association entre compétition et coopération), « coconstruction » (le bottom up au lieu du top down), « coworking » (travail en équipe et interdépendance), « cogestion » (hiérarchies raccourcies), coopératives (partage du capital), économie collaborative (interaction entre offre et demande)<sup>16</sup>. La montée en puissance du modèle collaboratif renforce la nécessité de connexion aux chercheurs, aux systèmes de formation, aux partenaires, aux fournisseurs, aux marchés, aux consommateurs finaux. Du reste ce consommateur est de moins en moins « final » puisqu'il participe lui-même à la production. Fin 2015, Apple déclarait avoir, depuis 2008, reversé 40 milliards de dollars aux développeurs des applis de l'App Store ; des millions de personnes dans le monde sont en effet à la fois des utilisateurs et des développeurs d'applis. Par ailleurs, l'usage remplace peu à peu la propriété : c'est Xerox qui ne vend plus de photocopieurs mais facture à l'utilisation de ses machines, ou encore Michelin qui facture les pneus poids lourd au kilomètre parcouru. Cela, aussi, implique une interaction croissante entre l'utilisateur et le producteur de ces biens-services.

**Par surcroît, on le sait, la globalisation de l'économie est de plus en plus remise en cause.** L'internationalisation de l'économie a commencé avec la colonisation. C'était une économie de prédation des matières premières et de captation de nouveaux marchés. Cette phase a commencé avec l'exploitation des métaux précieux latino-américains par les Espagnols et s'est achevée avec la décolonisation des années 1960. La deuxième phase a commencé après la deuxième guerre mondiale, avec la mondialisation commerciale. A l'époque, l'Etat forgea dans chaque pays des « champions nationaux » pour conquérir des parts de marché mondial. Puis à partir des années 1980, ce fût la mondialisation industrielle, celles des firmes transnationales, des investissements directs à l'étranger (IDE), et des délocalisations. Dans les années 2000 s'est déployée, en plus des précédentes, une mondialisation financière, avec les errements constatés en 2008 avec la crise des subprimes. La mondialisation que nous connaissons, qui conjugue ces quatre formes (prédation, exportation, IDE, flux financiers globalisés)<sup>17</sup>, n'est pas adaptée à la transformation de la production en cours. La globalisation a consisté à déployer dans le monde une production de marchandises géographiquement fragmentée en actes simples : prélever, produire, stocker, vendre. Or la production d'aujourd'hui, fondée sur les interactions, complexes, de haut niveau, fait mauvais ménage avec une telle fragmentation, et s'appuie davantage sur des proximités de tous types : géographique, linguistique, culturelle, juridique, et de service.

A cela s'ajoute le discrédit d'une globalisation trop libérale, qui a mal su éviter les inégalités et les rancœurs de la désindustrialisation au Nord. S'ajoute de même la revendication des peuples – du Sud hier mais du Nord aujourd'hui – à produire localement et ne plus se

15 Le Figaro du 25 octobre 2014.

16 Jean-Marc Vittori, « Ces sept mutations qui redessinent l'entreprise. Travailler 'avec' et non plus 'contre' », Les Echos du 8 décembre 2016.

17 Voir Charles-Albert Michalet, 2002, Qu'est-ce que la mondialisation ?, La Découverte.

contenter d'importer : les TGV d'Alstom vendus aux Etats-Unis seront produits dans l'Etat de New York et non à Belfort, qui se concentrera sur la conception, les brevets et l'assistance. Les Africains ne veulent plus importer de biens produits au Nord – souvent grâce à une main d'œuvre immigrée ; ils veulent produire sur place. Les Européens ne doivent donc plus se satisfaire d'exporter, ils doivent coproduire avec les Africains.

S'ajoutent aussi les nouveaux impératifs écologiques de réduction des coûts du transport. A cela s'ajoute enfin le climat d'insécurité monétaire, politique, et militaire. Une chose est claire, l'âge de la prédation, d'échanges internationaux limités à acheter et vendre, l'âge des délocalisations (qui correspondaient à la seule compétitivité-coût), se termine. Du reste le commerce international se contracte, les critiques de la globalisation se multiplient. Nous ne remettons pas en cause ici la mondialisation. Une « démondialisation » est difficilement envisageable aux vues des évolutions de ces dernières décennies. En revanche, la deuxième forme de l'internationalisation des échanges, la régionalisation, est plus adaptée aux nouvelles exigences des entreprises et des « consommateurs ».

**Voici pourquoi l'on peut estimer que la régionalisation est la forme territoriale de l'économie internationale de demain.** Les grandes régions sont en effet un bon compromis entre les exigences de la proximité et les exigences de marchés larges. Concernant la proximité, les grandes régions présentent les avantages suivants :

- La proximité économique est d'abord humaine, avec les diasporas et les flux touristiques, qui, s'ils se mondialisent, demeurent tout de même très largement régionaux (cf. encadré 1). Les flux touristiques intenses au sein d'une région (90% des touristes en Méditerranée viennent soit de la rive nord soit de la rive sud de la Méditerranée) conduisent d'ailleurs à des tarifs aériens abaissés qui favorisent à leur tour les mobilités d'affaires.
- Cette proximité géographique et culturelle<sup>18</sup> rend possibles les interactions productives évoquées plus haut. Cela se traduit notamment par ce qu'on commence à appeler la « coproduction », qui consiste à trouver un partenaire au Sud, lui transférer des savoir-faire et à partager la valeur ajoutée.
- La proximité rend également possible l'articulation de préférences collectives communes. C'est ce qui a fondé naguère le projet européen, celui d'une économie sociale de marché, soucieuse de l'environnement. Il sera plus aisé pour les populations de l'AME d'identifier des intérêts communs autour desquels structurer leur collaboration, qu'avec les régions plus éloignées de l'Asie et de l'Amérique. La proximité rend enfin possible la régulation des échanges internationaux, à une échelle plus maîtrisable que celle du vaste monde. Nous avons beaucoup insisté, à raison, sur les échecs des relations euro-méditerranéennes ; il n'en demeure pas moins que certaines régulations communes ont pu se développer, par exemple en matière d'interconnexion électrique entre les deux rives.

Concernant l'exigence de la dimension géographique, les grandes régions présentent les avantages suivants :

- Les ressources, énergétiques par exemple, y sont nombreuses et variées.
- Le nombre d'entreprises est suffisamment grand pour que des spécialisations locales ou nationales soient économiquement pertinentes, et qu'on n'ait pas besoin d'aller chercher des fournisseurs à l'extérieur de la région, en Asie ou ailleurs. Les marchés sont suffisamment vastes pour assurer leur rentabilité.
- La complémentarité est un atout stratégique, à plusieurs titres. Sur le plan climatique, elle autorise une localisation optimale des cultures et la complémentarité des calendriers agricoles. Sur le plan des ressources économiques, c'est l'avantage de pouvoir associer des pays du Nord matures, vieillissants et avancés sur le plan technologique, à des pays du Sud jeunes, en forte croissance, disposant de marchés et d'une main

<sup>18</sup> Anna Lindh Foundation produit régulièrement un rapport (« Inside the Anna Lindh / Gallup Poll ») sur les valeurs au Nord et au Sud de la Méditerranée. L'évolution est claire : les enquêtes de 2010, 2014 et 2017 montrent une convergence croissante des valeurs entre les deux rives.

d'œuvre importants. Il faut le répéter : la croissance est au Sud. La France et l'Europe bénéficient d'un voisinage d'un milliard et demain deux milliards d'Africains, en forte demande de développement, et dont beaucoup sont francophones.

**Dernier argument, les plus grandes régions du monde sont bien Nord-Sud.** La réalité confirme en effet notre analyse<sup>19</sup>. Plutôt que de faire venir les immigrants chez eux, les Japonais ont, dès les années 1950, préféré envoyer le capital vers les travailleurs de leur Sud<sup>20</sup>. Le processus s'est poursuivi depuis, relayé par l'entrée de la Chine dans le projet régional dans les années 1990, de sorte que l'Asie orientale est l'intégration régionale la plus dynamique dans le monde depuis trente ans.

Dans les Amériques, c'est, depuis les années 1990 au moins, le gabarit régional qui occupe les esprits. Depuis la signature du Mercosur (1991) et de l'Alena (1992), puis de l'Unasur (2008), une compétition oppose deux formes régionales. La première est celle du Nord, poussée par les États-Unis, qui voudraient passer de l'Alena à la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA). La seconde est celle du Sud, poussée par le Brésil, qui tente de résister à l'initiative nord-américaine en fédérant les économies latino-américaines (Mercosur, Unasur).

L'Europe est le plus grand exemple d'intégration régionale dans le monde, avec un taux d'intégration commerciale supérieur aux trois-quarts. Mais si les Européens ont réussi leur convergence interne, l'Union européenne a, on l'a dit, mal su valoriser les pays en développement de son voisinage. L'Allemagne a, quant à elle, mieux su faire travailler les pays d'Europe centrale et orientale ; elle y a redistribué sa production industrielle, et ne s'est pas contentée du commerce comme la France l'a fait avec les pays arabes. L'échec du Processus de Barcelone (ou Euromed) est dû à cette erreur, à cette vision purement commerciale de l'intégration régionale, puisque la zone de libre-échange fut la pièce centrale de la stratégie de l'UE en Méditerranée. Les responsabilités sont aussi arabes : leurs gouvernements se sont longtemps réfugiés dans l'économie de rente, refusant la transition économique et politique. C'est cela que le Printemps arabe a commencé à remettre en cause en 2011. On ne part donc pas de rien : certains des acteurs arabes ont pris le parti de la modernisation et d'un ancrage à l'Europe ; d'autres ont commencé à descendre en Afrique, comprenant qu'ils ne pouvaient pas rester isolés et ballotés dans la globalisation et qu'ils avaient besoin d'un ancrage régional fort. Le Maroc se constitue en hub logistique pour assurer la liaison entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique de l'Ouest<sup>21</sup>. L'Algérie découvre la profondeur africaine de son territoire et de son propre voisinage ; avec l'aide des Chinois elle met sur pied une dorsale transsaharienne autoroutière et ferroviaire, qui permettra de rejoindre Lagos en moins de dix jours par camion. L'Égypte est partie prenante de la plus grande zone de libre-échange du monde, la Tripartite, qui, d'Alexandrie à Johannesburg, associe 25 pays anglophones d'Afrique et 650 millions d'habitants.

19 C'est le jugement de Michel Fouquin et Jules Hugot, 2016, « La régionalisation, moteur de la mondialisation », La Lettre du Cepii, n°365.

20 Ce que l'économiste japonais Kaname Akamatsu a théorisé avec la métaphore du « *val des oies sauvages* ».

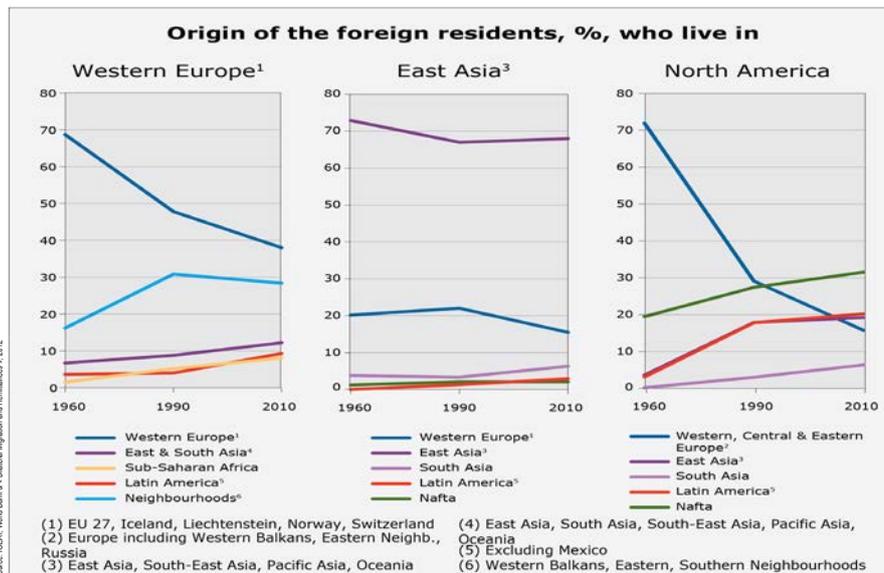
21 Michel Gonnet, Yves Crozet, Béatrice Majza, 20167, « Le Maroc, hub logistique entre l'Europe et l'Afrique », Ipemed.

**La mobilité est globale mais l'essentiel des migrants ont une mobilité régionale**

La mobilité internationale des hommes d'aujourd'hui donne une idée de ce que seront les échanges internationaux demain. Certes les routes migratoires se sont mondialisées, mais la grande majorité des étrangers vivant en Europe occidentale, en Asie orientale ou en Amérique du Nord restent originaires de leur région (voir la figure 3, et en particulier l'américanisation frappante des origines migratoires en Amérique du Nord). Cela a une valeur prospective : les jeunes de ces familles, qui sont socialement de plus en plus intégrés, seront certes tournés vers le vaste monde mais plus particulièrement vers le pays d'origine de leurs parents ; les diasporas seront demain les acteurs d'une intégration régionale accrue.

Quelle est la situation en Europe ? Les deux-tiers des étrangers qui résident en Europe occidentale viennent de la région Europe + voisinages, en particulier du Sud de la Méditerranée ; la proportion atteint les trois-quarts si l'on tient compte aussi des étrangers venus du Golfe et d'Afrique. Des trois grandes régions Nord-Sud mondiales, le tableau 1 montre que l'Euro-Méditerranée-Afrique est celle dont la réalité est la plus évidente. Les étrangers qui résident en Europe viennent de moins en moins d'Europe occidentale, et d'Europe centrale (nouveaux États membres de l'UE) : le rideau de fer avait historiquement réduit ces flux ; lorsqu'il est tombé, et après une toute première phase de plus fortes migrations vers l'Europe occidentale, la perspective d'adhésion à l'UE a réduit ces migrations. Cela confirme que lorsque les mobilités sont possibles, les migrations définitives se réduisent. Les migrants veulent moins « migrer » en Europe que pouvoir s'y déplacer facilement, pour des motifs économiques, familiaux ou culturels.

FIGURE 3. LES MIGRATIONS INTERNATIONALES RESTENT AVANT TOUT RÉGIONALES  
ORIGINE (%) DES ÉTRANGERS QUI RÉSIDENT EN EUROPE OCCIDENTALE, EN ASIE ORIENTALE, ET EN AMÉRIQUE DU NORD



Source: ESPON "ITAN" [2014]<sup>22</sup>

22 ITAN, 2014, « Integrated Territorial Analysis of the Neighbourhoods », Applied Research 2013/1/22, programme européen ESPON, Luxembourg.

TABLEAU I. « AME » EST LA RÉGION NORD-SUD LA PLUS INTÉGRÉE MAIS C'EST DU FAIT DU HAUT NIVEAU DE L'INTÉGRATION INTRA-EUROPÉENNE.

Mesure de l'intégration des trois grandes régions par le commerce, l'investissement direct à l'étranger et les migrations

Part de la région :	Afrique-Méditerranée-Europe (a)	Amériques (b)	Asie orientale (c)
dans la destination de ses exportations (% , 2011)	77,4	55,9	53,2
dans la destination de ses investissements directs à l'étranger (% , moyenne 2006-2008)	74,5	30,7	44,6
dans l'origine des étrangers qui y résident (% , 2010)	79,7	54,0	68,0

Notes :

(a) Europe occidentale, nouveaux Etats membres de l'UE de 2004 et 2007, Voisins orientaux Balkans occidentaux et Russie compris, pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée Turquie et Israël compris, Afrique subsaharienne.

(b) Amérique du Nord et Amérique latine.

(c) Asie de l'Est, du Sud-Est, Asie-Pacifique et Océanie.

Sources : Igeat / Beckouche et Richard [2013]

L'Afrique ne reste donc pas à l'écart de ce mouvement des intégrations régionales. Mais, on le verra plus bas, pour le moment cela prend la forme d'une juxtaposition d'institutions régionales concurrentes plutôt que d'une stratégie d'ambition continentale. En somme, la grande région Afrique – Méditerranée – Europe a tout pour réussir mais reste en retard par rapport aux deux autres « quartiers d'orange ». L'alternative est claire : ou bien elle réussira son intégration régionale, ou bien elle se réduira à un objet de convoitise des deux autres.

### **La puissance du « G2 »**

La planète se cherche une régulation internationale : FMI, OMC, ONU, G7, G8, G20..., on ne parvient pas à trouver la bonne formule. Le risque, c'est que ce soit le « G2 », leadership de fait des Etats-Unis et de la Chine, qui règle la marche du monde.

**L'éclipse américaine n'est en effet pas pour demain**, même si l'élection de Donald Trump jette un trouble, car on peut douter de la réussite de son programme. Pour redonner du pouvoir d'achat aux perdants américains de la globalisation, il ne pourra pas recourir aux transferts sociaux que cet adversaire du « socialisme » réprouve. Ces transferts seraient difficiles à financer puisque le président américain veut aussi baisser les impôts, ce qui réduira sa capacité à financer ses grands travaux d'infrastructures. Le recours à la dette est peu jouable, car les députés Républicains rechigneront à l'augmenter encore. La seule voie qui lui reste est de protéger commercialement les ouvriers américains des bas coûts asiatiques ou mexicains. D'où le durcissement du ton vis-à-vis de la Chine, d'où le projet de mur avec le Mexique et l'idée de taxer les importations depuis le Mexique de 20% afin de pousser les firmes à se relocaliser aux Etats-Unis. Examinons ces perspectives, et voyons si elles pourraient rétrécir la puissance américaine.

En 2015 le PIB de la Chine (17% du PIB mondial) a dépassé celui des Etats-Unis. C'est un événement géopolitique. Pour autant, il ne signifie pas que le leadership américain soit remis en cause. D'abord parce que le PIB est ici calculé en parités de pouvoir d'achat ; en dollars courants, les Etats-Unis restent loin devant la Chine avec 24% du PIB mondial contre 15% (et 26% pour les pays de l'UE). En matière de dépenses de R&D, indicateur clé dans notre économie de la connaissance, la Chine pourrait rattraper les Etats-Unis après 2020 ;

mais pour le moment ces derniers assurent le tiers du total mondial contre 20% pour la Chine et pour l'Europe. En outre, dépenses de R&D ne veut pas forcément dire innovation : l'alchimie qui conduit à des ruptures scientifiques et techniques est compliquée. Dans ce domaine, les Etats-Unis jouissent d'une avance impressionnante : sur les 579 prix Nobel décernés depuis 1901, 259 sont nés aux Etats-Unis (le chiffre pour la Chine est de... 11), et après chacune des deux guerres mondiales bien d'autres sont venus les rejoindre depuis l'Europe ; si l'on considère les lauréats qui travaillaient aux Etats-Unis lorsqu'ils ont été récompensés, le chiffre dépasse 350, preuve de l'attractivité du pays pour la recherche. Près du tiers des brevets mondiaux ont été déposés par des Américains. Les trois grandes révolutions technologiques actuelles, les nanotechnologies, les sciences du vivant et le numérique, sont dominées par les Etats-Unis. Dans le digital, la puissance du GAFAM est telle qu'on parle d'une « silicolonisation » du monde par les Etats-Unis<sup>23</sup>. Alphabet, qui est la maison-mère de Google, et Apple sont devenus les deux premières capitalisations boursières mondiales.

Les Américains représentent 60% des utilisateurs de réseaux sociaux du monde, 40% de la capitalisation boursière, gèrent 55% des actifs financiers mondiaux. Puissance monétaire, aussi, puisque 60% de la production mondiale s'échange en dollars. Puissance militaire bien sûr, puisque selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm les Etats-Unis font 36% des dépenses militaires mondiales, contre 13% pour la Chine et pour l'Europe. Avec 30% du total mondial et 170 pays clients, les États-Unis restent, de loin, le plus gros exportateur d'armes de la planète. Et s'il est vrai qu'ils ne peuvent plus assurer leur leadership militaire sur tous les fronts du globe, leur avance dans les technologies militaires reste écrasante car la moitié de la recherche militaire mondiale se fait chez eux. Puissance culturelle, enfin, avec une industrie du film et des séries TV qui s'impose dans tous les pays, sauf dans quelques rares cas comme l'Inde.

Sur le plan régional, la prédominance américaine ne devrait pas trop souffrir du passage de Donald Trump à la Maison blanche. Une désintégration régionale de la zone de l'Alena est peu probable. Il faut dire que depuis 1992, le traité a conduit à une forte intégration des économies mexicaine, étatsunienne et canadienne, qu'une contraction temporaire des échanges ne remettra pas en cause. Le Canada et le Mexique sont les premiers partenaires commerciaux du géant américain. Un épisode un peu plus protectionniste n'affaiblira donc que peu la puissance commerciale des Etats-Unis, d'autant que le pays va bientôt devenir exportateur net dans l'énergie grâce aux gaz et pétrole de schiste, et que les relocalisations pourraient réduire ses importations de biens. Les relocalisations depuis les pays à bas salaires sont peut-être la partie du programme de Trump la plus réaliste. Ce n'est pas tant la menace de taxes qui motivera les entreprises candidates au retour sur le sol américain, que la hausse du coût du travail en Chine et la complexité croissante de la production dans les biens-services de haute technologie qui supportent mal la délocalisation. Dès avant l'élection du milliardaire, le Boston Consulting Group estimait que 2 à 3 millions d'emplois pourraient être créés aux Etats-Unis grâce aux relocalisations d'ici une dizaine d'années. Quant aux relations avec l'Amérique du Sud, les liens économiques, politiques (OEA) et culturels sont devenus structurels<sup>24</sup>. Le premier investisseur en Amérique du Sud est l'Amérique du Nord, le premier client de l'Amérique du Sud est l'Amérique du Nord.

**Les ambitions de la Chine sont mondiales, sa présence africaine grandissante, son offensive européenne rapide.** Les ambitions de la Chine en Europe, en Méditerranée et en Afrique sont claires. Elle s'y prépare depuis trente ans, c'est-à-dire depuis ses réformes internes et l'adoption du capitalisme (années 1980, celles de Deng Xiaoping), la pacification avec ses voisins d'Asie orientale (années 1990), puis sa conquête des marchés mondiaux (années 2000). Les années 2010 sont celles du passage de la Chine à l'ère transnationale – non plus l'accueil d'investissements étrangers mais ses investissements à elle dans toutes les régions du monde. En particulier, un gigantesque programme d'investissement dans les infrastructures concrétise sa visée européenne, méditerranéenne et africaine ; il sera achevé en 2049, pour le centenaire de la révolution.

23 Eric Sadin, 2016, La Silicolonisation du monde. L'irrésistible expansion du libéralisme numérique, L'échappée.

24 Voir Cosío-Zavala M., Azuelos M., Lacroix J-M., dir., 2004, Intégration dans les Amériques, 10 ans d'Alena, Credal, Presses Sorbonne Nouvelle.

Parce que les Européens, entièrement tournés vers la construction de la Communauté européenne, se sont détournés de l'Afrique après la décolonisation, dès les années 1990 la Chine a ciblé le potentiel de l'Afrique. D'abord pour capter ses matières premières minières, énergétiques et agroalimentaires. Puis très vite une stratégie plus complète s'est mise en place avec (i) des prêts bonifiés et des subventions au titre de l'aide au développement, (ii) qui permettaient aux pays africains d'investir dans les infrastructures... réalisées par des entreprises chinoises ; puis (iii) avec des investissements directs en Afrique, notamment en Afrique de l'Est qui est en train de devenir une véritable base productive chinoise. Il faut en prendre conscience. Si, pendant longtemps, les projets étaient financés par l'Export-Import Bank of China (Exim Bank) ou la Banque chinoise de développement, on estime aujourd'hui que 10 milliards de dollars de projets africains sont chaque année financés directement par le secteur privé chinois qui entend contrôler l'ensemble des filières qui l'intéressent.

Et ce n'est qu'un début. En 2015 la Banque mondiale prévoyait que, du fait de la hausse des coûts de main d'œuvre en Chine, 85 millions d'emplois manufacturiers pourraient se délocaliser de la Chine à l'Afrique dans les décennies qui viennent. La perspective d'une Afrique entreprenante se confirme<sup>25</sup>.

Cette stratégie chinoise a une dimension régionale. Leur projet transsaharien – 6 000 kilomètres ! – avec les Algériens a été dévoilé à Alger lors du Forum Algérie-Afrique de décembre 2016. Cette dorsale donnerait une position clé aux Algériens au Maghreb et en Afrique, mais elle donnerait surtout aux Chinois une position de choix pour pénétrer l'hinterland africain à partir du port de Cherchell près d'Alger, dont ils sont en train de faire leur port maghrébin en eaux profondes (trois milliards d'investissement chinois, pour concurrencer le port marocain de TangerMed). Créé en 2000, le *Forum on China-Africa Cooperation* est l'outil institutionnel de ce dessein.

Cette vision des Chinois ne se limite pas à l'Afrique, car ils ont bien compris l'enjeu de la connexion macro-régionale de l'Europe jusqu'au Cap de Bonne-Espérance. La Chine a des ambitions en Méditerranée car c'est un des deux passages pour atteindre l'Europe. Outre Cherchell, les compagnies chinoises ont acquis des parts dans les ports d'Alexandrie et Port Saïd en Egypte, d'Ashod et d'Haïfa en Israël, d'Ambarli à Istanbul, de Gênes et Naples en Italie et surtout du Pirée en Grèce, principale porte d'entrée chinoise en Europe. On parle de négociations avec Marseille pour Fos-sur-mer. Au cours des dix dernières années, la Chine a monté un forum de négociation maritime avec les pays méditerranéens de l'UE, le forum « 1+7 » ; un autre avec les pays arabes, le *China-Arab States cooperation* ; un autre encore avec les pays d'Europe centrale et orientale, le forum « 16+1 »<sup>26</sup>.

La seconde voie d'accès aux marchés européens est terrestre. En 2014, en présence d'Obama et de Poutine, le Président Xi Jinping révélait lors du Sommet de l'APEC à Pékin le dessin chinois de la « Nouvelle route de la soie » (cf. carte 2). L'ancien ministre marocain de l'économie, Fathallah Oualalou, explique clairement que « *la Nouvelle route de la soie a pour objectif d'arriver au cœur de l'Europe. Le but est de créer un ensemble euro-asiatique par voie terrestre et maritime* »<sup>27</sup>. Cette route comporte quatre axes :

- Un axe maritime, dit du Collier de perles, jusqu'au Pirée et à Venise via les ports de l'Asie du Sud, Djibouti et Port Saïd ;
- Un axe ferroviaire reliant Shanghai à Lyon, via le port allemand de Duisbourg et Moscou (11 000 km) et un autre axe aboutissant en Lombardie à Mortara qui a été choisie par le mastodonte Changjiu Group comme terminus des trains venant du cœur de la Chine.
- Un axe autoroutier de 8 500 km de Xi'an, au cœur de la Chine, à Duisbourg et la Lombardie, via Téhéran, Moscou et Rotterdam ;
- Un axe énergétique avec le gazoduc Chine-Russie dans le cadre de l'Union douanière eurasiatique.

25 Voir Severino J.-M., Hajdenberg J., 2016, *Entreprenante Afrique*, Odile Jacob, Paris.

26 Alice Ekman, 2017, « La Chine en Méditerranée : un nouvel activisme », *Politique Etrangère*, hiver 2016-2017, « La Méditerranée mère de toutes les crises ? », IFRI.

27 Fathallah Oualalou, 2016, *La Chine et nous. Répondre au second dépassement*, La Croisée des Chemins, Casablanca.

Et ces axes ne se limitent pas à du transport : ils sont jalonnés de zones économies spéciales où seront produits et exportés des produits chinois.

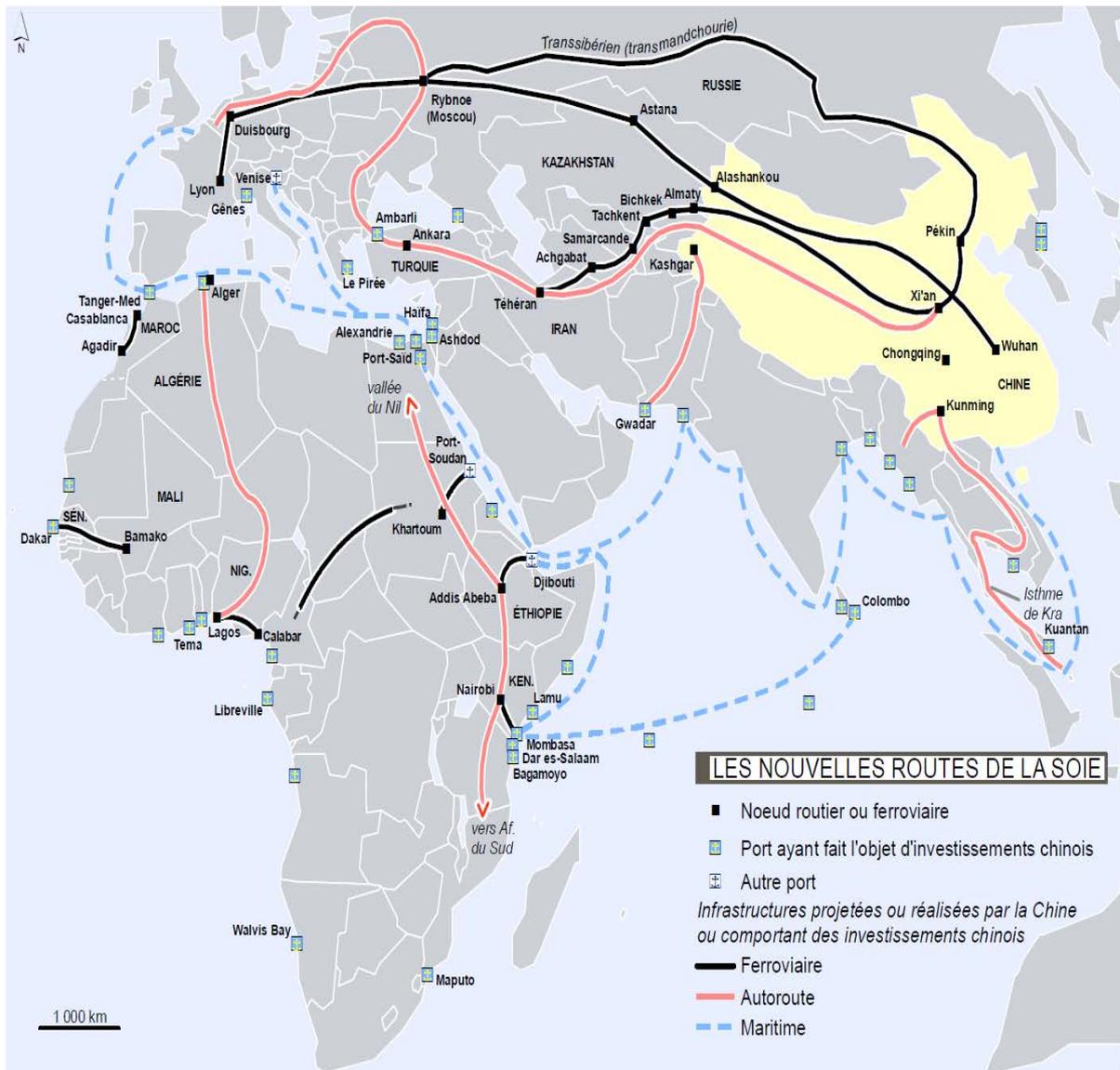
Après l'Afrique, la Chine a donc les yeux rivés sur la Méditerranée et l'Europe, où elle a davantage investi qu'en Amérique du Nord en 2015, et la tendance s'accroît. En 2016, la Chine a investi en Europe 35 milliards d'euros ; c'est sept fois plus qu'en 2010, et, surtout, bien davantage que les 10 milliards que les Européens ont investi en Chine la même année. Fait révélateur : l'Allemagne y a été la première cible de leurs acquisitions en 2016. Cela veut dire que les Chinois ne se contenteront plus d'être des importateurs de l'industrie allemande, mais qu'ils entendent en acquérir la technologie.

Le caractère purement utilitaire de l'action chinoise en Afrique constitue une faiblesse et donc une opportunité pour l'Europe. Comme le décrit Jean Kacou Diagou (voir interview en Annexe 8), la Chine investit sur le continent africain sans se préoccuper de son développement sur le long-terme. « *Ces percées chinoises sont très ciblées : ils recherchent surtout des matières premières ; ils ne viennent pas développer l'Afrique, et après les premiers espoirs, cela a vite refroidi nos relations avec eux. Ils font des affaires voilà tout. Du business* » explique-t-il.

Face à cette Chine purement utilitariste, l'Europe doit faire une offre attractive à l'Afrique portant sur :

- Une assistance technique en amont ;
- Un service après-vente en aval ;
- Faire de la formation professionnelle ;
- Créer des écosystèmes locaux en associant et en entraînant les PME locales ;
- Impliquer la diaspora.

CARTE 2. LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE, OU LES AMBITIONS CHINOISES DANS LA RÉGION AME



Source : Pierre Besnard / Ipemed

## 2.2. Où en est la régionalisation dans le monde ?

On se concentre ici sur les principales évolutions des trois grandes régionales mondiales.

### ***La géoéconomie américaine a désormais une grammaire régionale***

La prolifération d'accords commerciaux entre pays américains masque l'opposition entre deux stratégies principales : d'une part celle des États-Unis avec l'Aléna (1994) et son extension au Sud à travers la Zone de libre-échange des Amériques, de l'autre celle du Brésil à travers le Mercosur et son élargissement à toute l'Amérique latine avec l'Union des Nations Sud-Américaines (Unasur, cf. carte 3). Beaucoup d'incertitudes demeurent : le Mexique semble peu enclin à partager avec d'autres pays latino-américains les avantages dont il jouit avec l'Aléna ; les réalisations concrètes du Mercosur et de l'Unasur restent en retard sur les discours ; les États-Unis ont depuis dix ans plutôt joué la carte chinoise que la carte mexicaine – cela nourrit d'autant les exportations chinoises dans l'Aléna qui progressent tant dans le textile que dans des secteurs clés comme l'électronique ou l'automobile. Ces dernières années, la grande affaire est le projet d'accord commercial régional des Amériques (États-Unis, Canada, Chili, Pérou, Mexique) avec l'Asie orientale : signé en 2016, le Trans-Pacific Partnership (TPP) est un accord de libre-échange large entre les deux rives du Pacifique. C'est une machine de guerre contre la Chine, exclue des négociations mais qui n'a pas écarté l'idée de se joindre un jour au TPP.

Depuis l'arrivée de Donald Trump, le projet régional des États-Unis est devenu moins clair. Vers l'Ouest, il vient de désengager les États-Unis du TPP dans lequel il voit un risque de délocalisations vers l'Asie. Vers le Sud, il évoque une remise en cause de l'Aléna pour faire revenir les firmes sur le sol national. Mais l'intégration des économies du Mexique et des États-Unis est d'ores et déjà profonde : le capitalisme américain a su exploiter la complémentarité avec son voisin mexicain, deux millions d'emplois ont été créés, faisant du Mexique la quatrième plateforme mondiale pour la production automobile<sup>28</sup>. Le différentiel de développement entre le Nord et le Sud de la frontière américano-mexicaine reste fort. Le territoire industriel mexicain fut longtemps une périphérie, constituant pour les entreprises du Nord une réserve de main d'œuvre bon marché, destinée à exécuter des tâches à faible valeur ajoutée au sein d'usines manufacturières, les maquiladoras. Depuis la signature de l'Aléna, les firmes des États-Unis y développent des activités à plus forte valeur ajoutée et mobilisent les qualifications nouvelles de la main d'œuvre locale. Cette montée en gamme des maquiladoras de troisième génération<sup>29</sup> relève d'une stratégie de co-production fondée sur la proximité et la complémentarité Nord-Sud. Cela dit, la question reste entière de savoir si le Mexique a su tirer tous les avantages de ce partenariat ; la plupart des études montrent que non : l'Aléna aura servi de substitut à une politique économique nationale durable, sachant diversifier ses marchés, qui aurait été fondée sur la formation de la main d'œuvre sur tout le territoire national et pas seulement quelques villes tirées par l'exportation vers les États-Unis<sup>30</sup>.

28 Maxime Wiegert, 2014, « La coproduction dans l'Aléna. L'exemple des nouvelles générations de maquiladoras », Ipemed, collection Etudes & analyses.

29 Weigert M., 2014, « La coproduction dans l'ALENA : l'exemple des nouvelles générations de maquiladora, Etudes et Analyses de l'IPEMED, octobre 2014.

30 Voir par exemple Christian Deblock, 2011, « NAFTA : Springboard or Trap ? », dans Claude Auroi et Aline Helg (dir.), *Latin America 1810-2010 : Dreams and Legacies*, London, Imperial College Press.

CARTE 3. LA CONCURRENCE DES ENTENTES COMMERCIALES DANS LES AMÉRIQUES



Source : Pierre Besnard / Ipemed

En tout état de cause, ce qui est sûr c'est que la géo-économie et la géopolitique américaine ont désormais une grammaire régionale. Les 35 chefs d'Etat américains disposent d'une institution de négociation diplomatique, l'Organisation des États Américains (OEA) ; ils se rencontrent tous les quatre ans à l'occasion des Sommet des Amériques, qui se tiennent alternativement en Amérique du Nord, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. A la base de ce travail d'intégration des économies américaines se trouve la puissante CEPALC

(Commission économique pour l'Amérique latine et les caraïbes, 40 millions de dollars annuels de budget et 700 chercheurs, cf. annexe 3). Ce think-tank, centré sur l'économie, est devenu le creuset intellectuel et politique où les élites, du Sud en priorité, mais aussi du Nord, se retrouvent pour élaborer ensemble des stratégies communes. Du Nord au Sud des Amériques, les élites sont désormais biculturelles (anglais-espagnol ou anglais-portugais), les systèmes économiques nationaux sont bien moins éloignés qu'il y a deux décennies.

Les Amériques peuvent donc compter sur quatre outils pour leur intégration :

- Un outil financier : la Banque Interaméricaine de Développement ;
- Un outil économique : l'ensemble des accords régionaux que sont l'Alena, l'Unasur, le Mercosur et la Zone de libre-échange des Amériques ;
- Un outil politique : l'OEA, et les Sommets des Amériques ;
- Un outil intellectuel dédié à l'intégration régionale : la CEPALC.

### **Asie orientale : une intégration puissante mais méconnue**

En Asie orientale, les contentieux laissés par l'histoire, notamment celle des années 1930, de la Seconde Guerre mondiale et de la Guerre Froide, restent vifs. Mais au-delà des disputes, l'économie se régionalise, le capital est à l'œuvre. L'intégration Est-asiatique est le phénomène régional le plus puissant du monde de ces trente dernières années et sans doute aussi le plus sous-estimé<sup>31</sup>. La première vague d'intégration régionale a associé le Japon à quelques Dragons (Singapour, Taïwan, Hong-Kong, Corée du Sud) dès les années 1950. La deuxième phase s'est étendue aux autres pays en développement de la région, les Tigres, toujours à travers la redistribution spatiale de l'appareil de production plutôt que par le seul commerce<sup>32</sup>. La troisième phase a été marquée par l'entrée de la Chine dans la ronde régionale dans les années 1990 ; la Chine ayant en effet compris que, plutôt que fragiliser ses voisins, il lui fallait être forte sur sa scène régionale pour pouvoir peser sur la scène mondiale. L'évolution de l'Asean traduit le même chemin, depuis la défiance politique vers l'ouverture économique régionale : créée en 1967 d'abord dans le but de résister aux régimes communistes, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est est passée de cinq à dix pays au cours de ces années 1990 et surtout s'est transformée en une aire de libre-échange<sup>33</sup>. Après la crise asiatique de 1997-1998 et devant l'intransigeance des Etats-Unis, on observa en 2000 la création de l'Asean+3 (Chine, Japon, Corée du Sud), accompagnée de l'Initiative de Chiang-Mai dans le domaine de la coopération financière Est asiatique. Ces années furent donc celles du grand revirement de la diplomatie économique japonaise en faveur de l'Asie orientale et de l'implication de la Chine dans l'intégration régionale (cf. carte 4).

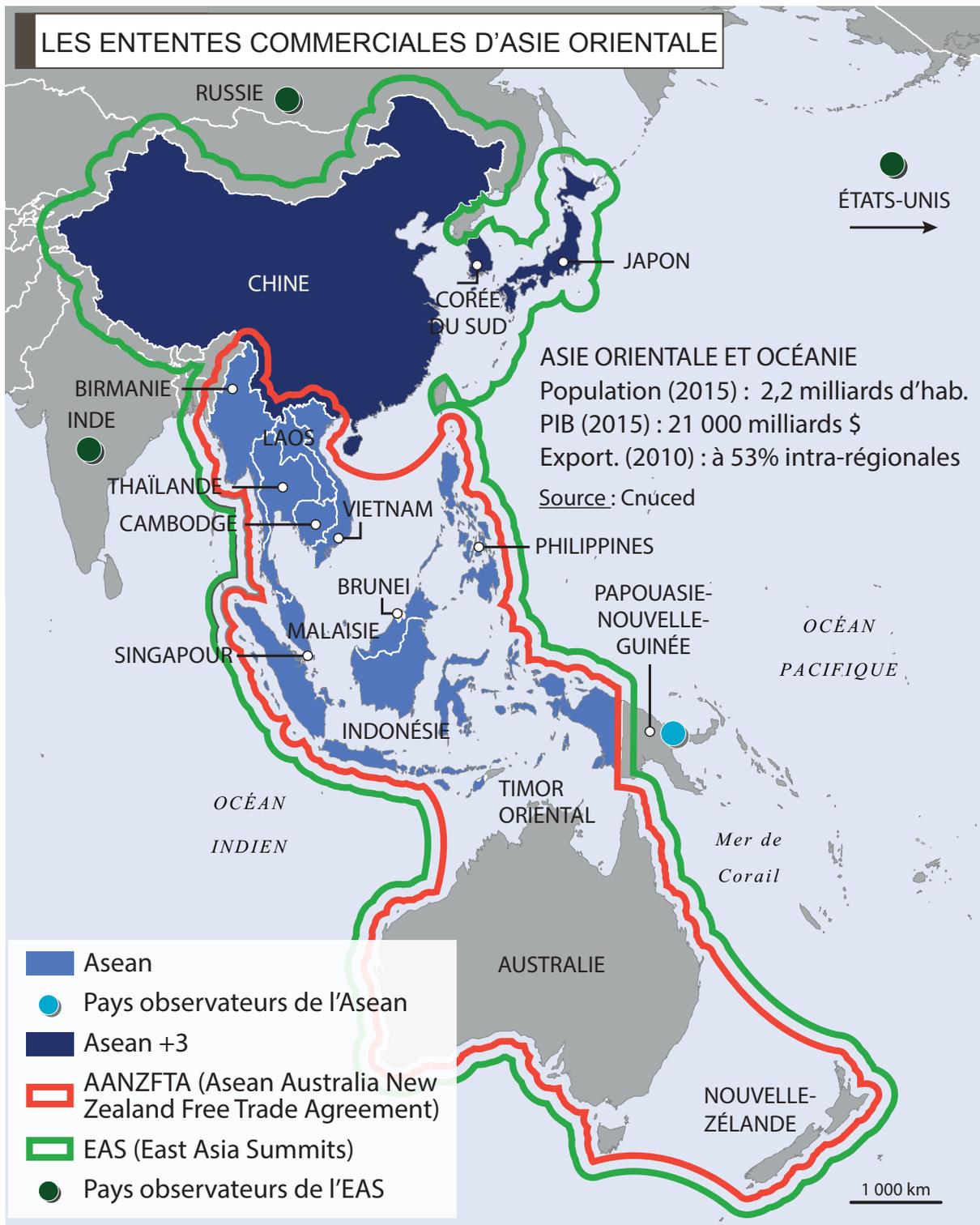
Aujourd'hui la zone de libre-échange asiatique concerne deux milliards d'habitants et treize millions de kilomètres carrés. La dynamique est impressionnante. Dans les années 1980, les pays de l'Asean + 3 destinaient aux pays de leur région seulement un tiers de leurs exportations ; à la fin des années 2000 la proportion était passée à 55% et elle continue à croître, notamment parce que les relocalisations stratégiques depuis le Japon et maintenant la Chine vers les autres pays de la région se poursuivent (cf. fig. 4). Même s'ils ne disposent pas d'institutions équivalentes à la Commission européenne, tous ces pays coopèrent de plus en plus dans le domaine financier, commercial, industriel, mais aussi migratoire (les migrations explosent avec les flux touristiques et étudiants), environnemental et sécuritaire. Depuis 2005, les chefs d'Etat de la région se rencontrent régulièrement à l'occasion des Sommets de l'Asie orientale (East Asia Summits, cf. carte 4). Sur le plan économique, ces chefs d'Etat promeuvent depuis quelques années un grand projet régional intégré, le *Regional Comprehensive Economic Partnership in East-Asia* (CEPEA). On commence à parler d'une Asean+5 avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et un sixième pays resserre ses liens économiques à l'Asie Pacifique : depuis 2010, l'Inde dispose d'un traité de libre-échange avec l'Asean.

31 Taillard C., dir., 2004, Intégrations régionales en Asie orientale, Les Indes savantes, Paris.

32 Voir Jean-Raphael Chaponnière et Marc Lautier (dir.), 2014, Les économies émergentes d'Asie : entre État et marché, Armand Colin, collection U, ou encore Guillaume Mortelier et Maurizio Cascioli, 2010, « Le modèle du vol d'oiseaux sauvages asiatiques », dans « Convergence en Méditerranée », Ipemed, Collection Construire la Méditerranée.

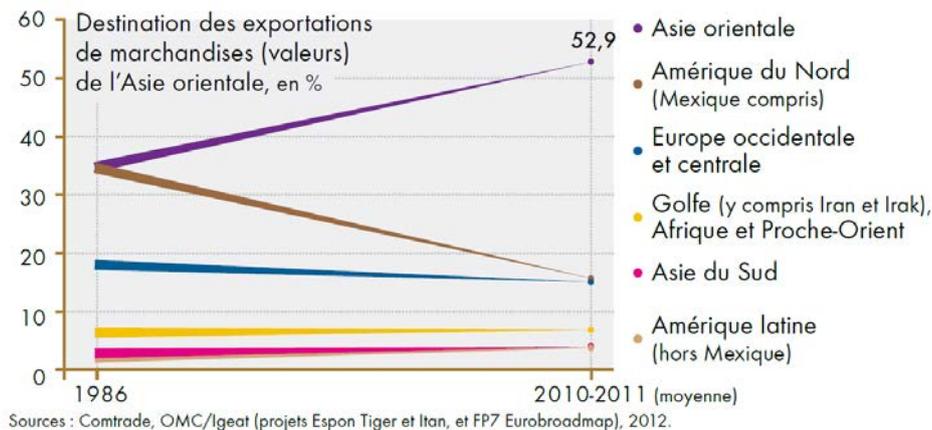
33 Nicolas F., 2017, « La Communauté économique de l'Asean : un modèle d'intégration original », Politique étrangère, 2-2017, pp. 27-38.

CARTE 4. L'ASIE ORIENTALE : DES ACCORDS RÉGIONAUX COMPLEXES MAIS UNE INTÉGRATION PRODUCTIVE PUISSANTE



Source : Pierre Besnard / Ipemed

FIGURE 4. L'IMPRESSONNANTE INTÉGRATION COMMERCIALE DE L'ASIE ORIENTALE DEPUIS TRENTE ANS



Source : Beckouche et Richard [2013]

Les problèmes n'ont pas pour autant disparu. Les contentieux historiques et territoriaux, notamment maritimes, restent énormes notamment avec la Chine. La croissance des budgets militaires de la zone est une des plus forte du globe. La compétition entre la Chine et le Japon pour diriger la région s'exacerbe, politiquement, militairement et économiquement. Fin 2014 la Chine a lancé la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, concurrençant le Japon qui préside la Banque asiatique de développement et dont il est le principal actionnaire.

Une autre incertitude réside dans les relations avec l'Amérique, notamment autour du TPP (Trans-Pacific Partnership). La position des différents pays de la région n'est pas la même vis-à-vis de la puissance chinoise et vis-à-vis des Etats-Unis. Ils ont cependant tous compris que leur région constitue désormais, bien plus que les marchés occidentaux, le cœur de leur avenir. La tentation d'une Asie orientale qui serait davantage coupée des autres régions leader du monde, y compris de l'Amérique, se répand, comme le traduit le titre d'un ouvrage à succès : *Asia Alone, the Dangerous Post-Crisis Divide from America*.

*“Since the early days of the crisis, some have started to believe, and want to believe, that China and the wider Asian production base can return to growth without the United States. More and more, Asians are beginning to consider whether their region can grow on its own, and go its own way. (...) Anti-Americanism grew, even in societies that were once staunchly pro-American. An Asian regional identity —separate if not antagonistic— has grown”.*

Simon Tay<sup>34</sup>

En tout état de cause, l'Asie orientale peut compter sur quatre outils pour son intégration :

- Outils financiers : les deux banques régionales, la Banque Asiatique de Développement, et la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures ;
- Un outil économique : les accords commerciaux régionaux des pays de l'Asean + 3 ;
- Un outil politique : les Sommets de l'Asie Orientale ;
- Un outil intellectuel dédié à l'intégration régionale : l'Economic Research Institute for ASEAN and East Asia (ERIA).

34 Simon Tay, 2010, *Asia Alone: The Dangerous Post-Crisis Divide from America*, Wiley.

## L'Europe et ses voisins : une grande région inachevée

L'ensemble formé par l'Union européenne, les pays de la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne représente 40% des exportations (en comptant les exportations internes à l'UE), 28 % du PIB et 28 % de la population du monde. Mais le poids relatif de cette région décline. La figure 5 montre que la raison est essentiellement l'impressionnant dynamisme de l'Asie orientale. Elle montre aussi que sans ses voisinages proches et lointains (La Méditerranée et l'Afrique) la place de l'Europe dans le monde serait bien faible.

L'élargissement de l'Europe balbutie côté Sud avec les vicissitudes du dossier d'adhésion de la Turquie depuis trente ans. L'UE va faire entrer les Balkans occidentaux (ex-Yougoslavie) et elle s'est élargie à l'Est avec les Pays d'Europe centrale et orientale (Peco) mais elle bute sur la Russie, qui reconstitue sa propre zone d'influence avec l'Union économique eurasiatique. La politique européenne de voisinage (PEV) n'est pas parvenue à déployer un système productif transméditerranéen comme le Japon a su le faire avec ses voisins en développement. A la fin des années 2000, les pays émergents et en développement d'Asie du Sud-Est attiraient 21% des investissements directs à l'étranger (IDE) du Japon, 10% des IDE des Etats-Unis allaient vers l'Amérique du Sud, et 11% de ceux d'Europe occidentale vers son voisinage mais dont 6% pour les Peco, 3% pour le voisinage oriental et moins de 2% pour le voisinage méditerranéen et le Golfe. L'Afrique occupe une place tout aussi marginale pour les investisseurs européens (carte 5). En conséquence, les parts de marchés de l'Europe dans ses voisinages reculent: voisinage oriental, voisinage méditerranéen, Golfe, Afrique subsaharienne.

De plus, le tableau 2 indique que les financements de la Commission européenne sont largement destinés aux nouveaux États membres (261 euros/habitants), aux pays d'Europe centrale et orientale (145 euros/habitants), alors que le voisinage Sud ne reçoit que 13 euros/habitant – à peine plus que l'Asie centrale<sup>35</sup>.

TABLEAU 2. LE FINANCEMENT EUROPÉEN DU DÉVELOPPEMENT DU VOISINAGE MÉDITERRANÉEN EST FAIBLE  
CONCOURS FINANCIERS (SUBVENTIONS ET PRÊTS) DE L'UE POUR LE DÉVELOPPEMENT, 2009 (EUROS PAR HABITANT)

	Nouveaux Etats membres	ex Yougoslavie <sup>a</sup> et Albanie	Turquie	Voisinage est	Russie	Asie centrale	Voisinage sud	Voisinage sud hors palestine
€/habitant :								
Solde budgétaire opérationnel UEb	106	0	0	0	0	0	0	0
APDc - Commission européenne (paiements)	0	30	8	5	0	1	5	3
dont IVEP	0	0	0	6	0	0	5	3
Berd	23	42	2	19	17	9	0	0
BEI	131	73	35	1	1	0	7	8
TOTAL UE	261	145	45	26	18	10	13	11

Notes :

<sup>a</sup> hors Slovaquie

<sup>b</sup> 2008 (ajustement britannique compris)

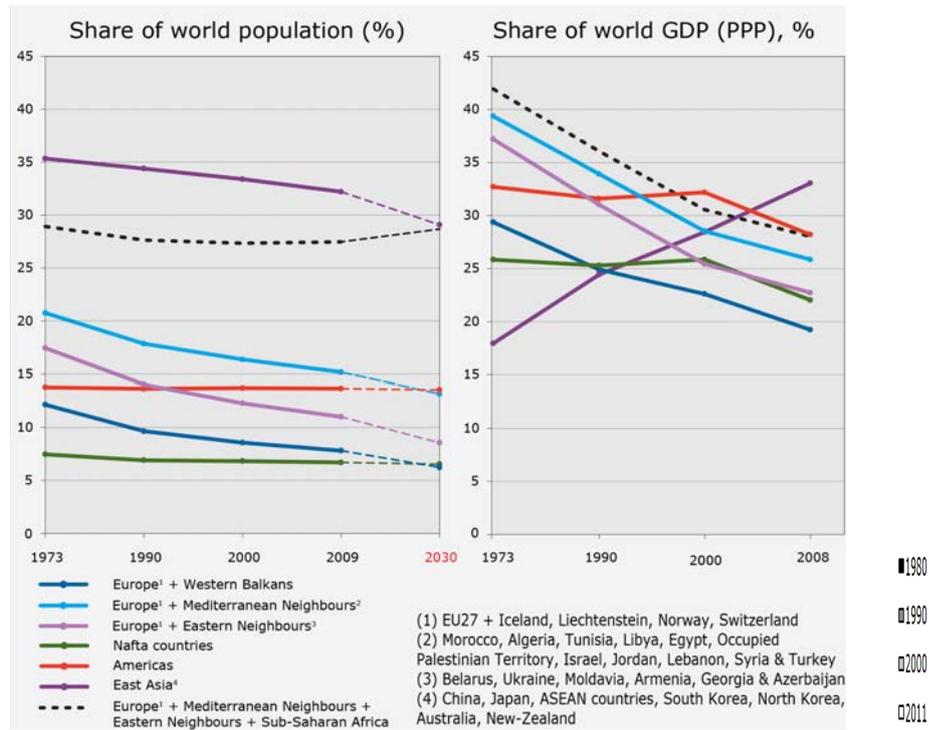
<sup>c</sup> Aide publique au développement

Sources : OCDE-CAD pour l'APD ; rapport financier du Budget de l'UE 2008 pour le solde budgétaire opérationnel ; rapport d'activité de la Berd et de la BEI.

Source : Beckouche (2011)

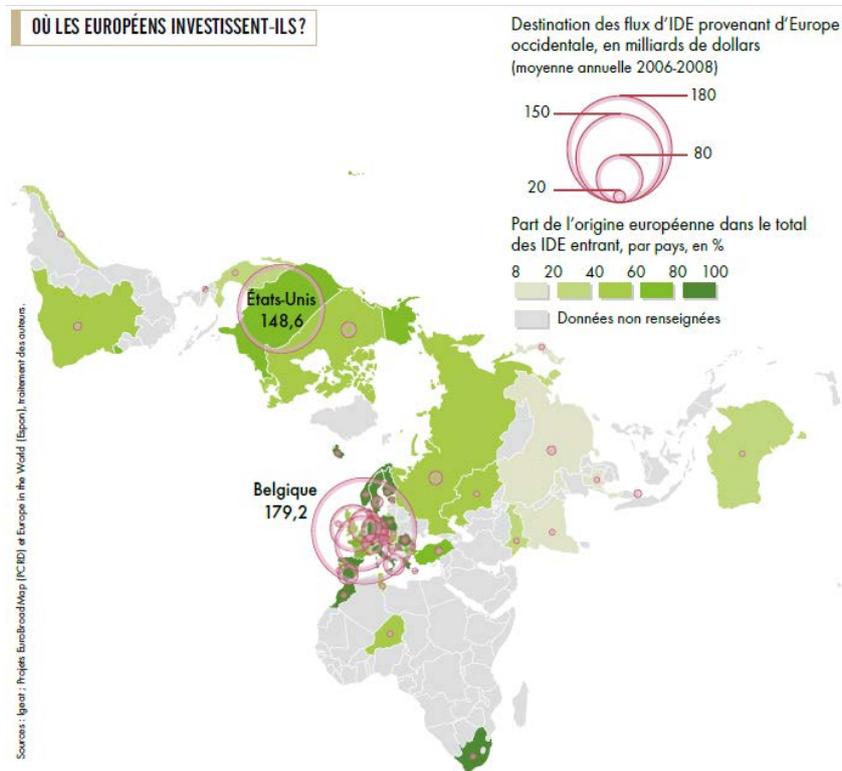
35 Beckouche P. 2011, « Bilan d'Euromed : un état des lieux du financement par l'UE du développement en Méditerranée », Palimpsestes de l'IPEMED, n°3, Paris.

FIGURE 5. SANS LA MÉDITERRANÉE ET L'AFRIQUE, L'EUROPE NE PEUT FAIRE FACE À LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ASIE PART (%) DANS LA POPULATION ET LE PIB MONDIAL



Source: ESPON «ITAN» [2014]

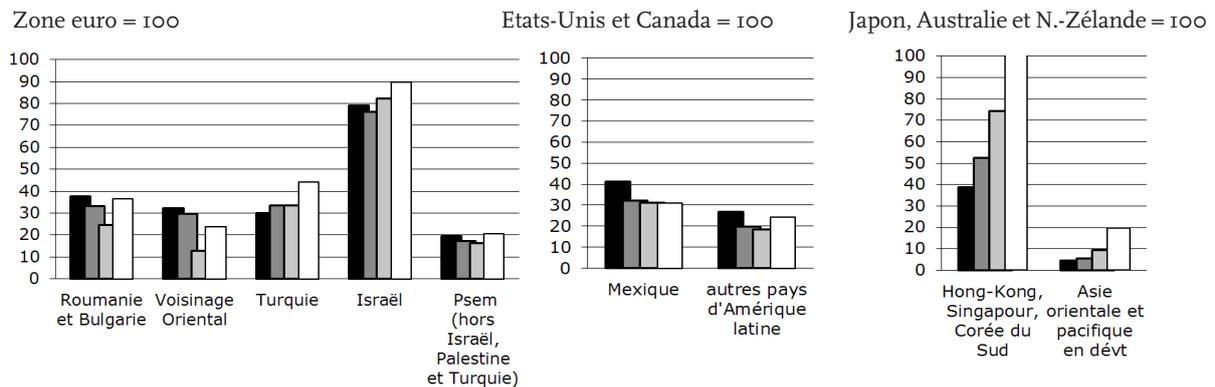
CARTE 5. LES EUROPÉENS N'INVESTISSENT NI EN AFRIQUE NI EN MÉDITERRANÉE



Source: Beckouche et Richard [2013]

La PEV ne sera pas davantage parvenue à stabiliser son voisinage politiquement, comme le montrent les guerres dans le monde arabe et en Ukraine. A l'Est, l'Europe, notamment parce qu'elle ne dispose pas d'une politique énergétique commune, est en panne d'un partenariat durable avec la Russie. Dans la crise ukrainienne actuelle, il y a trois perdants : l'Ukraine, l'Europe, la Russie ; et un gagnant : la Chine. La figure 6 montre que la PEV n'a pas réussi à assurer la convergence entre pays voisins.

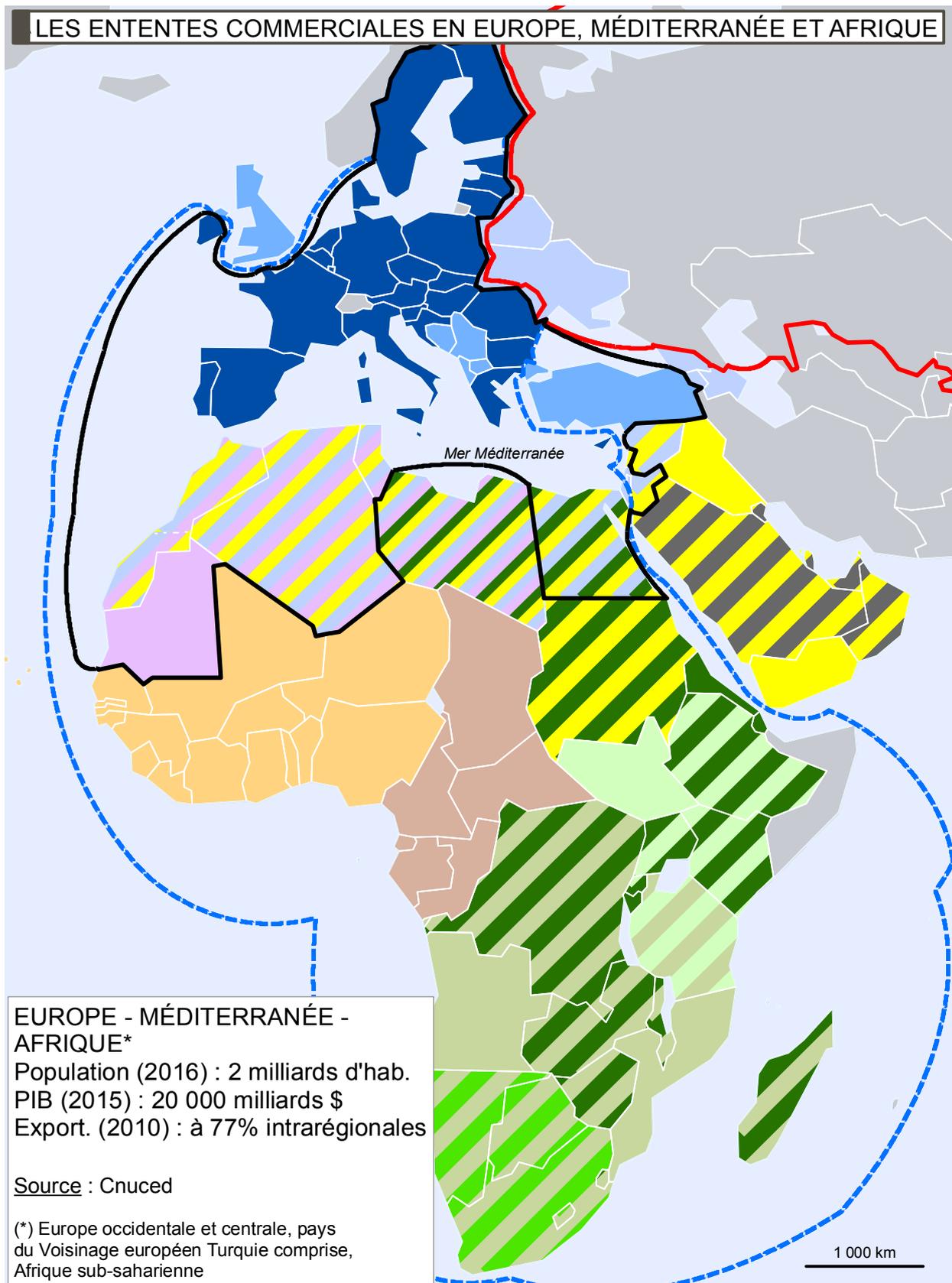
FIGURE 6. LE DIFFÉRENTIEL DE DÉVELOPPEMENT RESTE TRÈS ÉLEVÉ ENTRE L'EUROPE ET SON VOISINAGE  
PIB PAR HABITANT (EN PARITÉ DE POUVOIR D'ACHAT), 1980-2011

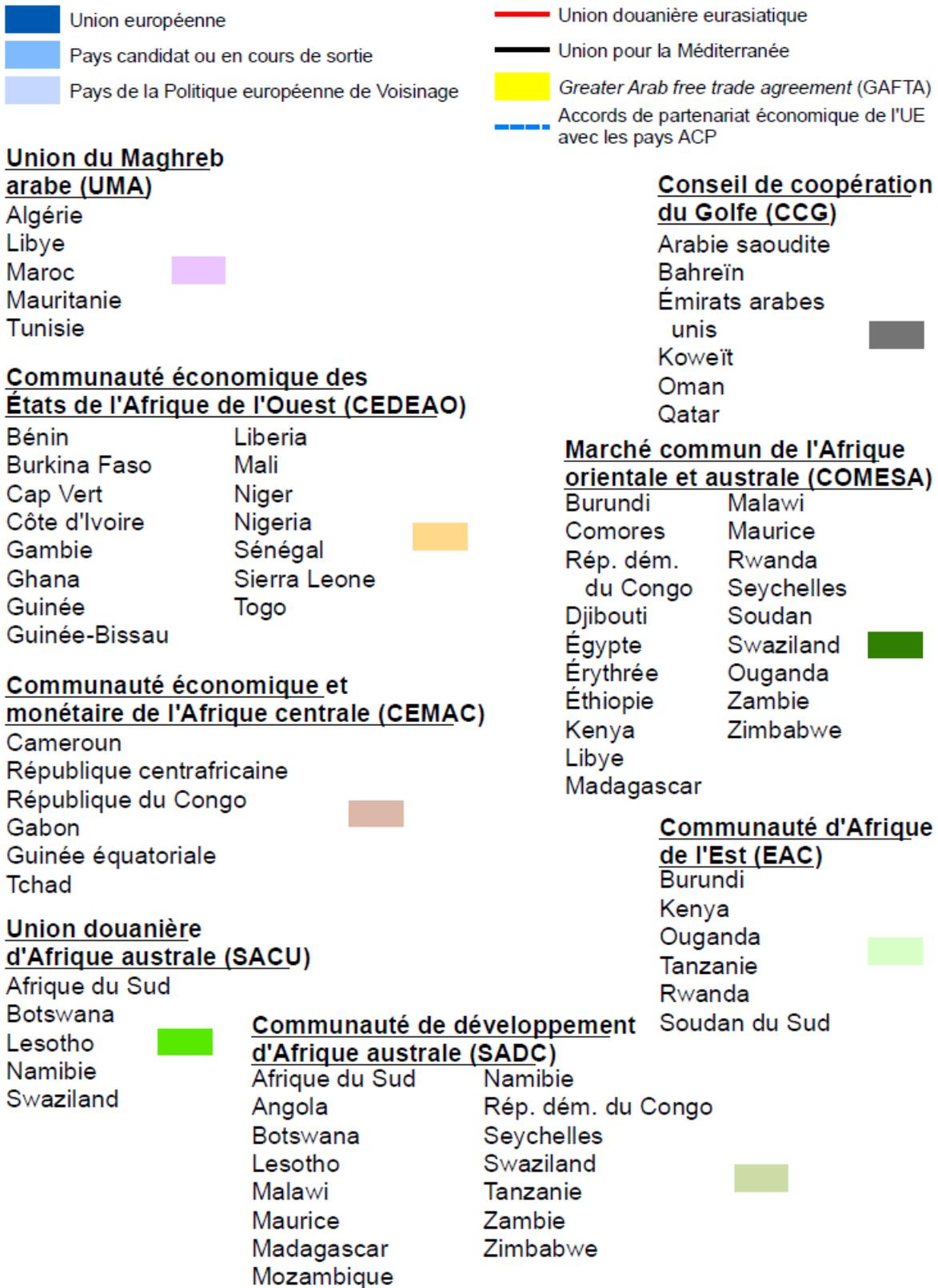


Même avec l'entrée des Balkans occidentaux dans l'UE et avec des relations apaisées avec le voisinage oriental, les véritables réserves de croissance de l'Europe se trouvent en Méditerranée et en Afrique. Si l'Europe ne coopère pas avec les pays du Sud par intérêt et par devoir, si l'Afrique est perpétuellement pillée et si les causes des migrations se multiplient (réchauffement climatique, guerres, chômage massif, etc.), alors nous ne pourrions plus contredire ce que Houari Boumediene affirmait comme une prophétie en 1974 dans son discours à l'ONU : « *Un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère Sud pour aller dans l'hémisphère Nord* »<sup>36</sup>. L'ancien président fédéral d'Allemagne, Christian Wulff, l'a prédit à son tour : « *si l'Europe ne va pas vers l'Afrique maintenant, dans quelques années c'est l'Afrique qui viendra vers l'Europe, mais dans d'autres conditions* ».

36 Discours du Président algérien à l'ONU le 10 avril 1974.

CARTE 6. LES INTÉGRATIONS SOUS-RÉGIONALES DANS LA RÉGION AFRIQUE – MÉDITERRANÉE – EUROPE





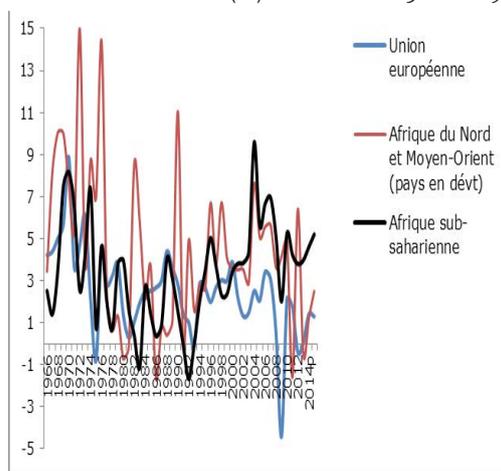
Source : Pierre Besnard / Ipemed

## L'Afrique décolle mais les Européens la sous-estiment encore trop

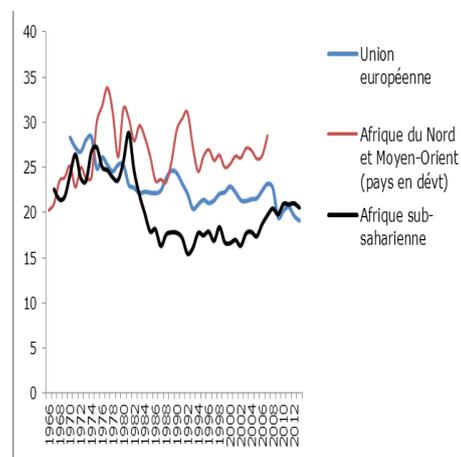
Après des décennies de stagnation, l'Afrique décolle<sup>37</sup>. Un vent d'optimisme souffle sur un continent certes toujours le plus pauvre du monde, le seul qui, pour des raisons avant tout politiques, ne parvient pas à nourrir sa population et où l'on meurt encore majoritairement de maladies infectieuses ou parasitaires. Pourtant, parmi les pays de la planète qui ont connu ces dernières années une croissance réelle de 6%, près de la moitié sont subsahariens. La figure 7 atteste que depuis le début des années 2000, le taux de croissance de l'Afrique progresse alors que celui de l'Europe s'affaisse ; le boom du commerce africain impressionne, et les exportations ne se limitent plus aux ressources naturelles. L'Afrique subsaharienne pèse encore bien peu dans les échanges commerciaux mondiaux mais les exportations qui lui sont destinées progressent vite depuis les dernières années.

FIGURE 7. CROISSANCE, INVESTISSEMENT ET IDE SONT DÉSORMAIS PLUS IMPORTANTS EN MÉDITERRANÉE ET EN AFRIQUE QU'EN EUROPE

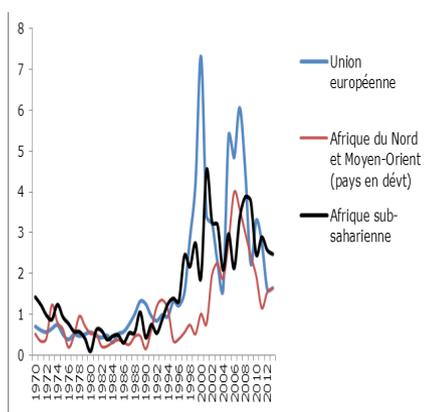
La croissance annuelle (%) du PIB réel, 1966-2015(p)



L'investissement domestique en % du PIB, 1966-2013

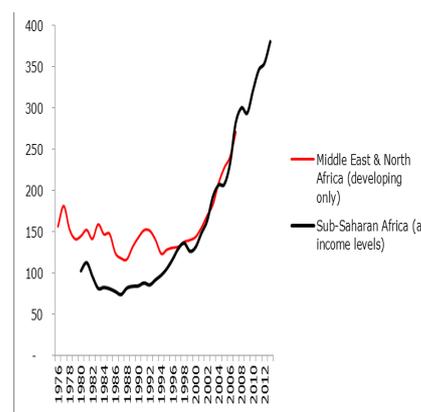


L'investissement direct étranger (flux entrants, en % du PIB), 1970-2013



Source : World Bank online

Les importations de biens et services (milliards de dollars 2005 constants), 1976-2013



37 Jean-Michel Severino et Olivier Ray, « Le temps de l'Afrique » Odile Jacob 2010.

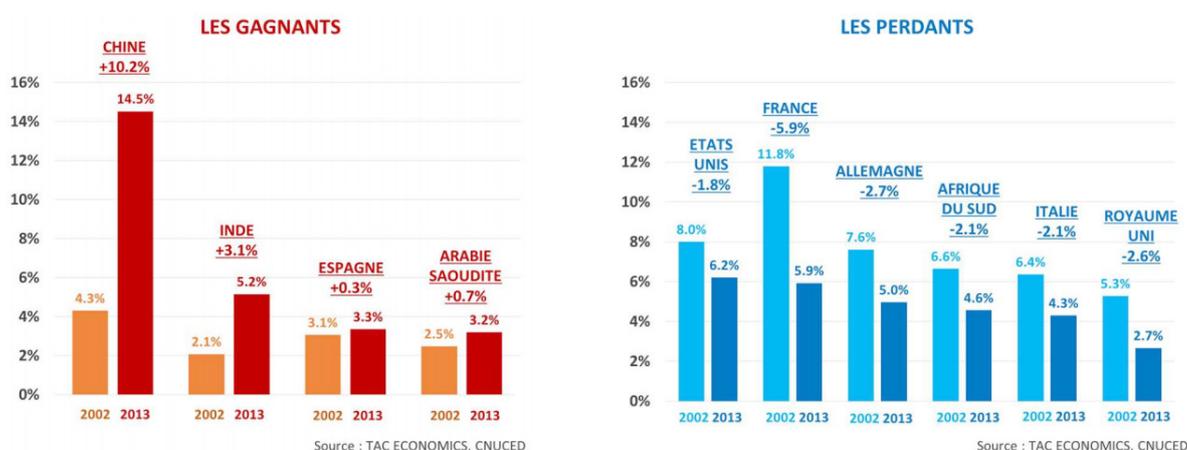
Une classe moyenne éduquée et entreprenante de 150 millions de personnes s'est constituée. Elle doublera dans une génération. Cette transformation échappe à l'attention d'Européens qui, trop souvent, y voient un continent condamné aux guerres, au sous-développement et à la corruption. Pourtant il attire désormais les convoitises des investisseurs. Le montant de l'investissement étranger a triplé ces dix dernières années, et son taux par rapport au PIB est désormais nettement plus élevé qu'en Europe.

Le décollage se mesure aussi, malgré des situations hétérogènes, aux indices de développement tels que la santé (l'espérance de vie progresse de cinq mois chaque année) et l'éducation (le taux d'inscription dans l'enseignement secondaire, quoiqu'encore insuffisant, a augmenté de moitié en dix ans). La bancarisation progresse rapidement. 70% des adultes sont déjà équipés de téléphones mobiles au point de révolutionner commerce (m-commerce) et banque (m-banking). Le numérique réduit l'écart entre les Occidentaux et les Africains qui ont accès à Internet ; jamais un Africain d'une grande ville n'a été aussi proche d'un Français<sup>38</sup>. Grâce au programme e-Rwanda, les femmes enceintes reçoivent des messages leur rappelant les dates des visites médicales puis celles des premiers vaccins de leur enfant. Une plateforme de drones permet de même de livrer rapidement des poches de sangs dans les hôpitaux de l'Est du pays<sup>39</sup>.

Les pays sud-méditerranéens, notamment le Maroc et l'Asie orientale, accentuent leurs exportations vers l'Afrique. Les intérêts chinois en Afrique progressent, soutenus, comme mentionnés plus haut, par les grandes banques publiques. En comparaison, les exportations européennes progressent peu : l'Europe risque de perdre les marchés africains malgré les avantages de sa proximité. Certes la France reste détenteur du principal stock d'IDE en Afrique subsaharienne. Pourtant là encore le poids de la France et de l'Europe recule (cf. fig.8). Enfin en matière d'aide publique, celle venue d'Europe reste majoritaire mais la part des Etats-Unis progresse (cf. fig. 10, pays de l'OCDE seulement donc Chine non comprise).

Chine, Brésil, Inde : ces pays sont prêts à prendre des risques juridiques ou fiscaux, dans un environnement des affaires qui, dans l'ensemble, s'améliore. Fini l'époque de la prédation et des appels d'offres pipés. Grâce à l'influence d'une classe moyenne africaine plus vigilante sur l'utilisation des finances publiques et aux alternances politiques, revenant de leurs études en Amérique du Nord à Paris ou à Londres et ayant débuté leurs carrières dans des organisations ou des entreprises internationales, les jeunes leaders africains sont désireux de rompre avec l'ancien système colonial et néocolonial – à commencer par la France-Afrique.

FIGURE 8. LES EXPORTATEURS EN AFRIQUE : LA CHINE GAGNE, LA FRANCE ET L'EUROPE PERDENT.  
PARTS DE MARCHÉ, 2002-2013



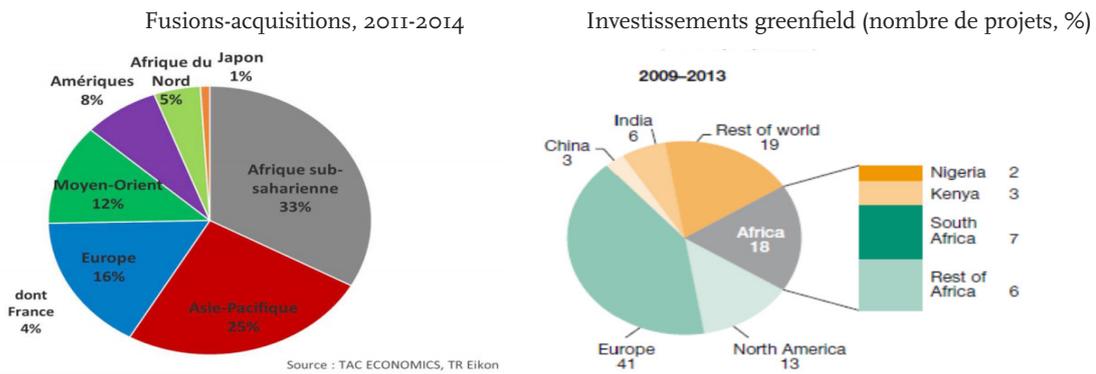
Source : Moci, CIAN, CCI Paris-Ile de France [2015]<sup>40</sup>

38 Huet J-M., 2017, Le digital en Afrique. Les cinq sauts numériques, Les Cahiers du CIAN.

39 Pierre Lepidi, 2017, « L'e-santé, le grand espoir de l'Afrique », Le Monde du 9 juillet 2017.

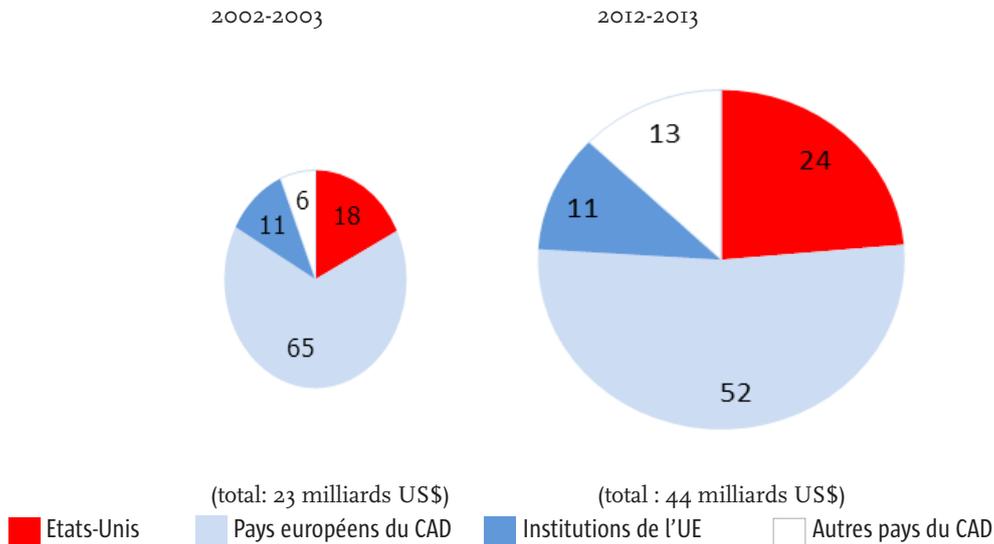
40 Le Moci, 2015, « Rapport CIAN 2015 - Les entreprises françaises & l'Afrique », Conseil français des Investisseurs en Afrique, Paris.

FIGURE 9. LES INVESTISSEURS EN AFRIQUE : L'EUROPE EST DÉSORMAIS MINORITAIRE



Source : Moci, CIAN, CCI Paris-Ile de France, 2015

FIGURE 10. AFRIQUE SUBSAHARIENNE : L'AIDE CIVILE AU DÉVELOPPEMENT EST DE PLUS EN PLUS AMÉRICAINE PART (%) DES ETATS-UNIS, DES PAYS EUROPÉENS ET DE L'UE DANS L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE



Note. 100% = pays du Comité d'Aide au Développement + institutions de l'UE (autres institutions multilatérales non comprises).

Source: OCDE

Ce décollage économique se traduit par une inflation d'initiatives témoignant du regain d'intérêt pour le continent africain. La presse francophone, par exemple, lui consacre de plus en plus de dossiers : *Jeune Afrique*, *Le Magazine de l'Afrique*, *African Business*, *Forbes Afrique*, *l'Observateur du Maroc et de l'Afrique*, *Echanges Internationaux*, le MOCI, *Le Monde-Afrique*, *Le Point-Afrique*, etc. Pour en rester à l'exemple de la France, conférences, forums et fondations se multiplient : Conseil français des Investisseurs en Afrique (CIAN), Fondation Africa-France (2013), Fondation franco-africaine pour la croissance (2014), Fondation pour l'énergie en Afrique (Jean-Louis Borloo, 2015). L'Afrique est au cœur de la stratégie de l'AFD, qui lui consacre plusieurs milliards d'euros chaque année. L'agence fait travailler 500 de ses collaborateurs pour le continent, et y finance des projets dans 44 des 52 pays africains. Les rapports qui se succèdent<sup>41</sup> sont unanimes : c'est désormais le temps de l'Afrique, l'Europe ne doit pas passer à côté de cet enjeu central.

41 Voir par exemple le rapport de 2013 au Ministre de l'Economie et des Finances « Un partenariat pour l'avenir, quinze propositions pour une nouvelle dynamique économique entre la France et l'Afrique », le rapport 2015 du CIAN, etc.

Mais passer aux actes demandera un changement de comportement :

- Les Européens, anciens colonisateurs, ne doivent plus être complices de gouvernements autoritaires et de détournement de capitaux vers des investissements somptuaires en Europe. Trop souvent les Africains, et notamment la nouvelle génération, regrettent que la France et l'Europe ne construisent pas, quand la Chine construit des infrastructures, des routes, des hôpitaux, des barrages. La France et l'Europe n'arrivent pas à trouver leur voie, et oscillent trop souvent entre une diplomatie politique et humanitaire d'assistanat, et une diplomatie économique qui reste trop proche du simple commerce.
- Les Africains doivent poursuivre leur transition économique et politique. Ils doivent penser leur développement eux aussi grâce à une intégration régionale qu'ils ont déjà commencée (cf. carte 6). Lors d'une conférence annuelle sur l'énergie en Afrique, le directeur général du ministère de l'énergie d'Afrique du Sud a rappelé que « *la plupart des pays n'ont pas les moyens de développer seuls leurs capacités électriques. Il faut alors mutualiser les ressources et faire des partenariats avec les pays voisins* »<sup>42</sup>.
- Une vraie révolution culturelle reste à entreprendre en France, afin d'éviter que des décideurs de premier plan, comme Tidjane Thiam, soient obligés de quitter la France pour le Royaume-Uni : « *j'étais fatigué de me cogner le crâne contre un plafond de verre parfaitement invisible mais ô combien réel* »<sup>43</sup>.

### 2.3. Pourquoi mieux intégrer la région Afrique – Méditerranée – Europe ?

Si nous ne voulons pas que les Asiatiques et les Américains imposent leurs vues dans notre région, il est impératif que nous agissions pour valoriser notre proximité, notre complémentarité, notre solidarité face aux défis communs, et pour mettre en œuvre le modèle de développement et de valeurs que nous souhaitons.

#### ***Pour valoriser notre proximité géographique et culturelle***

Au sein de la région AME, la proximité géographique, historique et, en partie culturelle, est grande. Or cette proximité présente d'immenses avantages : à l'heure du pétrole cher et du réchauffement climatique les transports longue-distance sont moins intéressants ; le temps est venu de ne plus faire voyager sur de longues distances les produits bons marchés et de médiocre qualité ; à l'heure de l'économie de la connaissance, la co-production des ressources se fait mieux entre acteurs géographiquement et culturellement proches ; à l'heure de la dérégulation, les circuits courts deviennent la meilleure garantie de la qualité et de la solidarité.

**Notre proximité est historique, linguistique et culturelle.** Dans l'Afrique de 1914, seuls deux pays sur cinquante-six étaient indépendants (le Libéria et l'Éthiopie qui sera elle-même occupée par l'Italie en 1936). Les Européens ont, pour le bien et pour le mal, laissé leurs empreintes sur les territoires africains. L'Europe a un terreau, à la fois positif et négatif, en tout cas un destin commun avec les Africains. Le terrain est propice, il n'est pas artificiel car beaucoup y prédispose : le droit, la langue, la culture. Il s'agit de faire d'un passé subi un avenir construit.

L'importance des langues européennes en Méditerranée et en Afrique est une véritable donnée géopolitique. Elle explique le flux croissant d'étudiants africains en mobilité dans le vieux continent (cf. fig.11). De manière générale, une grande partie des étudiants d'Afrique et du Sud méditerranéen parlent au moins une langue européenne, ce qui favorise leur mobilité. Certes l'Amérique du Nord attire de plus en plus les diplômés africains et méditerranéens. Mais l'Europe a des atouts bien supérieurs si elle veut valoriser sa proximité. Inutile de dire que la France dispose, avec la francophonie, d'un atout géoéconomique exceptionnel dans la région.

42 Wolsey Barnard, à l'Africa Energy Indaba de 2015.

43 Le Monde du 11 mars 2015.

CARTE 7. LES LANGUES OFFICIELLES EN AFRIQUE SONT SOUVENT DES LANGUES EUROPÉENNES

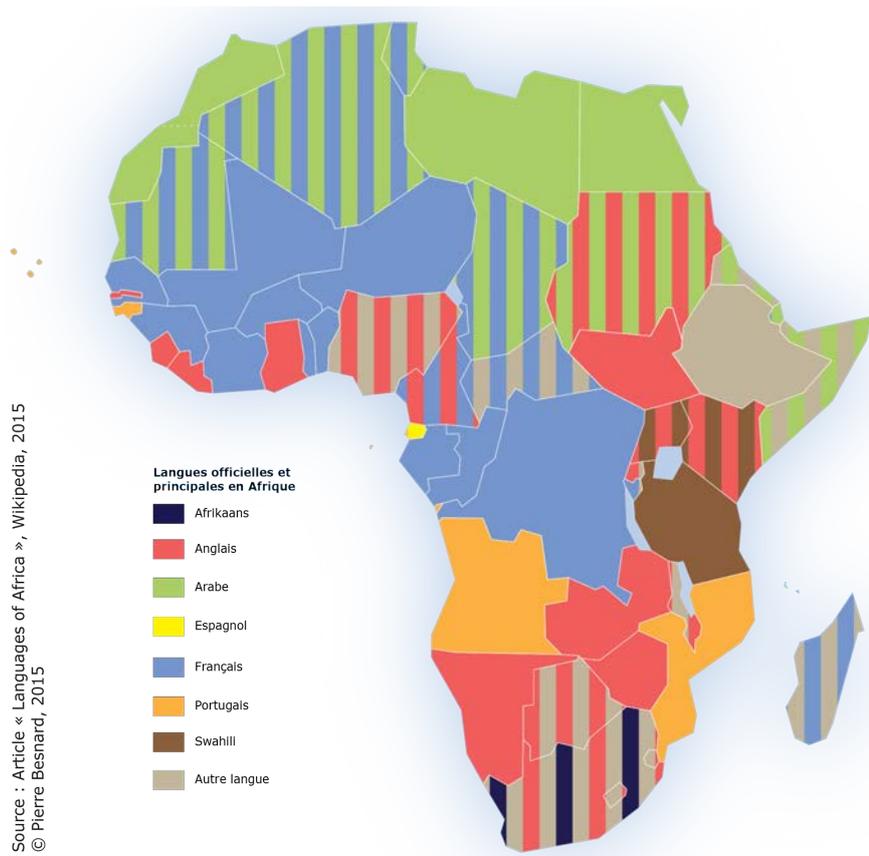
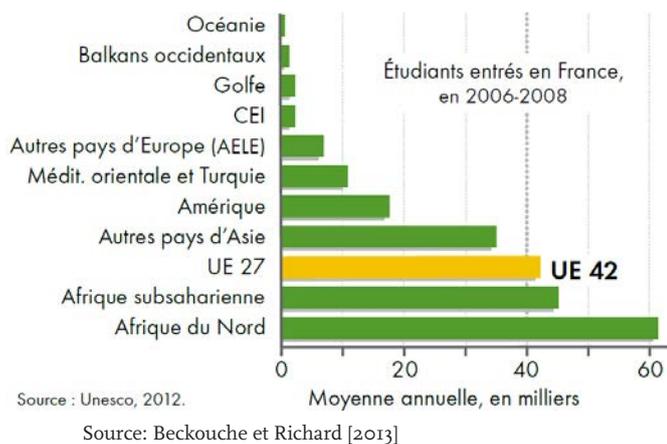


FIGURE II. UNE GRANDE PART DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS EN FRANCE VIENT DE MÉDITERRANÉE ET D'AFRIQUE



L'essentiel de la région AME tient sur quatre fuseaux horaires. Ses habitants vivent au même rythme ; cela facilite les échanges tant économiques que culturels et médiatiques. Pour prendre l'exemple de la France, les radios et télévisions d'information de l'hexagone bénéficient d'un large public outre-Méditerranée. Depuis 2010, France 24 a triplé son audience au Maghreb. En Tunisie, elle est même devenue la quatrième chaîne la plus regardée, devant la populaire Al Arabiya. En Côte d'Ivoire France 24 est la chaîne d'information internationale la plus suivie ; elle est regardée par 68% de la population du pays et 75% de ses cadres dirigeants. Au Mali, TV5 Monde rassemble chaque jour 45% des habitants de la capitale ; elle est au troisième rang parmi les chaînes regardées dans le pays<sup>44</sup>. Enfin, la

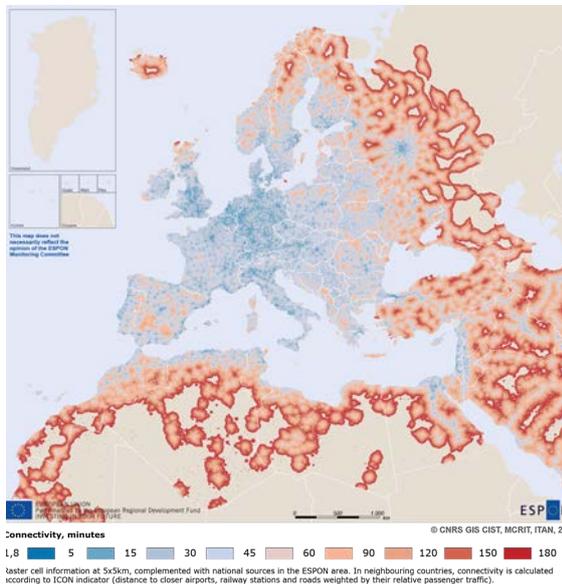
44 Étude TNS Sofres/ Africascope, 2013.

chaîne Africa 24 est en train de faire une percée remarquable. Ce média panafricain desservant 20 pays (dont la France, la Belgique et la Suisse) est la première chaîne mondiale d'information sur l'Afrique<sup>45</sup>, seule sur le créneau de l'information en continu et proposant une grande diversité de programmes (dont JT Financia, premier journal financier quotidien sur l'Afrique). Pour la radio, 29% des Abidjanais écoutent RFI chaque jour, et la proportion monte à 44% pour les cadres et dirigeants.

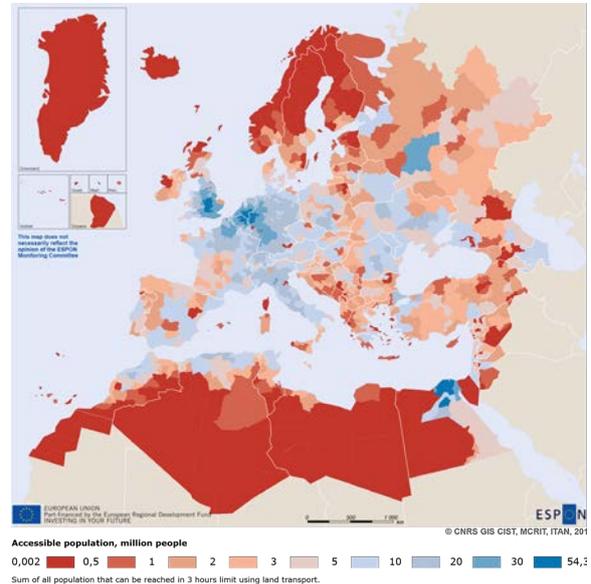
**Pour valoriser notre proximité géographique il faut passer à la connexion.** Pour tirer profit de la masse critique, encore faut-il que les marchés soient physiquement connectés. Il s'agit de passer d'une proximité encore largement virtuelle à une réelle proximité physique, en interconnectant l'ensemble des réseaux de ces trois espaces. Cela implique de grands programmes **d'infrastructures** internationales (transport, télécommunications, énergie), qui commencent à connecter l'Europe et le Sud de la Méditerranée (voir par exemple la « Boucle électrique méditerranéenne »), et doivent être étendues à l'Afrique.

CARTE 8. LES TERRITOIRES SUD-MÉDITERRANÉENS RESTENT MAL CONNECTÉS

Temps d'accès de chaque territoire au réseau de transport



Nombre de personnes accessibles à trois heures de transport



Source: ESPON «ITAN» [2014]

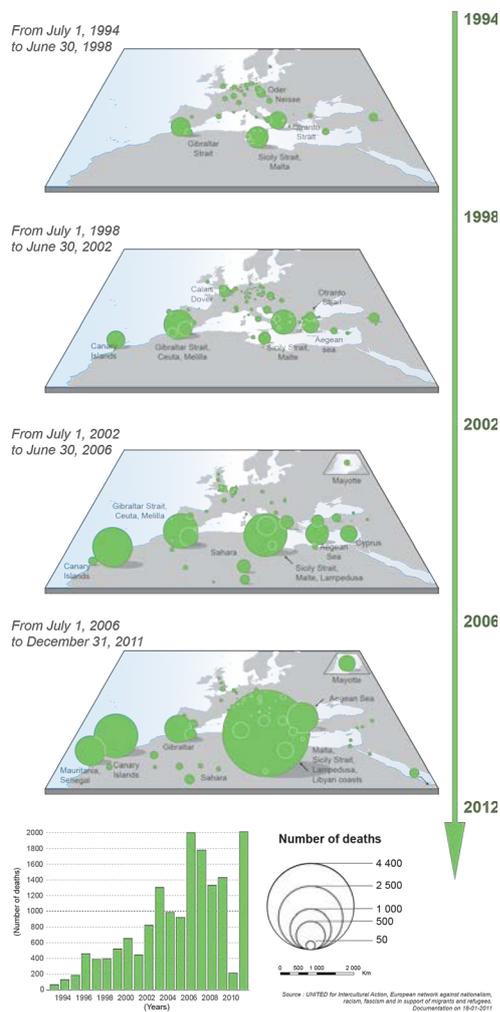
L'infra et l'info-structure doivent aussi permettre la connexion **informatique** de la région. L'informatisation des sociétés et des économies est une mutation majeure, comparable à ce que fut l'industrialisation au XIX<sup>ème</sup> siècle. Certes les échanges numériques sont globalisés, mais il y a beaucoup à faire pour que la connexion informatique favorise l'intégration régionale de l'Europe à l'Afrique, en faisant de la *confiance* la matière première du partenariat Nord-Sud. Cela passe par la définition d'une charte d'usage commune en matière de TIC favorisant une harmonisation des pratiques, par la création d'un fonds d'investissement dédié aux TIC, et par la réalisation d'un *Cloud computing* AME qui ne serait pas captif des leaders nord-américains.

Une région réellement connectée signifie aussi de **passer d'une approche administrative des migrations à une approche économique des mobilités et des compétences**. On ne peut en aucun cas dire aux peuples que le projet est celui d'une intégration régionale mais que chacun devrait rester chez soi. Ce que le Nord et le Sud de la Méditerranée ne sont pas parvenus à faire, nous devons le réussir, ensemble, avec l'Afrique, en commençant par les mobilités professionnelles – des entrepreneurs, des cadres, des chercheurs, des artistes.

45 Ibid.

Enfin la sécurité est évidemment la condition d'une connexion effective. La coopération sécuritaire régionale, nécessaire, doit être accompagnée d'une politique de développement d'ampleur. Dans le Sahel par exemple, les interventions militaires doivent s'accompagner de la reconquête sociale et économique du Sahel par ses habitants, notamment grâce à l'aménagement du territoire. La notion de sécurité peut être une valeur mobilisatrice de l'« Axe intégré AME », mais à condition de l'élargir à la **sécurité humaine générale** : sécurité des approvisionnements électriques, de l'accès à l'eau et à l'assainissement, à la santé et à la formation, sécurité alimentaire, sûreté des médicaments, et, bien sûr, sûreté des biens et des personnes. Le drame des migrants qui meurent quotidiennement en Méditerranée est à la fois un gâchis humain insupportable, un échec de la coopération régionale et du développement (cf. carte 9).

CARTE 9. LE DRAMATIQUE ÉCHEC DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE ENTRE L'EUROPE, LA MÉDITERRANÉE ET L'AFRIQUE.  
NOMBRE DE MIGRANTS MORTS EN TRAVERSANT LA MÉDITERRANÉE, 1994-2011



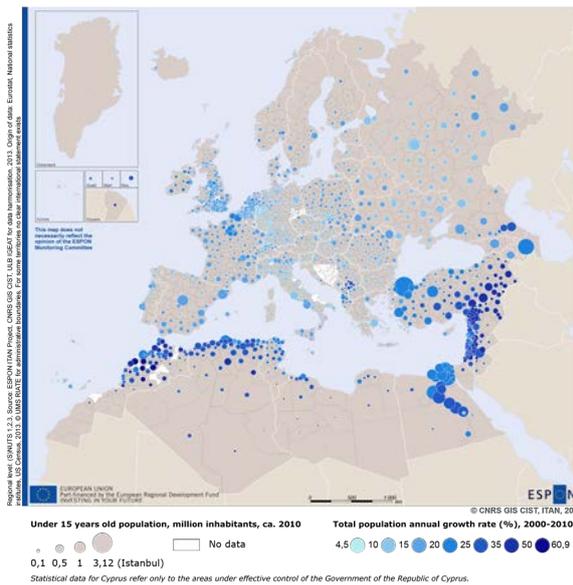
Source: United for Intercultural Action / ESPON «ITAN» [2014]

### **Pour exploiter notre complémentarité et promouvoir de nouvelles relations Nord-Sud**

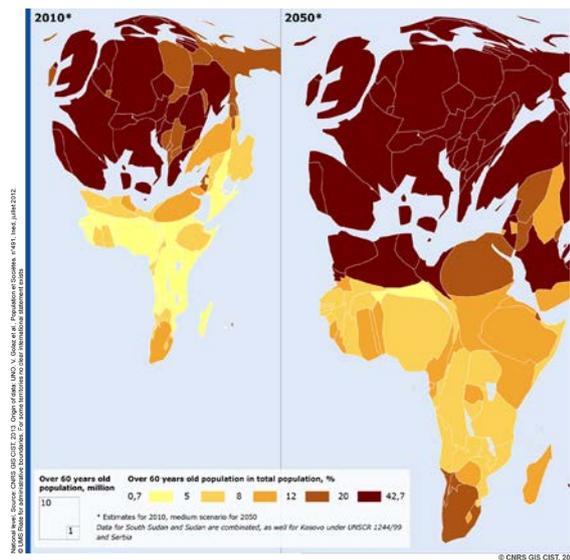
Ce dont les pays d'Europe ont besoin (jeunesse, main d'œuvre, nouveaux marchés, potentiel d'investissement, ressources énergétiques) ils peuvent le trouver dans les pays du Sud. Ce dont les pays du Sud ont besoin (stabilité institutionnelle, technologie, Etat de droit et gouvernance moderne), ils peuvent en trouver des exemples en Europe. Loin d'être un handicap à l'intégration d'une région, la complémentarité entre pays de niveaux de développement différents est le ressort de son succès.

**Pour les Européens, la Méditerranée et l'Afrique sont d'essentiels relais de croissance.** Méditerranée et Afrique ont d'abord un **grand potentiel démographique**. Cela signifie non pas tant un potentiel migratoire qu'un potentiel de mobilités, et, surtout, d'immenses marchés à venir au Sud. D'ici 2040, l'Europe occidentale et les Peco vont passer de 517 à 532 millions d'habitants ; les Balkans occidentaux de 24 à 22 millions du fait d'une transition démographique que les guerres récentes ont accélérée ; le voisinage oriental, Russie comprise, va lui aussi reculer, de 218 à 198 millions. En revanche, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée passeront de 285 à 377 millions, et la péninsule arabe (plus l'Irak) de 102 à 187 millions. Cette région Europe+voisinages, qui compte aujourd'hui un milliard d'habitants, en comptera, grâce aux pays arabes, 185 millions de plus. Et si on lui rajoute l'Afrique subsaharienne, la région AME comptera en 2040 3 milliards d'habitants, soit un tiers des habitants de la planète. Qu'on mesure le retournement : en 1950, il y avait deux Européens pour un Africain ; un siècle plus tard il y aura au moins trois Africains pour un Européen.

CARTE IO. LA JEUNESSE EST AU SUD  
MOINS DE QUINZE ANS EN EUROPE ET MÉDITERRANÉE



CARTE II. LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE EST À L'ŒUVRE  
AUJOURD'HUI EN MÉDITERRANÉE ET DEMAIN EN AFRIQUE  
PART (%) DES PLUS DE 60 ANS DANS LA POPULATION, 2010 ET 2050



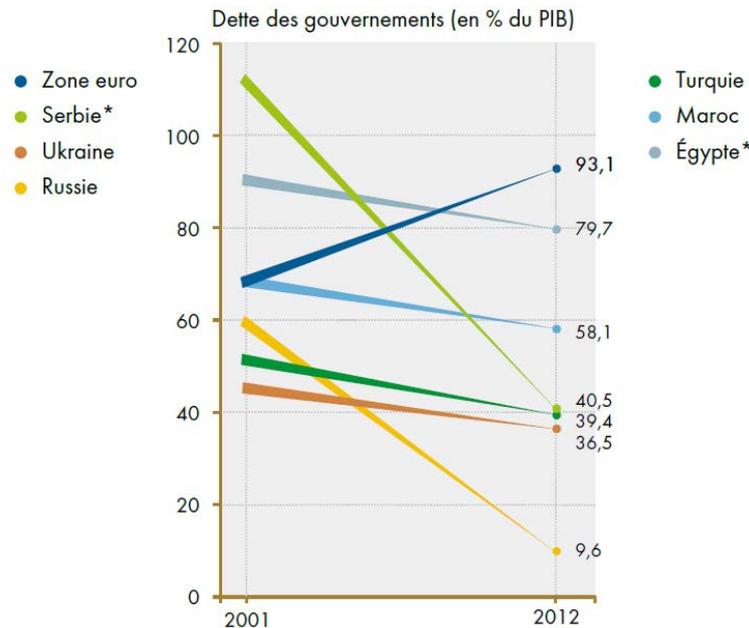
Source: ESPON «ITAN» [2014]

Elles sont aussi un **réservoir de croissance économique**. Les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) sont, depuis deux décennies, sortis de ce qui était pour certains une quasi autarcie économique, et ont réussi une remarquable stabilisation macroéconomique. Alors que le chemin était inverse pour l'Europe, ce qui limite durablement son potentiel de croissance, tous ces pays à l'exception de l'Égypte, de la Tunisie et du Liban, se sont désendettés (cf. fig.12). En dépit de déficits budgétaires qui se sont, pour la majorité, creusés, les PSEM ont trouvé les moyens de rembourser leur dette. De plus, le différentiel de leur taux de croissance économique par rapport à l'Europe ne cesse de croître depuis deux décennies, en dépit du ralentissement consécutif au Printemps arabe.

Les marchés potentiels sont encore plus grands en Afrique, qui reste très sous-équipée : les coupures d'eau ou d'électricité sont fréquentes, les routes pavées peu nombreuses. Ce sont autant d'opportunités pour les entreprises européennes en partenariat avec les entreprises africaines d'équipements et d'infrastructures. L'Afrique devrait dépenser 500 milliards de dollars dans ce secteur sur les dix prochaines années, pronostique la Banque mondiale. Alors que le continent regorge de ressources énergétiques, 620 millions d'Africains, soit les deux-tiers de la population, n'ont toujours pas accès à l'électricité. Cela veut dire que la production d'électricité va devoir être multipliée par dix d'ici 2040 ou 2050. Durant les deux décennies qui viennent, il faudra plus de 30 milliards d'euros par an pour financer

ne serait-ce que les infrastructures électriques en Afrique. Quant aux marchés de consommation de produits électroniques, alimentaires ou cosmétiques, ils sont évalués à 1 000 milliards de dollars par an à l'horizon 2020<sup>46</sup>. Si l'Europe sait contribuer à leur transition politique et économique, et si elle sait ne pas se contenter d'y exporter ses produits, la Méditerranée et l'Afrique peuvent devenir des « Dragons » de l'économie mondiale de demain.

FIGURE 12. ENDETTEMENT EN EUROPE, DÉSENETTEMENT DANS LES VOISINAGES



\*Données 2002-2012

Source : www.tradinaeconomics.com.

Source: Beckouche et Richard [2013]

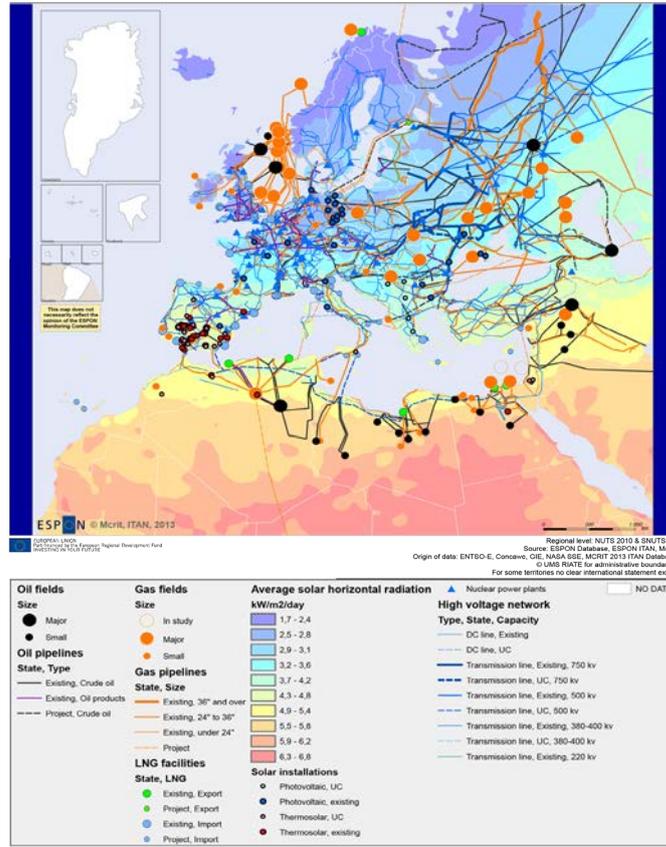
Afrique et Méditerranée sont enfin **un réservoir énergétique**. L'énergie est le domaine dans lequel l'interdépendance des pays euro-méditerranéens est la plus stratégique : le tiers du gaz et le quart du pétrole consommés en Europe viennent d'Afrique du Nord, sans compter la part qui passe par la Turquie ; 70% des exportations de pétrole et 90% des exportations de gaz de l'Afrique du Nord sont destinées à l'Europe. Les crises à l'Est de l'Europe et les tensions avec la Russie, montrent la nécessité pour l'Europe d'équilibrer ses sources d'approvisionnement et d'en renforcer la composante méditerranéenne et nord-africaine. L'énergie est aussi le domaine dans lequel la coopération concrète a été la plus profonde avec les PSEM, avec la décision d'aller vers des marchés euro-méditerranéens de l'électricité et du gaz, la réalisation de la boucle électrique méditerranéenne, le lancement du Plan Solaire Méditerranéen. Mais pour le moment, les grands contrats commerciaux ne se sont pas prolongés d'accords industriels ; la défiance reste grande entre pays producteurs et pays consommateurs. Beaucoup reste donc à faire pour que l'Europe profite de manière plus sécurisée des ressources énergétiques de ses partenaires arabes. En outre, la croissance de la demande d'énergie, qui pourrait tripler dans les PSEM d'ici 2030, appelle la mise en place d'importantes capacités de production d'électricité dont les entrepreneurs et investisseurs européens, méditerranéens et africains pourraient bénéficier. Il faudra d'ici 2030 entre 310 et 350 milliards de dollars d'investissement pour réaliser de nouvelles capacités de production d'énergie dans les PSEM<sup>47</sup> (cf. carte 13).

Le potentiel de l'Afrique subsaharienne est encore plus grand. Riche en pétrole et en gaz naturel, elle pourrait devenir un plus gros exportateur que la Russie – ce qui permettra à l'UE de diversifier ses approvisionnements. Enfin comme les PSEM, l'Afrique pourrait devenir un producteur majeur d'énergie renouvelable qui pourrait, selon l'Agence Internationale de l'Énergie, couvrir 45% du mix électrique africain à l'horizon 2040.

46 Les Echos du 4 décembre 2013.

47 Ipemed (var. aut.), 2013, « Vers une Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie », Collection Construire la Méditerranée, Ipemed, Paris.

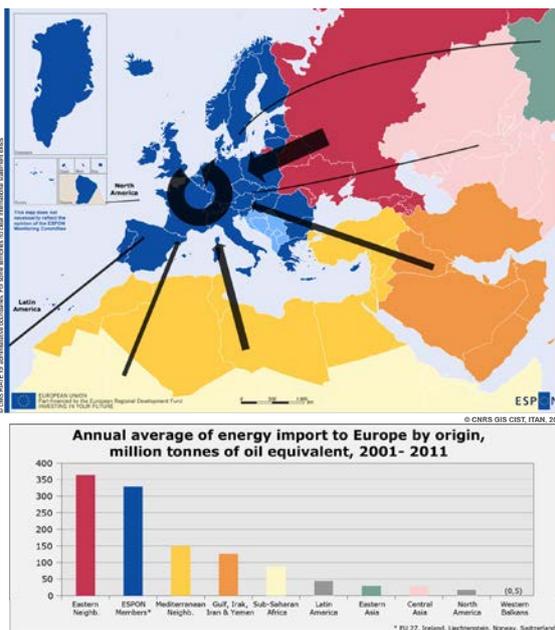
CARTE I2. L'INTÉGRATION RÉGIONALE PAR L'ÉNERGIE.  
POTENTIEL SOLAIRE ET RÉSEAUX ÉNERGÉTIQUES DANS LA RÉGION EUROPE – MÉDITERRANÉE



Source: ESPON «ITAN» [2014]

CARTE I3. ENERGIE : L'EUROPE IMPORTE DE PLUS EN PLUS DE SES VOISINAGES.

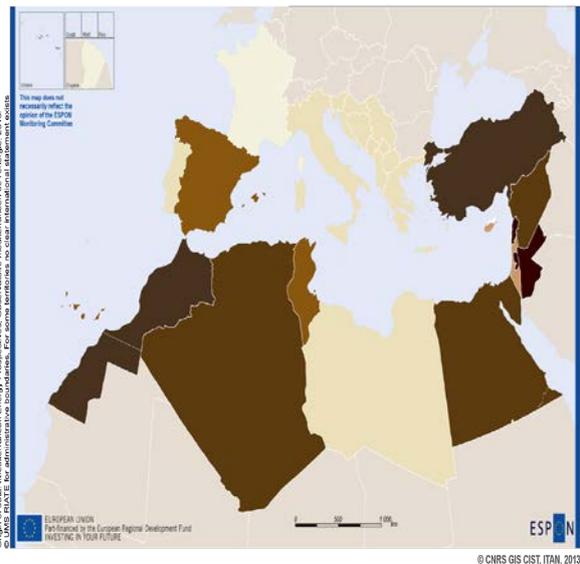
Importations annuelles (tep, 2001-2011)



Source: OME / ESPON «ITAN» [2014]

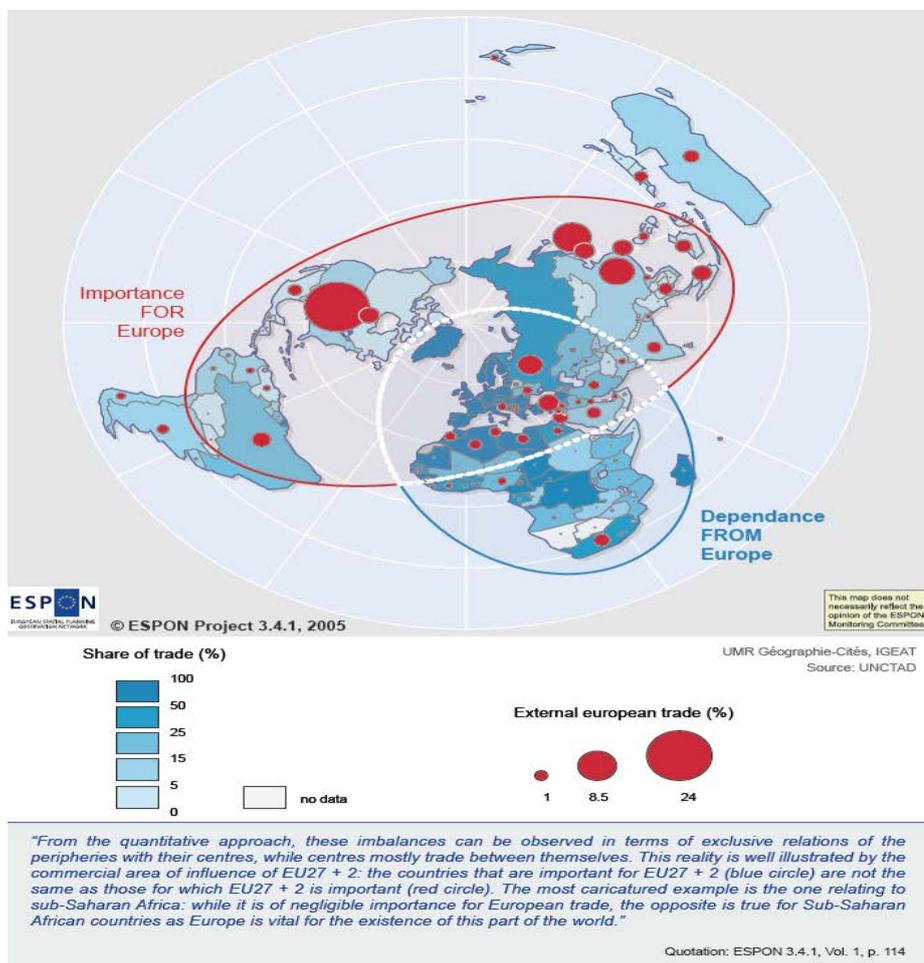
CARTE I4. PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ : SURTOUT AU SUD

Croissance annuelle attendue (% , 2010-2030) selon l'OME



Pour les Méditerranéens et les Africains, l'Europe est le partenaire clé de leur développement. L'Europe représente d'abord un grand marché. Les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée sont fortement liés aux marchés d'Europe occidentale (cf. carte 15), mais dans une proportion rapidement déclinante : 60% dans les années 1980, 44% aujourd'hui. Il s'agit d'une tendance lourde, que les accords de Barcelone ne seront pas parvenus à infléchir. Les PSEM trouvent de nouveaux débouchés dans leur propre région, en Afrique subsaharienne, dans le Golfe, mais aussi en Asie et dans les Amériques. Le Golfe et le Moyen-Orient eux aussi destinent une proportion décroissante de leurs exportations à l'Europe occidentale. C'est également vrai de l'Afrique : 59% de ses exportations étaient destinées à l'Europe en 1986, mais seulement 26% en 2011. En somme, tous les voisinages de l'Europe, proches ou lointains, lui destinent une proportion déclinante de leurs exportations, signe que ces pays s'insèrent mieux dans les échanges mondiaux et trouvent de meilleures rémunérations de leurs produits ailleurs que sur les marchés traditionnels européens – mais signe aussi que la demande en Europe est léthargique et que l'effet polarisateur de l'Europe, certes encore élevé, recule.

CARTE 15. LES PAYS MÉDITERRANÉENS ET AFRICAINS SONT LARGEMENT DÉPENDANTS DU MARCHÉ EUROPÉEN. IMPORTANCE DU MARCHÉ EUROPÉEN POUR LES EXPORTATEURS (BLEU) ET DESTINATION DES EXPORTATIONS EUROPÉENNES (ROUGE)



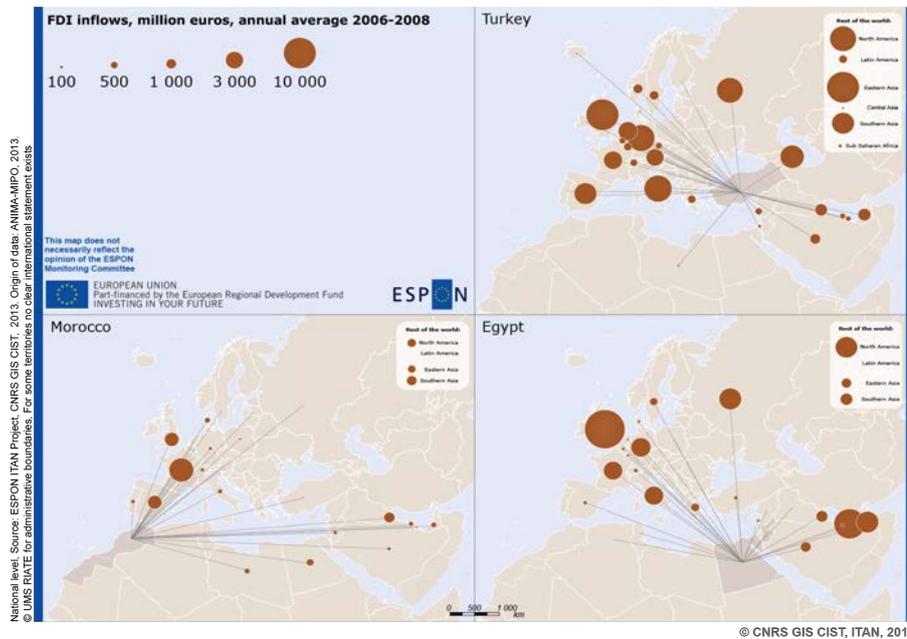
Source: Grasland et Didelon [2006]<sup>48</sup>

L'Europe est ensuite une source d'investissement et, à travers ces IDE, de connexion à l'économie mondiale. Les IDE sont souvent décriés : ils créeraient insuffisamment d'emplois, seraient limités à un nombre restreint de territoires bénéficiaires et auraient un faible impact sur les économies locales. L'image est vraie, mais de moins en moins. Le problème est ailleurs : il est dans le retard des Européens à considérer que leur avenir se joue dans leur

48 Grasland C. et Didelon C., 2006, « Europe in the World », programme européen ESPON, Research Project n°3.4.1, Luxembourg.

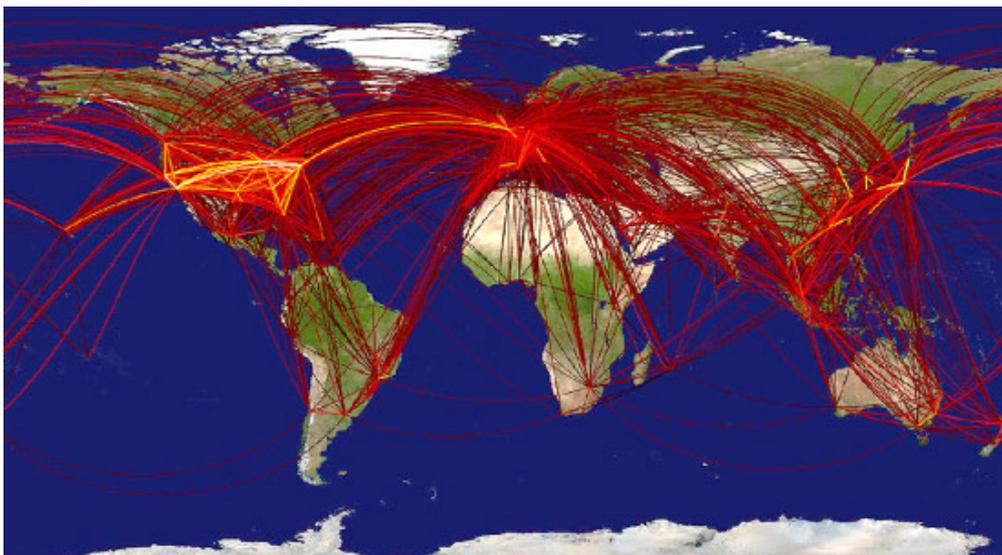
Sud, alors que les Etats-Unis et les Japonais, eux, l'ont compris. Cela dit, et malgré le volume encore trop faible d'investissements venus d'Europe, les pays partenaires méditerranéens et africains dépendent encore largement d'elle pour attirer des IDE (l'Europe reste le principal investisseur en Afrique, cf. carte 16), même si les parts de marchés des Européens, là aussi, reculent.

CARTE 16. INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS : LES PSEM RESTENT SOUS L'INFLUENCE EUROPÉENNE, MAIS DE MOINS EN MOINS. ORIGINE DES IDE QUI ENTRENT EN TURQUIE, AU MAROC ET EN EGYPTE (ANNÉES 2006 À 2008)



Source: ESPON «ITAN» [2014]

CARTE 17. LA CONNEXION INTERNATIONALE DE L'AFRIQUE SE FAIT PRINCIPALEMENT PAR L'EUROPE. LE CAS DU TRANSPORT AÉRIEN (PRINCIPALES LIGNES AÉRIENNES)



Source : Frankfurter Allgemeine Zeitung

Enfin l'Europe représente **une source de normes et de technologies, et un modèle de gouvernance démocratique**. A condition que les rapports Nord-Sud ne retombent pas dans leurs errements néocoloniaux et dans le double langage, les valeurs démocratiques et le savoir-faire de l'Europe sont plébiscités en Méditerranée et en Afrique. La réticence des Euro-

péens à changer leur regard sur leur Sud y crée déceptions et rancœurs. Mais la demande d'Europe reste considérable. Elle est le partenaire clé pour entrevoir de passer, ensemble, à la nouvelle économie productive, durable, solidaire que les transitions numérique et énergétique exigent.

Un dernier mot sur le rôle spécifique de la France ; le pays doit être moteur dans cette nouvelle relation à l'Afrique, mais dans un cadre multilatéral. Comme en Méditerranée, les Européens ne peuvent convaincre leurs partenaires Africains s'ils procèdent de manière bilatérale. On l'a vu, les Allemands sont de plus en plus présents en Méditerranée et en Afrique à travers leurs fondations et leurs entreprises : vingt ans après l'avoir fait dans les Peco, ils redéplient leur appareil industriel dans le deuxième cercle de leur voisinage, notamment en Tunisie<sup>49</sup>. Le Royaume-Uni a lui aussi des positions fortes en Méditerranée et en Afrique. La Commission européenne multiplie les prises de position sur les pays sud-méditerranéens, et espère faire de l'Afrique la « pile énergétique » de l'Europe. Les Européens ne bâtiront une région intégrée qu'en proposant ensemble un nouveau partenariat avec leur Sud.

### ***Pour mutualiser nos efforts face aux défis communs : changement climatique, migrations, terrorisme***

Le mal-développement de l'Afrique pénalise l'Europe, qui reste son partenaire commercial principal et la première destination de ses diasporas. Cette interaction dans les difficultés s'accroît avec le changement climatique, qui va intensifier la pression démographique dans les pays sahéliens. Les Européens espèrent que ce surcroît démographique et les migrations qui s'en suivront seront gérés par le Maghreb ; mais ce rôle de zone tampon est irréaliste, pour toutes sortes de raisons. Nous devons donc, ensemble, faire face à ces enjeux, non seulement pour gérer les crises mais, surtout, pour les prévenir grâce au codéveloppement. Ce n'est pas un vœu pieu, puisque, par exemple, la filière de l'eau et de l'assainissement commence à devenir un champ de coopération fécond, y compris économiquement et technologiquement, entre les deux rives de la Méditerranée. De ces contraintes communes nous pouvons faire des réussites pour le développement, à condition de le faire ensemble.

Il est en de même des enjeux sécuritaires notamment face au terrorisme. Les réseaux sont internationalisés, les terroristes qui sont ou vont en Europe s'appuient sur des bases arrières dans le monde arabe ou en Afrique subsaharienne. Dès lors, quel sens aurait une politique de sécurité qui s'arrêterait à l'Europe ?

### ***Pour affirmer nos préférences collectives en faveur d'un système productif durable, régulé et solidaire***

Si l'on veut éviter de répliquer le modèle centre-périphérie, qui reste le modèle des relations dans l'Alena, si l'on veut réguler les échanges internationaux et non pas les laisser aux rapports de force qui dominent au sein de l'Asie orientale, l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe doivent affirmer des préférences collectives communes. Nous devons construire notre partenariat Afrique – Méditerranée – Europe sur un système productif régulé, solidaire et durable dans le respect des cultures et des droits humains. C'est le passage conjoint à ce modèle qui nous permettra de multiplier les projets, de rapprocher nos normes, d'élargir nos partenariats aux enjeux culturels et sociaux. Mener une intégration régionale « en profondeur » prend plus de temps que de se contenter d'une intégration « superficielle » limitée au seul commerce. Mais nous ne bâtissons pas notre région commune à coups d'opérations ponctuelles, guidées par des opportunités commerciales ou d'accès aux ressources. L'AME ne deviendra la première région du monde qu'à travers ce nouveau modèle de développement et de nouvelles relations Nord-Sud.

L'impératif d'une économie productive, solidaire et durable ne concerne pas seulement le Sud : l'Europe doit aussi adopter un modèle de croissance moins piloté par les objectifs financiers de court terme, plus durable et socialement plus inclusif. Une opportunité his-

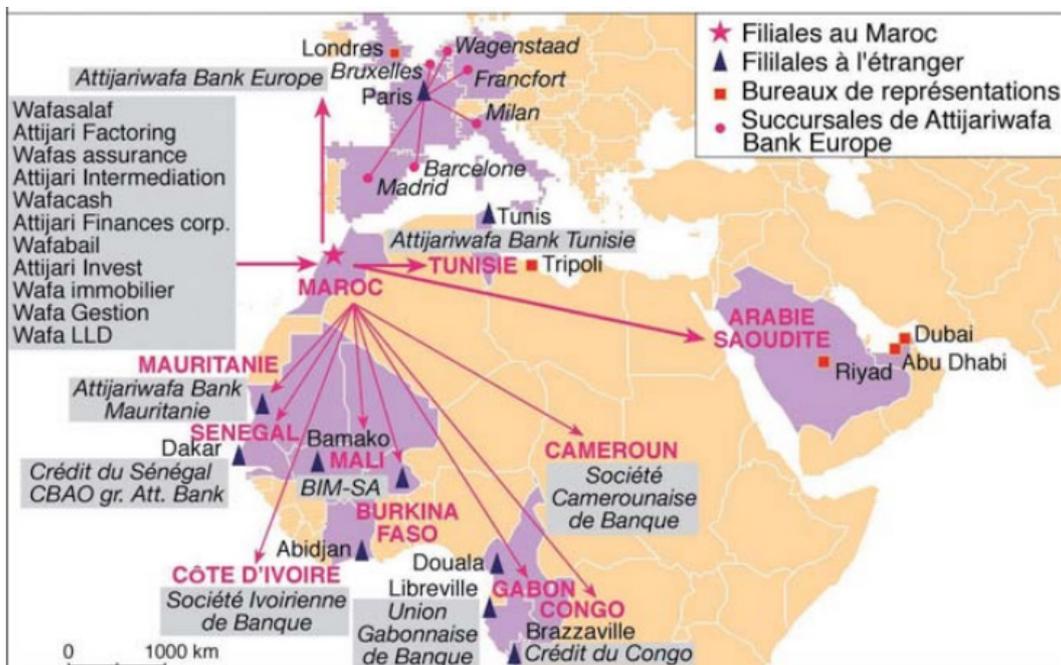
49 Weigert M., 2012, « Les industriels allemands en Tunisie », Palimpsestes de l'IPMED, n°12, Paris.

torique se présente donc de réaliser ce changement *ensemble*. Il s'agit, au Nord comme au Sud, de valoriser les créateurs de valeur au lieu des détenteurs de rentes de tous types. On a l'habitude de dénoncer une économie encore trop tournée vers la rente au Sud de la Méditerranée et en Afrique. Mais il ne faudrait pas oublier que l'Europe jouit elle aussi d'autres types de rentes :

- Une rente technologique : c'est l'avance occidentale en matière de brevets, et les difficultés que cela pose par exemple dans le domaine de la production de médicaments au Sud ;
- Une rente militaire, américaine mais aussi européenne, qui contraint les politiques de sécurité des pays africains ;
- Une rente commerciale et péagère<sup>50</sup> : c'est le protectionnisme de fait de l'Union européenne face aux produits méditerranéens et africains, au lieu de promouvoir une préférence commerciale commune.

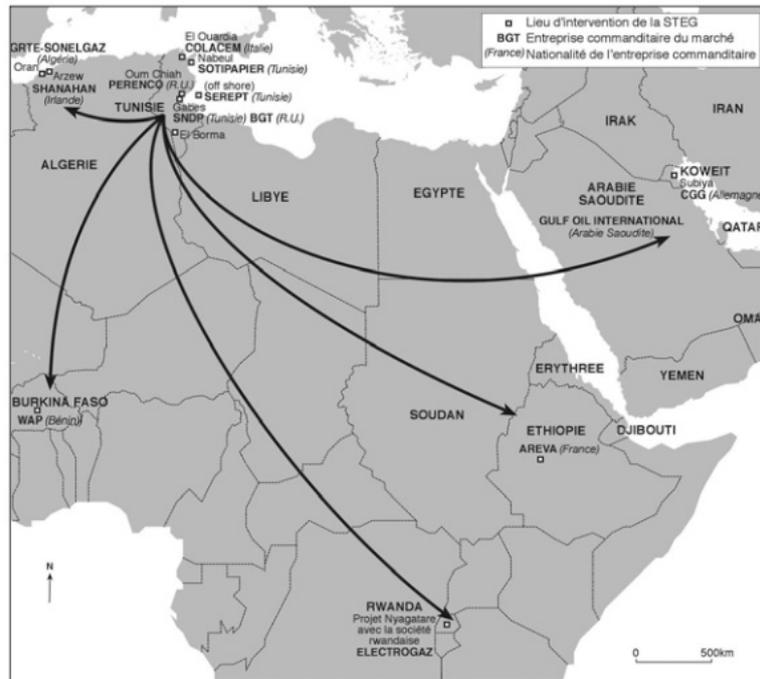
**Notre partenariat économique doit donc être productif (et non plus limité au commerce).** L'Afrique, la Méditerranée et l'Europe disposent d'immenses marchés actuels et potentiels que nous devons renforcer par un système productif et compétitif, prolongé par une coopération dans le domaine de la formation professionnelle, de l'assistance technique, de la R&D, des financements. Une des conditions du succès est de mener le projet avec tous ses acteurs – acteurs publics, ONG, usagers, citoyens, entreprises – en donnant à ces dernières une place motrice. Ce qui a marché dans les intégrations Nord-américaine et Est-asiatique, c'est la dynamique apportée par les *firmes* qui ont su bâtir des systèmes productifs transfrontaliers Nord-Sud. Les Européens y parviennent à peine en Méditerranée, c'est ce que nous devons mettre en avant d'emblée pour réussir l'intégration africaine. Les cartes 18 et 19 illustrent la dynamique apportée par certaines sociétés nord-africaines, qui commencent à essaimer sur l'ensemble du continent africain. Cet enjeu est également illustré par les analyses d'hommes d'affaires dont les propos sont donnés dans l'annexe 9.

CARTE 18. IMPLANTATION DU GROUPE BANCAIRE ET FINANCIER MAROCAIN ATTIJARIWABA BANK



50 Jacques Ould Aoudia, 2014, « Captation ou création de richesse? Une convergence inattendue entre Nord et Sud », Le Débat n° 178, Gallimard.

CARTE 19. LOCALISATION DES MARCHÉS DE LA SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ (STEG SERVICES)



Source des deux cartes : STEG, Conception S. Daviet, réalisation P. Pentsch / [Daviet 2014]51

**L'agriculture** doit pouvoir devenir en Afrique un secteur productif moderne. La croissance de la demande alimentaire mondiale, la concurrence exercée sur les terres arables par les bioénergies et par l'accaparement des terres (notamment par les émergents asiatiques), le report des placements spéculatifs sur les denrées alimentaires depuis 2006, et les émeutes de la faim qui émaillent la récente envolée des cours mondiaux, donnent à l'Europe une responsabilité particulière. Le Sud méditerranéen et l'Afrique sont les plus grands importateurs alimentaires du monde. Mais plutôt que d'en profiter pour écouler ses produits, l'Europe doit contribuer à y développer des filières, les coopérations inter-entreprises, les échanges croisés et la sécurisation des approvisionnements alimentaires. Cela ne sera pas facile. L'idée s'impose peu à peu que les biens agricoles seraient des biens comme les autres, qu'il serait bon d'acheter des marques génériques mondialisées et bon marché – ce qui ouvrira d'ailleurs la voie à l'achat massif de produits génétiquement modifiés venus des Amériques. Mais tous ne pensent pas ainsi. Comme le disait le précédent président de la FNSEA française : « Il faut promouvoir de grands sous-ensembles mondiaux qui aient une vision partagée sur les questions agricoles, alimentaires, la ressource en eau, afin d'accompagner les pays en développement et de trouver des synergies »<sup>52</sup>. L'Europe ne doit pas seulement partager la production avec son Sud et transférer les méthodes du développement rural qui ont fait leur preuve avec la Politique Agricole Commune. Elle doit aussi œuvrer à une convergence des normes. Le changement climatique a d'ores et déjà un impact sur la productivité agricole en Méditerranée et dans l'Afrique sahélienne. Les ressources en eau se dégradent, la biodiversité recule, les sols sont moins fertiles. Par ailleurs la révolution de la mobilité accélère la transmission des agents pathogènes (multiplication des « invasions biologiques »). En quelques années, la protection environnementale et sanitaire de la production agroalimentaire est devenue une des préférences collectives explicites des Européens. Cette préoccupation doit être étendue à la Méditerranée et à l'Afrique.

Compte tenu du rôle central de l'énergie pour le développement, et compte tenu de la complémentarité stratégique entre l'Europe et son Sud en matière de ressources, **l'énergie** peut devenir le premier secteur productif intégré de la région AME (cf. annexe 5). Cela suppose de ne pas considérer le Sud comme un simple producteur de matières premières

51 Daviet S., 2014, « Stratégies d'entreprises et dysfonctionnements de la régionalisation euro-méditerranéenne », dans Les intégrations régionales dans le monde Processus de construction régionale et articulation global/local, A. Gana et Y. Richard coord., Édition Karthala et IRMC, 2014.

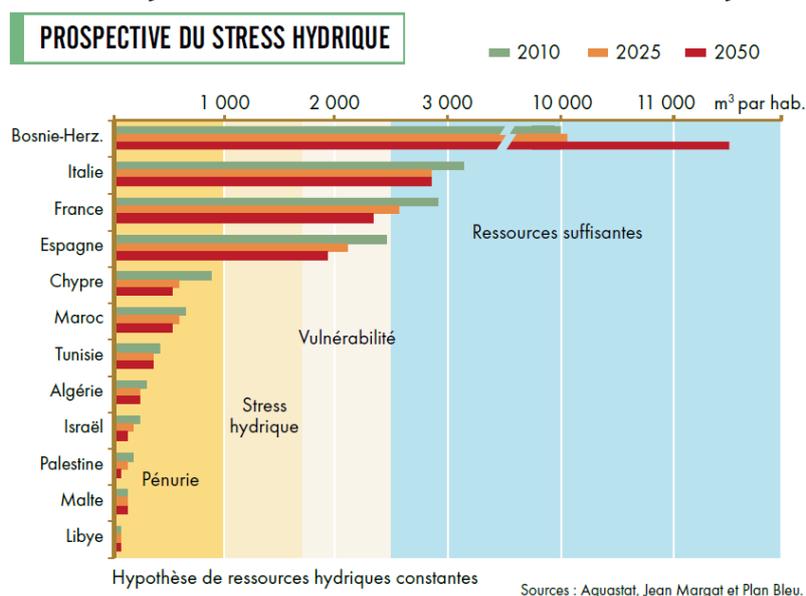
52 Xavier Beulin au Congrès de la FNSEA de mars 2011.

mais au contraire d'y réaliser la production d'équipements énergétiques, notamment dans les oléoducs et gazoducs, la production de centrales électriques et d'équipements solaires, la transformation dans les dérivés du pétrole (pétrochimie). Les Allemands ont compris l'intérêt stratégique d'un partenariat énergétique productif avec l'Afrique du Nord et du Sud du Sahara. Le projet Désertec, même s'il a mal débuté, le montre. Le gouvernement allemand le dit dans son rapport de 2014 sur la nouvelle politique africaine : l'Afrique est un continent « d'avenir et d'opportunité » avec qui travailler sur un modèle nouveau de partenariat, dans tous les domaines et notamment économique, y compris pour faire face à la concurrence chinoise<sup>53</sup>. L'Allemagne souhaite développer un modèle nouveau de coopération avec l'Afrique tout en suivant de près les positions adoptées par la France. Cela se fera dans le cadre d'une nouvelle politique de coopération Europe-Afrique, s'éloignant du « voisinage » et du surplomb traditionnel du Nord sur le Sud.

**Il doit être durable (et non plus irresponsable et court termiste).** Outre la filière des énergies renouvelables, le secteur de l'eau et de l'assainissement est un des grands enjeux environnementaux de notre coopération internationale. Difficilement transportable, liée à la façon dont les acteurs locaux la gèrent, l'eau n'est apparemment pas l'affaire de relations internationales à l'échelle d'une vaste région. Et pourtant elle en est une pierre angulaire : certaines ressources en eau sont transfrontalières, leur gestion partagée demande des relations internationales apaisées. Par ailleurs les transferts de savoir-faire peuvent faire de l'eau une filière d'excellence commune. Enfin, l'eau fait partie du triptyque stratégique qui l'associe à l'agriculture et l'énergie.

Sans même tenir compte de l'aggravation liée à une demande qui explose et au changement climatique qui y sera particulièrement sévère, 180 millions de Méditerranéens sont d'ores et déjà en situation de stress hydrique : 20 millions n'ont pas accès à une eau potable, 47 millions n'ont pas accès à un système d'assainissement adéquat. En Afrique subsaharienne, ce sont 300 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable, davantage encore n'ont pas accès à l'assainissement. Les solutions sont du côté d'une meilleure gestion de la demande, d'une gouvernance clarifiant les rôles de l'Etat, des opérateurs, des autorités locales et des usagers. Les Européens peuvent beaucoup apporter de leur savoir-faire dans ce domaine, et ainsi contribuer au lancement de projets de qualité qui trouveront alors leurs financements<sup>54</sup> (cf. fig.13).

FIGURE 13. LE STRESS HYDRIQUE EN MÉDITERRANÉE À L'HORIZON 2050



Source: Beckouche et Richard [2013]

53 Source : "Die neue Afrika-Politik des BMZ : Afrika auf dem Weg vom Krisen - zum Chancenkontinent" - Bonn: Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, 2014 - 13 S., Kt.

54 Orjebini-Yousfaoui C., 2014, « Financer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée. Les financements innovants: solution ou illusion ? », Collection Construire la Méditerranée, Ipemed, Paris.

Les trois secteurs : *eau, énergie et agriculture*, sont prioritaires parce que stratégiques, et doivent être traités simultanément en raison de leur interdépendance économique et écologique. Depuis les années 2000, la Méditerranée est considérée comme un « hot-spot » du réchauffement climatique dans le monde, notamment du fait de la baisse des précipitations. L'Afrique sahélienne est déjà une des zones du globe les plus vulnérables sur le plan climatique. Selon la revue *Science*, l'Afrique australe sera avec l'Asie du Sud la région du monde dont les productions agricoles seront les plus affectées par le changement climatique d'ici à 2030. L'adaptation au changement climatique, l'aménagement urbain et rural durable, les circuits courts, la transition énergétique et le développement de filières économiques économes en ressources, doivent donc être au cœur de la région AME.

**Il doit enfin être régulé et solidaire (et non plus seulement concurrentiel).** Le rôle moteur des firmes et l'accent mis sur l'économie dans les nouvelles relations internationales, doivent s'entendre dans le respect de régulations fortes et dans le plein respect des droits humains. Face au court-termisme et à l'ultra-libéralisme, nous devons, ensemble, défendre des valeurs de précaution, de contrôle social, des politiques publiques en faveur des plus démunis.

A l'échelle nationale, la solidarité signifie la valorisation du secteur collectif : économie sociale et solidaire, coopératives, biens publics, communaux.... La propriété collective des ressources et leur gestion participative ne peuvent plus être considérées comme des archaïsmes qui seraient appelés à se dissoudre dans le marché. Au contraire, à côté du secteur public et du secteur privé, le secteur collectif s'affirme comme un élément important de la modernité économique d'une société que la révolution numérique rend plus mutuelle. Dans le domaine de la santé, cela signifie la promotion de la couverture sociale universelle, et non de la couverture privée.

A l'échelle internationale, cela signifie que les pays du Nord et les pays du Sud doivent être placés sur un pied d'égalité – ce que ne parviennent à faire ni les Etats-Unis, ni la Chine ni le Japon dans leur propre région. L'expérience de la construction européenne est d'une grande portée, car nulle part dans le monde cette expérience du dépassement du national n'a été aussi loin. Les Européens, qui ont l'expérience régionale la plus poussée, peuvent étendre cette approche partenariale à la Méditerranée et à l'Afrique.

Cette solidarité implique que les Européens, les Méditerranéens et les Africains doivent passer de la délocalisation à la co-localisation et à la **co-production**. Les entreprises peuvent tirer un grand avantage de la proximité géographique, de la complémentarité des niveaux de développement en procédant à des co-localisations (un pied au Nord et un pied au Sud, partage de la valeur ajoutée, transfert de technologies). Le passage à l'économie de la connaissance est un des aspects du tournant économique plus général caractérisé par la co-production des ressources, la mutualisation de leur usage, le développement inclusif et la participation. Il ne s'agit pas de nier les réalités de la compétition, mais d'insister davantage sur les vertus de la mutualisation.

### **Cinq objectifs stratégiques**

On peut résumer sous forme de cinq objectifs stratégiques les motivations à une intégration régionale profonde entre Afrique, Méditerranée et Europe.

**1°) S'appuyer sur une tendance structurante : la régionalisation de la mondialisation.** Alors que l'Europe fut la pionnière de l'intégration régionale, elle est désormais distancée dans ce domaine car elle n'est pas parvenue à une bonne articulation avec ses voisins émergents. Le monde arabe, quant à lui, reste peu intégré. Pour ne pas être ballotté dans la mondialisation il a besoin d'un ancrage stratégique à l'Europe et il peut jouer un rôle central dans la région AME. Enfin l'Afrique subsaharienne, malgré ses intégrations régionales encourageantes, est de plus en plus soumise à des influences extérieures centrifuges.

Certes l'Afrique s'est sentie abandonnée par les Européens – certains Africains parlent de trahison – après la décolonisation des années 1960. Depuis elle a noué des relations Sud/Sud avec des pays émergents dont la Chine. Mais la géographie, l'histoire et la culture nous rapprochent indéfectiblement. Nous devons, ensemble, mieux valoriser notre proximité, notre complémentarité et notre solidarité.

**2°) Faire le choix de la coproduction et de nouvelles relations Nord-Sud.** Cela suppose de mettre le cap au Sud comme le capital le fait déjà. De plus en plus de grandes sociétés européennes adoptent comme découpage régional l'ensemble Euro Middle East Africa (EMEA). En Asie, en Amérique et également en Europe, elles comprennent le profit qu'elles peuvent tirer d'une coproduction avec le Sud. Le capital du Nord est à l'œuvre et il faut que la politique suive. Réciproquement, cela suppose aussi d'accepter que le Sud mette le cap au Nord. Certains industriels du Sud de la Méditerranée et d'Afrique subsaharienne commencent à trouver un intérêt croissant à venir coproduire en Europe pour profiter du grand marché, des normes internationales et de la profondeur scientifique des milieux de recherche. Dans les prochaines années, il faudra gérer cette interdépendance du Nord vers le Sud et du Sud vers le Nord, assurer la sécurité du capital et la mobilité des travailleurs, faire moins de commerce et davantage de coproduction.

**3°) Promouvoir un nouveau modèle de développement.** L'avantage comparatif de la proximité et de la complémentarité ne suffit pas. La crédibilité de l'Axe AME reposera sur notre capacité de nous inscrire, ensemble, dans la nouvelle économie collaborative que dessinent la révolution numérique, la transition énergétique et la montée en puissance du secteur collectif. C'est, sur ces bases nouvelles, que nous devons construire un système productif régional solidaire, inclusif et durable.

**4°) Placer la Méditerranée au centre du projet régional.** Les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée ne doivent plus être considérés comme de simples « voisins », ce qui les ravale au rang d'une périphérie européenne. Ils doivent être considérés comme la plaque tournante des relations entre l'Afrique et l'Europe. Les tendances récentes vont dans ce sens : les pays du Golfe s'intéressent de plus en plus à l'Afrique, notamment compte tenu du chaos politique du Moyen-Orient ; on a vu que les pays du Maghreb se lançaient depuis une dizaine d'années à la conquête des marchés subsahariens. Comme le dit Fernand Braudel, la Méditerranée est un carrefour entre trois continents uniquement séparés par les détroits du Gibraltar et du Bosphore et le canal de Suez. Aucun autre territoire dans le monde ne jouit d'une position d'interface capable de mobiliser autant de proximités – économiques, culturelles, et politiques. Si l'on ne veut pas que la Méditerranée reste ce couloir de transit Est-Ouest pour les produits asiatiques vendus en Europe, il faut donner à cette mer toute la profondeur du développement africain. La Méditerranée doit donc avoir deux grands hinterlands : l'Europe et l'Afrique. C'est ainsi qu'elle redeviendra la mer centrale qu'elle fut des siècles durant. De marginale, la Méditerranée doit redevenir un territoire central.

**5°) Lancer un nouveau modèle de relations politiques entre Nord et Sud : un New Deal.** Il nous faut mettre sur pied un outil politique à l'échelle de la région AME. Cet outil aura pour mission d'accélérer l'intégration régionale en faisant de la Méditerranée l'interface entre l'Europe et l'Afrique, en mettant la coproduction au cœur de l'action, au service du nouveau modèle de développement. La section qui suit détaille ce New Deal politique, qui passe par une vision prospective commune, par de nouveaux comportements entre Nord et Sud, et par une véritable stratégie. C'est elle qui nous permettra de prendre place auprès des Américains et des Asiatiques pour préparer le monde de demain. Les Amériques et l'Asie orientale ont pris une longueur d'avance à la fois dans les rapports économiques mondiaux et dans la construction des grandes régions Nord-Sud. Si l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique veulent peser, c'est notre intérêt partagé de construire ce grand espace de régulation des flux des capitaux, des biens, des informations et des personnes. Il faudra le faire avec les Américains et notamment avec les Chinois en Afrique, mais en sortant de notre position subalterne à l'égard du « G2 ».

## 3. COMMENT ?

### LA FONDATION « LA VERTICALE AME » POUR PASSER DE L'IDÉE AU PROJET

Les Européens et les Africains se connaissent bien. Ils ont une longue histoire commune, avec des temps forts et des souvenirs douloureux. Pour ne pas concevoir l'avenir comme un prolongement du passé, il faut un nouveau contrat, un rééquilibrage des relations économiques et politiques Nord/Sud, un New Deal, permettant de recueillir l'approbation des politiques, des chefs d'entreprises et des populations.

#### 3.1. Un « New Deal » pour repenser les relations Nord-Sud

- **Un changement de vision et d'objectif** : l'espace pertinent pour élaborer des politiques publiques ambitieuses, c'est l'ensemble « Afrique – Méditerranée – Europe » (AME). C'est l'ensemble du « quartier d'orange » méridien qui part de la Suède pour finir à Johannesburg. C'est la verticale réversible Nord/sud et Sud/Nord de l'AME. L'espace euro-méditerranéen, seul, n'est plus pertinent car la Méditerranée, élargie au Moyen-Orient, joue un rôle essentiel de pivot entre les continents européen et africain.

Les approches bilatérales (France-Afrique, Allemagne-Afrique, etc.) demeurent, à leur tour, insuffisantes pour aborder les grands défis à venir (migrations, environnement, transition énergétique, sécurité, etc.).

Seul cet espace AME peut rivaliser avec le G2, formé par le bloc des deux Amériques et le bloc asiatique qui ont chacun une zone d'échanges privilégiée. Voilà pourquoi « l'arrimage des deux continents européen et africain à travers la Méditerranée » devient l'objectif à moyen terme que propose plusieurs chefs d'Etat africains et européens, dont le Président Emmanuel Macron.

- **Un changement de paradigme** : alors que la croissance du continent africain est allée de pair avec l'exploitation accrue de ressources naturelles non renouvelables, l'heure est venue d'accompagner l'émergence de nouveaux modèles de développement axés sur la transformation des matières premières sur place avec création de valeur ajoutée et d'emplois.

Parce-que le frein au développement durable et inclusif en Afrique ce sont les problèmes internes de gouvernance politique et économique, et les problèmes externes de prédation du Nord, le moment est venu de passer de la rente au profit, de l'extraction à la transformation sur place. Dans cette optique, les chefs d'entreprises deviennent le moteur de la transformation, non seulement économique, mais aussi sociétale car ils ont besoin de formations professionnelles performantes de main-d'œuvre, d'ordre, de sécurité, de gouvernance qui leur assurent la compétence, l'alternance et la transparence.

- **Un changement de comportement** : que les Européens adoptent un esprit de partage ; que les Arabes manifestent leur désir de confiance ; que les Africains privilégient une logique d'intérêt général.

Il faut en finir avec les rapports centres/périphéries, dominants/dominés, colonisateurs/colonisés, corrupteurs/corrompus. Dans la région AME (Afrique – Méditerranée – Europe), il n'y a plus de Nord, plus de Sud, la verticale est réversible. Les rapports « gagnant – gagnant » doivent s'inscrire dans la coproduction, la cogestion institutionnelle, dans la co-formation, le co-développement, etc.

- **Un changement de stratégie et de méthode** : il faut placer l'économie au cœur du projet de « l'arrimage des deux continents » et promouvoir, ensemble, un modèle de développement productif, durable, inclusif, régulé et solidaire. Cela signifie d'enrichir l'ancien modèle économique capitaliste de compétition et de libre-échange, en recourant à une double-dynamique :
  - D'une part, privilégier l'intégration en profondeur par la redistribution de l'appareil de production, la coproduction, transformant le client en partenaire.

- D'autre part, favoriser les politiques « bottom-up » partant des besoins des populations et des acteurs de terrain et associer la société civile dans toutes ses composantes. Notamment en recourant au décloisonnement entre les milieux politique, économique et académique, des trois espaces de référence ; cette confrontation des points de vue devant permettre d'accélérer les transformations structurelles nécessaires à une plus grande intégration entre les continents européen et africain.

### 3.2. Quatre outils sont nécessaires pour rattraper le retard sur les deux autres régions mondiales

Chacun des deux autres « quartiers d'orange », l'Asie orientale et les Amériques, dispose de quatre outils pour leur intégration régionale en profondeur : une banque régionale de développement, une organisation politique de consultation, un traité de coproduction (sécurisation des investissements), une structure d'étude de l'intégration régionale. Aucun de ces quatre outils, essentiels pour l'intégration, n'existe pour la région AME.

#### ***Réinvestir politiquement et coordonner les institutions financières existantes dans la région AME***

Les Amériques disposent de la Banque Interaméricaine de développement (BID), dont le siège est à Washington et l'action est dédiée à l'Amérique latine. Sur le modèle de la Banque mondiale, elle finance les infrastructures physiques et, au-delà, les infrastructures numériques qui sont une condition pour les échanges informationnels et financiers. Quant à la sécurisation des investissements, elle est confiée à la MIGA (Banque mondiale).

Avec l'appui de l'Inde et de la majorité des pays de la région, la Chine a lancé fin 2014 la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), dont elle est le principal contributeur et dont le siège est à Pékin. La Corée du Sud, l'Australie et surtout le Japon (principal actionnaire de la Banque asiatique de développement) n'ont pas participé à la mise en route de la concurrente chinoise. Mais au-delà de cette concurrence, cette nouvelle banque régionale signifie des capitaux supplémentaires pour financer le développement en Asie orientale.

Le troisième « quartier d'orange » AME dispose de banques de développement, mais dispersées. La Banque européenne d'investissement (BEI) est centrée sur l'Europe ; certes elle a deux antennes dans le Sud, en Tunisie et en Egypte, mais sa contribution en Méditerranée reste assez faible. L'appendice international de la BEI est noyé dans la BEI domestique. Centrée sur les pays d'Europe orientale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est un bon outil pour le développement. Depuis le Printemps arabe, son ressort s'est élargi à l'Egypte, à la Tunisie et au Maroc ; mais ses méthodes, ses références, son conseil d'administration restent très loin des réalités du Sud. Quant à la Banque islamique de développement (BID), elle est surtout dédiée aux pays arabes, et la Banque africaine de développement (BAD) à l'Afrique comme d'ailleurs la Banque Arabe pour le développement de l'Afrique (BADA).

On le voit, il n'existe pas de banque de développement dont le ressort soit l'ensemble de la région AME. Ce que nous proposons s'inspire du rapport de Charles Milhaud<sup>55</sup> sur ce aurait pu être la banque de l'Union pour la Méditerranée. Il ne s'agit pas de créer une banque de plus, mais plutôt de coordonner ce qui existe : une institution financière sous forme de holding qui regrouperait les compétences existantes de la BEI, de la BERD, de la BAD, de la BID et du Fonds de Garantie créé par la Commission Européenne pour l'Afrique et la Méditerranée, enrichie d'outils financiers susceptibles de :

<sup>55</sup> Charles Milhaud (coord.), 2010, « Commission sur le financement du codéveloppement en Méditerranée : rapport au Président de la République », La Documentation Française.

- Assurer la mobilité des capitaux via les marchés financiers ;
- Sécuriser les investissements par des garanties moins onéreuses et plus facilement contrôlables que celles de la MIGA (Banque mondiale) ;
- Attirer les fonds d'investissement en Afrique par des mesures de défiscalisation ;
- Proposer une assistance technique aux porteurs de projet comme le fait la Banque Mondiale ;
- Contribuer à améliorer le climat des affaires ;
- Promouvoir une procédure d'arbitrage propre à la région. Il en existe déjà (Genève, Paris, etc.) mais il faut les reconnaître et les coordonner.

### ***Unifier les accords commerciaux et promouvoir un traité de coproduction***

Les Amériques disposent de grands accords commerciaux régionaux, notamment l'Aléna et le Mercosur. Ces traités dépassent le seul commerce. L'Aléna, par exemple, a commencé par les questions de libre-échange. Mais dès 1994 deux *side agreements* sur l'environnement et le droit du travail sont venus compléter l'accord. Puis, d'autres accords sont venus peu à peu s'ajouter au dispositif pour aller vers une intégration plus profonde. A partir de 2005, le Partenariat pour la Sécurité et la Prospérité a fait entrer l'énergie dans la coopération régionale, a facilité les procédures douanières et les franchissements de frontières entre les trois pays, et a mobilisé les chefs d'entreprises au plus haut niveau afin qu'ils rencontrent chaque année les trois chefs d'Etat.

En Asie, et outre les accords économiques (Asean + 3, East Asia project...), il faut, côté entreprises, rajouter tous les accords interindustriels qui font la particularité de l'intégration Est-asiatique<sup>56</sup>.

Comme dans les Amériques, le rôle des entreprises internationales dans l'intégration asiatique contraste avec ce qu'on voit en Europe, où ce sont des fonctionnaires qui sont à la manœuvre avec nos partenaires du Sud, et où les accords sont fragmentés et limités au libre-échange. L'ALECA (Accord de Libre Échange Complet et Approfondi) proposé au Maroc et à la Tunisie en est un parfait exemple. Nous en avons vu la conséquence : les IDE européens au Sud de la Méditerranée et en Afrique sont très faibles. Pour réussir le New Deal de l'intégration Europe-Afrique, il faut un traité régional de coproduction, qui pourrait s'inspirer de l'ASEAN, et il faut y impliquer les organisations professionnelles industrielles, financières, et de salariés. Comment y parvenir ? Tout cela exige du temps, de la préparation. Voilà pourquoi, entre autres motivations, une fondation AME est nécessaire.

### ***Mettre en place un organisme politique de consultation régionale***

Les Amériques disposent d'un organisme politique irremplaçable : l'Organisation des Etats Américains (OEA).

Cette organisation a été créée en pleine guerre froide, en 1948, par la Charte de Bogota. Elle a succédé à l'Union Internationale des Républiques Américaines, fondée en 1890. L'OEA est vite devenue un forum de dialogue et de décision du continent sur les questions politiques, économiques, sociales et culturelles et, en particulier, en matière de sécurité, de démocratie, de maintien de la paix et de prévention des conflits. Le Canada et les Etats caraïbes ont rejoint l'OEA en 1990-1991. L'Organisation regroupe aujourd'hui les 35 Etats du continent (même si Cuba, suspendu de 1962 à 2009 pour cause de révolution castriste, refuse d'y revenir).

<sup>56</sup> Pierre Beckouche (coord.), 2011, « Que nous apprennent les deux autres régions Nord-Sud mondiales », dans « Régulations régionales de la mondialisation. Quelles recommandations pour la Méditerranée ? », Ipemed, collection Construire la Méditerranée.

L'OEA s'est dotée d'organes spécialisés :

- L'Organisation Panaméricaine de la Santé (OPS) : liée à l'OMS en tant qu'organisation régionale, l'OPS coordonne les efforts accomplis par les Etats Américains pour combattre les maladies et améliorer l'espérance de vie et la santé des habitants.
- La Commission Interaméricaine de lutte contre l'Abus des drogues (CICAD) : équivalent régional du Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, elle a été créée en 1986.
- La Commission interaméricaine de lutte contre le terrorisme (CICTE).
- La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) : créée en 1959 à Washington D.C., la CIDH est un organe statutaire et consultatif de l'OEA pour la promotion des droits de l'homme et agit également en tant qu'organe de contrôle de l'application de la Convention américaine des droits de l'homme.
- La Cour interaméricaine des droits de l'homme (Cour IDH) : établie en 1979, elle est basée à San José de Costa Rica. Sa compétence peut être consultative ou contentieuse.
- La Commission interaméricaine des femmes : établie en 1928, la CIM est le premier organe inter-gouvernemental créé pour assurer la reconnaissance du droit des femmes. La CIM constitue le principal forum d'échanges et de réflexions sur les politiques publiques en matière de droit des femmes et d'égalité de genre dans les Amériques.
- L'Institut interaméricain de l'enfant.

De leur côté, les pays asiatiques disposent des Sommets de l'Asie orientale (East Asia Summit, EAS). Ces réunions pan-asiatiques réunissent chaque année les dirigeants de dix-huit pays de l'Asie orientale et de la région proche dans l'objectif de promouvoir l'intégration régionale.

Le premier sommet s'est tenu à Kuala Lumpur en décembre 2005, le second à Cebu City aux Philippines (janvier 2007), le troisième à Singapour (novembre 2007). Les réunions suivantes se tinrent après les réunions annuelles des dirigeants de l'ASEAN. Onze sommets se sont ainsi tenus à ce jour, le dernier en date en septembre 2016 à Ventiane (Cambodge).

Les sujets traités sont ceux d'une intégration économique en profondeur. Les échanges économiques sont un sujet majeur des sommets. Dès le deuxième sommet, les pays membres se sont entendus pour lancer le projet d'une intégration économique approfondie : le Regional Comprehensive Economic Partnership for East Asia. Ce RCEP fut officiellement lancé lors du septième sommet, en 2012 ; il concerne les pays de l'ASEAN + 6, y compris l'Inde, la Nouvelle Zélande et la Chine. Il porte sur le libre-commerce de biens et de services, l'investissement, la coopération technique, la propriété intellectuelle, l'arbitrage, etc.

Six autres priorités thématiques montrent que l'intégration régionale envisagée est bien une intégration en profondeur : éducation, santé, gestion des risques et catastrophes naturelles, environnement et énergie, finances, connexion régionale par les réseaux terrestres et maritimes. Ils traitent également de sujets comme la non-prolifération ou la réponse concertée face aux défis des migrations dans les pays en crise et du trafic d'êtres humains.

Par ailleurs c'est au deuxième sommets de 2007 que fut accepté le principe d'un think tank dédié à l'intégration économique régionale, dont l'idée avait été proposée par le Japon, et qui conduisit à la création de l'Economic Research Institute for ASEAN and East Asia (ERIA).

### **Créer la fondation La Verticale AME dédiée à l'intégration économique régionale AME**

Une des cinq commissions régionales de l'ONU, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), se consacre au développement et à l'intégration régionale de l'Amérique latine en relation avec l'Amérique du Nord. Elle constitue le creuset où les élites du Sud en priorité, et du Nord, se rencontrent pour élaborer des stratégies communes. L'institution a un budget annuel de 40 millions de dollars et mobilise 700 chercheurs, avec cinq antennes du Nord au Sud des Amériques (cf. détail dans l'annexe 2).

L'Asie orientale dispose elle aussi d'une commission régionale des Nations unies (l'Economic and social commission for Asia and the Pacific, ESCAP). L'intégration asiatique régionale est analysée et encouragée par un grand nombre de centres d'études et de recherche régionaux, dont le principal think tank est le réseau de l'ERIA (l'Institut de recherche économique pour l'Asean et l'Asie orientale) dont le budget est de 30 millions de dollars et qui associe seize laboratoires et les milieux professionnels.

En ce qui concerne la région AME, aucune institution de recherche regroupant les Etats de la région n'existe. Il y a beaucoup de centres d'études sur la Méditerranée, d'autres sur l'Afrique, d'autres encore sur les liens entre un pays européen particulier et la Méditerranée ou l'Afrique, mais ils sont dispersés. Là aussi l'ONU a implanté une institution régionale d'étude de l'intégration régionale mais... une pour l'Europe (Commission économique pour l'Europe, UNECE), une pour l'Afrique (Commission économique pour l'Afrique, UNCA) et une pour le Moyen-Orient (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, ESCWA). Loin d'œuvrer à la convergence, cette conception continentale ajoute donc à la fragmentation régionale (cf. annexe 1). La fondation La Verticale AME répond à ce manque.

### **3.3. La fondation La Verticale AME**

#### ***Un outil indispensable tant les besoins à combler sont nombreux.***

A ce jour, il n'existe aucun lieu, aucune institution où les partenaires africains, méditerranéens et européens se rencontrent pour alerter, anticiper, rassembler, orienter et proposer des projets concrets susceptibles d'assurer l'arrimage équilibré des deux continents.

- **Besoin d'alerter les politiques et l'opinion.** Entre 2015 et 2030, 29 millions de personnes vont rejoindre la force de travail en Afrique (BAD, OCDE, PNUD, 2017). La création d'emplois pour la jeunesse africaine constitue le principal défi à l'horizon 2063 pour l'agenda présenté par la Commission de l'Union Africaine, et en particulier, pour l'aspiration première : « *une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable* »<sup>57</sup>. Passer du traitement de « menaces » à la co-construction de solutions pérennes et au co-développement, voici le message essentiel que l'on doit adresser aux opinions publiques, aussi bien en Europe qu'en Afrique.
- **Besoin d'anticiper et de voir loin.** Il faut commencer à construire l'avenir à partir des tendances lourdes, solides, « *l'avenir ne se prévoit pas – il se prépare* » (M. Blondel).
- Or, il existe actuellement au moins deux forces qui vont dans le bon sens de l'intégration économique de l'Europe et de l'Afrique : la régionalisation de l'économie avec le compactage des chaînes de valeurs, et la dynamique entrepreneuriale et l'industrialisation du Sud qui pourrait être accélérée par la coproduction.
- **Besoin de rassembler les Africains, les Méditerranéens et les Européens** car notre destin s'inscrit dans ce « *quartier d'orange* », dans cette région méridienne, dans cette verticale Nord/Sud et Sud/Nord, dans ce grand espace régional que les entreprises dénomment la région EMEA (Europe Middle East & Africa).

57 « L'avenir que nous voulons pour l'Afrique », Commission de l'Union Africaine, avril 2015.

- Besoin d'orienter les stratégies publiques et privées, pour tout à la fois accélérer la transition économique des pays du Sud et, en même temps, accélérer l'intégration des économies des deux continents.
- Besoin de proposer des projets concrets susceptibles d'améliorer l'avenir, besoin de recommandations opérationnelles validées conjointement par les experts, les politiques et les chefs d'entreprises africains, méditerranéens et européens et fondés sur des tendances lourdes. Agir et agir vite pour construire l'avenir et dissiper les menaces.

### **Objectifs et valeur ajoutée**

La fondation La Verticale AME sera une plateforme qui rassemblera des réseaux existants d'experts, de chefs d'entreprises et de politiques qui œuvrent pour l'arrimage de l'Europe et de l'Afrique.

La fondation La Verticale AME doit devenir le creuset de la réflexion politique et économique de cette grande région, d'une part pour montrer que le développement économique de l'Europe passera par une intégration avec son Sud et que réciproquement, l'avenir de la Méditerranée et de l'Afrique se jouera dans leur ancrage à l'Europe, d'autre part pour passer de la vision à l'action.

Sa valeur ajoutée tient en sept points :

- **La pertinence géographique de l'espace de référence : la région AME** dans son intégralité ;
- **La place centrale donnée à la Méditerranée**, en insistant sur le rôle de pays comme le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, mais aussi l'Égypte et la Turquie compte tenu de leurs implications politiques et économiques en Afrique et en Europe, ainsi que les pays du Golfe du fait de leur rôle grandissant dans le développement des pays de la région ;
- **L'intérêt général** de l'intégration AME, qui confère à la fondation une influence complémentaire de celle des acteurs privés et nationaux ;
- **L'approche prospective**, qui a fait ses preuves en Méditerranée avec l'IPEMED, et qui doit être étendue à l'échelle de la grande région ;
- **La vocation entrepreneuriale** de l'action, avec la prise en compte des secteurs de l'économie considérés comme prioritaires, en vue d'organiser des filières intégrées et de promouvoir des politiques publiques sur les grands enjeux de la région : l'énergie, l'eau, l'agriculture, les transports, le numérique, les finances, la santé, etc. ;
- **La gestion et l'organisation internationale paritaire Nord-Sud** de la fondation, en promouvant toujours l'équilibre Nord-Sud dans ses instances et ses décisions ;
- **Enfin, le décloisonnement** entre les experts politiques et les chefs d'entreprises, source d'innovation et de réalisme, qui positionnera la fondation La Verticale AME comme un « lieu légèrement décalé » par rapport aux négociations économiques où s'expriment des rapports de forces ou par rapport aux réunions politiques où prévalent souvent des postures.

## Cinq programmes d'actions

Nous avons analysé les programmes de travail de la CEPALC (les Amériques) et de l'ERIA (le bloc asiatique) et nous avons sélectionné les cinq programmes qui nous apparaissent comme étant les plus performants pour accélérer l'intégration Nord/Sud au sein de la région AME.

### 1°) La mutualisation des informations stratégiques

La fondation La Verticale AME se fixe comme objectif de **devenir le portail web de référence de l'intégration économique Afrique – Méditerranée – Europe**. Cela suppose d'abord d'identifier et de porter à la connaissance des acteurs :

- Les principaux centres opérationnels et d'études consacrés à l'intégration économique de la région, à l'économie de chacun de ses trois espaces, et de faciliter l'accès aux sites web et aux ressources de ces organismes. L'enjeu consiste à établir un partenariat avec ces organismes, afin que l'échange d'information fonctionne dans les deux sens entre ces organismes et le portail web de la fondation (référencement, flux RSS, etc.) ;
- Les rapports de référence des institutions internationales dédiés à l'économie de la région et à celle des autres grandes régions Nord-Sud. Un grand nombre d'organismes produisent des travaux ou mènent des opérations de développement allant dans le sens de l'intégration régionale (Banque mondiale, Berd, BAD, OMC, ONU...), mais la profusion domine, sans synthèse ni vue d'ensemble. Il en va de même des travaux menés par les agences ou les fondations nationales de coopération, malgré les récentes tentatives de mieux fédérer leur action au niveau international. Il manque un outil pour faire la liste des principaux d'entre eux et le *survey* des textes essentiels ;
- Les travaux des principaux centres de recherche sur l'intégration économique de la région, ses relations Nord-Sud et son modèle de développement ;
- Les réseaux professionnels organisés sur une base transnationale Nord-Sud de l'Europe à l'Afrique, et mettant en œuvre la coproduction.

Mais surtout, le portail Web AME de référence doit permettre, au-delà de la mutualisation des informations stratégiques, de mettre en place une plateforme numérique interactive encourageant l'ensemble des acteurs de terrain à dialoguer et à valoriser leurs initiatives.

### 2°) L'animation d'un réseau de think tanks sur l'intégration de la région AME

La fondation ambitionne de combler un déficit de connaissances sur l'intégration économique de la grande région AME. Le réseau de think tank de la fondation :

- Identifiera les défis, les tendances structurantes et les ruptures attestant que la régionalisation Nord-Sud s'amplifie sur la longue période ;
- Proposera des politiques publiques et des stratégies industrielles (filières) pour accélérer cette intégration Nord-Sud ;

Pour ce faire, le réseau de think tanks devra :

- Définir les thèmes prioritaires pour une croissance durable et solidaire dans la région : énergie, eau, agriculture, transports, logistique, numérique, santé, économie sociale et solidaire, partenariat public-privé, harmonisation des législations, mobilité, financement des entreprises etc. ;
- Assurer, dans ses relations avec les entreprises, la promotion des technologies modernes et d'avenir adaptées aux pays du Sud, avec des circuits courts et un réel partage de la valeur ajoutée. Par exemple en agriculture, il faudra assurer la promotion des productions locales, et si nécessaire innover en ayant recours à la culture des micro-algues ; dans le domaine énergétique, assurer la promotion des circuits courts,

des énergies renouvelables et la promotion des tuyaux solaires (distincts des panneaux solaires) ; dans le domaine de la santé, assurer la diffusion des camions hospitaliers ; pour l'eau potable, assurer la diffusion des appareils de petite taille permettant le filtrage et l'accès à l'eau potable, etc.

- Faire de la sécurité humaine générale un objectif transversal commun aux approches sectorielles ;
- Compléter l'analyse sectorielle par une analyse territoriale afin de mieux connecter et de favoriser une plus grande coopération décentralisée entre territoires de la région, promouvoir une philosophie commune de l'action territoriale pour créer des bassins de vie solidaires et efficaces ;
- Proposer des politiques publiques régionales pour faciliter la mise en place de projets dans les secteurs définis comme prioritaires et accélérer l'intégration régionale ;
- Définir la ligne éditoriale ainsi que les formats et les contenus des publications périodiques des travaux orientés « Think and Act ». Les travaux seront à la fois informatifs et utiles à la prise de décisions pour approfondir l'intégration de la région.

### 3°) La promotion de recommandations et de projets concrets grâce à des « Verticales Sectorielles »

Les expériences des autres grandes régions Nord-Sud montrent que l'implication du secteur privé et de la société civile est déterminante pour la réussite de l'intégration. Voilà pourquoi la fondation La Verticale AME aura une forte composante entrepreneuriale et ouverte aux différents acteurs dans son financement, dans sa gouvernance et son travail de prospective. Afin d'établir des diagnostics partagés et de proposer aux décideurs économiques et politiques des projets communs, opérationnels et inclusifs, il est nécessaire de mettre en œuvre des « Verticales sectorielles », qui regrouperont un panel diversifié d'acteurs. Elles cibleront prioritairement les secteurs-clés pour l'intégration tels que l'énergie, l'agro-alimentaire, le numérique, les services urbains (eau, mobilité, traitement des déchets), le développement des PME/PMI (financement, zone industrielle sécurisée, coproduction), etc.

Véritables creusets de la réflexion sur l'intégration régionale, les différentes Verticales sectorielles constitueront des lieux de réflexion permanents. Les objectifs de ces groupes de travail pourront être les suivants :

- **La réalisation de diagnostics partagés**, qui tiennent compte des défis communs, des tendances structurantes de long terme et du retour d'expérience d'acteurs de terrain (logique « bottom-up ») ;
- **La co-construction de propositions** et de recommandations pour les Etats, la Commission, l'UE et l'UA en matière de politiques publiques et de stratégies industrielles pour accélérer l'intégration de la région AME ;
- **L'identification de projets concrets d'intérêt général** novateurs et adaptés aux besoins des pays et populations concernés (infrastructures, formations, équipements) ;
- **La diffusion de messages communs** entre les acteurs de cette grande région « Afrique – Méditerranée – Europe », pour parler d'une seule voix lors d'événements stratégiques.

Ces structures de travail s'organiseront autour du schéma suivant :

- Un animateur permanent pour chaque Verticale sectorielle qui aura pour objectif de coordonner l'ensemble des travaux du groupe. Il contrôlera le respect du programme de travail et assurera la continuité des débats et rencontres ;
- Un noyau dur de personnes engagées, facilement mobilisables et acceptant d'être l'ambassadeur de la Verticale sectorielle dans leur propre pays ;

- Un groupe permanent de travail qui regroupera 15 Africains + 15 Méditerranéens + 15 Européens représentant 15 experts + 15 entrepreneurs + 15 politiques ou représentants de la société civile. Ce Groupe 45 sera bien entendu renouvelé, mais aura pour vocation de donner l'impulsion aux travaux sur une base biannuelle.

La mise en place de chaque Verticale sectorielle exigera un long travail de préparation, de concertation et d'identification des think tanks et personnalités les plus qualifiés. A terme, une plateforme collaborative devrait permettre de compiler les expériences innovantes menées sur les trois espaces, de faciliter l'échange d'expériences entre acteurs de la région AME, de faire émerger des projets et des propositions concrètes.

#### Les cinq premiers secteurs clés et axes de travail :

- **Energie** : Mettre l'énergie au service du développement durable des deux continents : favoriser la constitution de zones industrielles et d'écosystèmes d'innovation sécurisés et le déploiement de solutions décentralisées de production d'énergie en milieu rural.
- **Agriculture et agroalimentaire** : Assurer la sécurité et une souveraineté alimentaires durables et partagées : assurer un co-développement durable de filières agricoles et agroalimentaires territorialisées et la mise en œuvre d'un d'approvisionnement solidaire trilatéral.
- **PME/PMI**. Cette verticale s'intéressera particulièrement à la coproduction Nord/Sud, aux zones économiques spécialisées et sécurisées et aux financements des investissements. Elle animera une plateforme numérique où les organisations professionnelles de PME/PMI de la région AME pourront dialoguer.
- **Services urbains dont l'eau, l'assainissement, la mobilité, le traitement des déchets...** pour aboutir à des services intégrés qui assurent une certaine autonomie locale.
- **Numérique** : Organiser une alliance eurafricaine pour le numérique : soutenir les projets innovants de déploiement numérique en Afrique, accompagner la transformation structurelle en profondeur des politiques publiques (eGouv) et sectorielles, etc.

Si chaque Verticale sectorielle (Verticale de la sécurité alimentaire, Verticale de l'énergie, etc.) poursuit ses objectifs propres, elles intègrent toutes des thématiques transversales et sont amenées à interagir pour rendre compte des dynamiques entre eau – énergie – alimentation – santé, etc.

#### 4°) Le « brassage » des décideurs émergents de la région

Une des leçons de l'intégration régionale dans les Amériques et en Asie orientale tient au rôle des décideurs : à la fois leur modernisation (les élites mexicaines ou de l'Asie orientale émergente proviennent désormais des secteurs productifs modernes et non plus des secteurs de rente), et leur capacité à partager une vision convergente entre pays du Nord et du Sud.

L'intensification des liens entre les jeunes décideurs politiques et économiques au sein de la région AME permettra d'installer l'idée de la communauté de destins. **La fondation mettra en place le programme de brassage des décideurs émergents de la région à travers des séminaires de haut niveau**, capitalisant sur l'expérience de l'IPEMED en la matière. L'IPEMED a en effet fait la démonstration de la pertinence de ce brassage des élites montantes à travers ses « Séminaires du Monde Méditerranéen ».

Le brassage des décideurs remplira deux fonctions :

- Identifier les décideurs émergents qui auront des responsabilités dans le secteur public, privé ou collectif des affaires, et qui souhaitent travailler dans un environnement international coopératif ;
- Organiser et animer des séminaires de haut niveau autour des thématiques économiques prioritaires (eau, énergie, etc.).

Quatre objectifs guident ces séminaires :

- Créer des opportunités de rencontres entre décideurs des mondes de l'entreprise, de la société civile, de l'administration publique centrale et locale, et de l'université, afin de décloisonner des milieux professionnels qui fonctionnent trop souvent en vases clos ;
- Diffuser les expériences positives dans la région ;
- Transformer ces réseaux interpersonnels de confiance en projets concrets de coopération ;
- Promouvoir une coordination des meilleurs organismes de recherche, études et formation de la région.

Trois types de séminaires seront développés dans le cadre de ce programme :

- Des « séminaires thématiques » rassembleront, sur trois jours, une trentaine de décideurs de tous les pays de la région ; chaque mois un séminaire sera consacré à un des grands enjeux sectoriels ;
- Des « séminaires déconcentrés » auront lieu dans tous les pays qui le demanderont, pour assurer la diffusion des projets communs auprès d'un plus grand nombre de décideurs du pays ;
- Un grand « séminaire annuel » rassemblera, deux jours par mois sur une année, une cinquantaine de décideurs du plus haut niveau afin de créer des relations de confiance interpersonnelles et faire converger les projets d'intérêt commun.

#### **5°) La médiation et l'influence politique en faveur de la région AME : le rôle du Comité d'Orientation Politique (COP)**

Le New Deal AME nécessite une vision portée par des personnalités politiques reconnues au sein des trois espaces de la région. Ces personnalités seront réunies au sein d'une instance paritaire (Nord-Sud, homme-femme), le Comité d'orientation politique (COP) en partie issu de celui de l'IPEMED et élargi aux personnalités d'Afrique et du Moyen-Orient. Il regroupera d'anciens chefs d'Etat et anciens Premiers ministres désireux de coopérer pour influencer les administrations et les milieux politiques des pays de la région, les instances européennes, africaines, méditerranéennes et internationales.

Il aura pour principales fonctions de :

- Faire vivre le New Deal AME en lien avec les groupes de travail internationaux – les Verticales Sectorielles, en exploitant les travaux du programme des réseaux de think tank ;
- Mener une stratégie d'influence en direction des décideurs et des instances politiques des trois espaces de la région ;
- Concentrer les efforts sur des projets phares dans les secteurs économiques clés de la région ;
- Produire un rapport annuel sur « L'état de l'intégration de la région AME » et sur la mise en œuvre du New Deal ;
- Tenir deux sessions annuelles de travail pour donner des orientations au réseau de think tank et pour débattre des enjeux en fonction de l'agenda politique régional et international ;
- Partager avec les chefs d'entreprises les propositions politiques du New Deal ;
- Rassembler dans le cadre d'une manifestation annuelle, le dîner annuel du COP qui pourrait avoir lieu alternativement dans l'un des trois espaces, les décideurs politiques, les chefs d'entreprises et les experts qui auront contribué à renforcer l'intégration de la région.

### **Une priorité : l'aménagement du territoire sahélien**

Le Sahel ne peut pas rester une zone de guerre et un foyer de terrorisme, pas plus qu'une frontière entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne. Il faut envisager, dès maintenant et avec tous les pays concernés, une solution économique et politique<sup>58</sup>, à travers deux outils :

- Un Plan d'aménagement du territoire du Sahel (infrastructures, agriculture, clusters...) pour mailler le territoire, faire du Sahel une zone d'échange et non plus une fracture ; Déjà, deux projets autoroutiers exceptionnels par leur dimension sont programmés et en début de chantier. D'une part, du côté algérien, la dorsale transsaharienne reliera Alger – Cherchell (Algérie) à Lagos (Nigéria), soit 6 000 kms d'autoroute, deux fois trois voies, ainsi que le haut débit et un gazoduc avec des prolongements autoroutiers pour aller vers la Tunisie, le Tchad, le Niger et le Mali. D'autre part, le Maroc envisage de créer un grand axe dénommé la rocade Atlantique qui reliera Tanger – Casablanca à Dakar.
- Une gestion collective de ce Plan qui amorcerait l'intégration régionale de la zone sahélienne. Il serait financé par les institutions internationales (BAD, Commission européenne, Banque mondiale, etc.) mais géré conjointement par l'ensemble des pays concernés.

Le dialogue 5+5 (cinq pays de Méditerranée occidentale de la rive nord et cinq de la rive sud) élargi à l'Afrique subsaharienne (5+5+5) pourrait être utile pour accélérer la transition économique de la rive sud et intensifier l'intégration à l'Europe, à commencer par la zone sahélienne. Ce serait là une façon d'intégrer les pays membres du G5 Sahel dans un dialogue permanent avec l'Europe et la Méditerranée.

### **Organisation et financements**

Les sources de financement pour la fondation seront de trois types :

- **Les souscripteurs privés ou publics donateurs de capital à la fondation La Verticale AME.** Ils seront originaires d'Afrique subsaharienne, des pays sud-méditerranéens, du Proche et du Moyen-Orient et de l'Europe. Les grands donateurs de chaque pays auront droit à des services particuliers. Par ailleurs ces grands donateurs pourront exiger qu'en permanence, au secrétariat de la fondation La Verticale AME domiciliée à Paris, soit présent un administrateur ou un chercheur de leur pays. La fondation deviendra nécessairement internationale par son financement et le personnel qui la compose.
- **Les entreprises signataires de conventions d'objectifs avec la fondation La Verticale AME.** Chaque année certaines des entreprises, ou fédération d'entreprises, européennes, sud-méditerranéennes, moyen-orientales et africaines, pourraient impulser des travaux d'intérêt général et signer des conventions d'objectifs avec la fondation La Verticale AME.
- **Les institutions financières et organisations internationales.** Des institutions comme la Commission européenne, la BEI, l'ONU, la BEIRD, la BAD et la BADA etc. contribueront à assurer à l'équilibre financier de la fondation en 2020. En ce qui concerne la Commission européenne, elle participe déjà aux financements de deux fondations : la Fondation Anna Lindh, et le Fonds Européen pour la Démocratie (constitué le 20 décembre 2011 afin de promouvoir la démocratie dans les pays d'Europe de l'Est et du Sud). Les institutions financières et internationales peuvent apporter soit des dotations en capital soit des subventions annuelles.

Les fonds seront déposés sur le compte du Fonds de dotation de la fondation La Verticale AME. Les souscripteurs de la fondation signeront une Charte éthique, partie intégrante de la convention d'adhésion.

58 IPEMED Palimpsestes – « Pour une réponse durable et concertée aux défis du Sahel dans le cadre d'une coopération renforcée Afrique-Méditerranée-Europe », décembre 2016.

### **Les statuts, la gouvernance et l'éthique**

Les grandes lignes et les principes de ce que pourraient être les statuts et la gouvernance seront présentés aux partenaires. Au début du processus de négociation, de nombreux points seront encore ouverts. A travers des contacts et des groupes de travail et au fur et à mesure que les soutiens politiques et financiers se préciseront, il s'agira de préciser les termes définitifs des statuts et de la gouvernance.

- **Les exigences de la gouvernance paritaire.** L'IPEMED a mis en place une gouvernance entre les Européens et les PSEM efficace car elle respecte la parité et le décloisonnement des responsabilités. Il y a cinq instances: (i) une Assemblée générale, qui élit des représentants de la société civile pour le Conseil d'administration ; (ii) un Conseil de surveillance, qui rassemble tous les chefs d'entreprises qui soutiennent l'IPEMED et élit des représentants au CA ; (iii) un Conseil d'administration qui est souverain ; (iv) un Comité scientifique qui définit des orientations et valide les contributions ; (v) un Comité d'orientation politique qui valorise sur le plan politique les travaux de l'IPEMED et fait du lobbying. Elles assurent la transparence des décisions et permettent aux différents acteurs scientifiques, politiques et industriels de se rencontrer et d'échanger, et de préparer l'avenir ensemble. L'IPEMED souhaite que les statuts de la fondation reprennent en partie ces organes consultatifs et de gouvernance qui permettent d'assurer la parité Nord/Sud et la parité entreprises/scientifiques/politiques.
- **Les statuts.** A ce stade, les statuts restent à écrire. L'IPEMED dispose des documents suivants : (i) le rapport du cabinet de Jean-Pierre Mignard qui a fait une analyse comparée des différents statuts des fondations de droit français, suisse, luxembourgeois et belge. Considérant que la fondation La Verticale AME doit être internationale – et non pas française – et que le soutien financier de la Commission européenne est très attendu, il est préconisé de choisir les statuts de fondation de droit belge. (ii) Des notes sur les futurs statuts rédigés par deux experts : Madame Bettina Laville, conseillère d'Etat, et Maître Eric Diamantis, avocat international et Vice-Président de l'IPEMED. (iii) les statuts de différentes fondations créées et financées par la Commission européenne, à savoir la Fondation Anna Lindh, la Fondation pour la démocratie (FEDEM) et la Fondation EU-ALC.
- **La charte éthique.** Elle est capitale si l'on veut que l'Axe AME promeuvent des valeurs communes, de nouveaux rapports Nord-Sud et un modèle de développement ambitieux. C'est pourquoi la charte, dont l'annexe 4 propose le contenu, est tout sauf accessible.

## 4. CONCLUSION :

### FACE AU CHAOS D'UNE GLOBALISATION SANS REPÈRES, LA VERTICALE AME EST UN PROJET MOBILISATEUR POUR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE

Le monde est désorienté, les politiques ne savent plus que faire face aux contestations permanentes, le vivre-ensemble ne trouve plus son récit social. Plus que ce tourbillon chronique et ce manque de repères, la sensation qui domine, au moins en Europe, c'est que l'avenir de nos enfants sera plus difficile que le nôtre. « Ça se dégrade » entend-on partout, et pas seulement dans les milieux populaires. Nous sommes tous nerveux. Même dans les grands émergents, la flambée des inégalités est explosive. Dire que cette complexité qui s'accélère nous échappe, ne sert à rien. *Il faut agir* ; mais dans quel sens ? Les peuples n'avancent pas s'ils ne savent pas où ils vont. L'Axe AME est une réponse mobilisatrice à cette attente de sens et d'action solidaire.

#### 4.1. Le projet AME est robuste car il repose sur trois composantes essentielles

Le concept est partageable parce qu'il est robuste, avec une composante réelle, une composante imaginaire et une composante symbolique.

##### ***Une composante réelle : les intérêts économiques et sécuritaires***

En valorisant la proximité et la complémentarité, en conjuguant la sécurité et le développement, en associant la régulation et l'innovation, l'enjeu est de défendre les intérêts à la fois européens, méditerranéens et africains. Pour les Européens il s'agit de ne pas tomber dans la stagnation séculaire promise par le vieillissement. Cela suppose de trouver des relais de croissance. Or ils existent, à proximité. En 2050, la grande région Afrique – Méditerranée – Europe comptera 3 milliards de personnes ; 2 milliards en Afrique subsaharienne où les classes moyennes explosent, 500 millions dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, et 500 millions en Europe. Cela constitue un marché gigantesque. En outre, seule une intégration réussie de cette région apportera un terme au radicalisme et à l'insécurité. Les barbelés n'arrêteront pas les miséreux ni les migrants climatiques. En somme, la région peut apporter aux Européens la prospérité et la sécurité<sup>59</sup>. La place de l'Europe dans le monde passe par la réussite de l'intégration avec son Sud.

Pour les Africains, il s'agit de sortir de la rente, de ne pas être pillés, de transformer sur place les immenses richesses du continent, afin de répondre au défi de l'emploi lié à l'explosion démographique. Par ailleurs l'accès à la sécurité constitue un enjeu bien plus important encore que pour les Européens, car ce sont surtout des Africains qui meurent du mal développement et du terrorisme. L'intérêt de l'Afrique n'est pas tant de faire du commerce que de se développer à travers une économie productive soutenue par la technologie européenne et par l'innovation locale ; les chefs d'entreprise cités dans l'annexe 9 ne disent pas autre chose.

Pour les sud-Méditerranéens, il s'agit de valoriser l'abondance des réserves énergétiques, au Maghreb mais aussi en Méditerranée orientale depuis les récentes découvertes d'hydrocarbures au large de l'Égypte, de Chypre et d'Israël, et dans tout le bassin méditerranéen demain grâce au solaire, pour nourrir l'ambition d'une grande filière énergétique. L'intérêt de ces pays est aussi de tordre le cou le plus vite possible à la dérive fascisante de l'Islam radical. L'ancrage à l'Europe constitue une légitime ambition pour s'éloigner des modèles politiques de l'islamisme, notamment le modèle promu par les Salafistes saoudiens. L'ancrage économique à l'Afrique constitue une légitime ambition pour élargir leurs marchés. L'objectif est de passer d'une Méditerranée marginale et de simple transit, à une Méditerranée centrale, véritable interface productif connectant les hinterlands profonds de l'Europe et de l'Afrique. Les ports égyptiens doivent redevenir le débouché de tout le bassin

59 Guy Teissier et Jean Glavany, coord., 2017, « Notre avenir se lève au Sud », Rapport d'information n°4384, Assemblée Nationale française, Commission des Affaires étrangères.

du Nil, TangerMed doit réussir son pari productif pour viser les marchés africains – autrement dit réaliser la Méditerranée telle que Braudel l'avait décrite.

On décrit souvent cette région comme la concentration de tous les problèmes. On oublie de dire qu'elle recèle aussi de toutes les solutions pour faire face, ensemble, aux transitions démographique, économique, technologique, énergétique et climatique. La condition, c'est de ne pas en laisser les fantastiques ressources à la disposition du G2, et de réussir entre Européens, Méditerranéens et Africains une intégration régionale en profondeur, et non pas superficielle c'est-à-dire par le seul libre-échange commercial. Une intégration en profondeur suppose le redéploiement de l'appareil de production, le partage de la chaîne de valeur, la fin du surplomb du Nord sur le Sud, l'existence de normes convergentes et de régulations communes.

### ***Une composante imaginaire : la représentation du monde en « quartiers d'orange »***

La Verticale AME relève d'une vision du monde, celle de la constitution de grandes régions Nord-Sud, qui forment des quartiers d'orange méridiens. Les trois régions européenne, méditerranéenne et africaine sont synchrones et culturellement proches, parce qu'elles reflètent une proximité géographique, historique et culturelle.

Pour les Européens, cette vision commune consiste à retourner de manière positive l'obsession des risques d'invasion<sup>60</sup>, à retrouver les chemins de la confiance et de l'ouverture. Aujourd'hui, la vision du monde qui s'impose en Europe est celle du repli derrière les barbelés et les murs, et de menaces multiformes venues des voisinages. Il faut dire aux Européens que non seulement l'Afrique est entrée dans l'histoire, mais qu'elle est aussi entrée dans l'économie mondiale.

Pour les sud-Méditerranéens, elle consiste à passer d'une Méditerranée marginale à une Méditerranée centrale. Comme le dit Fathallah Oualalou, « *il est opportun de promouvoir le grand projet de La Verticale (Afrique, Méditerranée, Europe) parce qu'il accorde une place centrale à la Méditerranée* »<sup>61</sup>. Cette représentation du monde redonne à ces pays la fierté d'être le pivot d'une grande région mondiale, en tournant le dos à plusieurs siècles d'humiliation et de déclin. Il faut le rappeler : les Maghrébins sont de plus en plus fiers d'être des Africains.

Pour les Africains, elle consiste à assumer leurs liens historiques avec l'Europe, mais dans un retournement de situation singulier dans lequel l'Europe a davantage besoin de l'Afrique que l'Afrique n'a besoin de l'Europe. La région AME est une façon de se représenter l'Afrique comme la locomotive<sup>62</sup> de ce qui peut devenir la première région mondiale, et non plus comme le territoire du sous-développement par excellence. C'est le sens de l'appellation AME qui commence par l'Afrique et non pas par l'Europe : Afrique – Méditerranée – Europe. Elle est une façon de redire, aussi, que le 21<sup>ème</sup> siècle sera le siècle de l'Afrique.

Il faut donc réécrire le logiciel en insistant (i) sur les ressources de cette grande région, (ii) sur ce que les Asiatiques et les Américains ont réussi à faire entre leur Nord et leur Sud, (iii) sur les bienfaits de la réunion annuelle régulière de tous les chefs d'Etat et de gouvernement des Amériques et des pays asiatiques. Bref, en disant que les quartiers d'orange – les régions Nord-Sud diront les scientifiques – sont la nouvelle grammaire géographique du monde d'aujourd'hui et de demain.

60 Voir Hervé Le Bras, 2016, « Quelles migrations de remplacement des PSEM et de l'Afrique subsaharienne vers l'Union européenne à l'horizon 2050 », rapport pour Ipemed.

61 op. cit.

62 Christian Hiller Von Gaertringen – « Afrika ist das Neue Asien – ein kontinent im aufschwung ». Hoffman undcampe Verlag, Hambourg 2014.

### **Une composante symbolique : des valeurs communes**

Ce que nous avons appris de nos amis du Sud de la Méditerranée, c'est qu'ils n'acceptent pas de limiter les rapports Nord/Sud à la seule dimension économique. Il faut aussi, nous ont-ils toujours dit, de l'affection, de la confiance et des valeurs communes. Cette demande est aussi celle des Africains par rapport aux Européens. C'est une demande forte car il faut prendre conscience du discrédit de l'Europe aux yeux de ses voisins : le modèle européen est envié, mais le comportement des Européens en Afrique ou en Méditerranée ressemble, disent-ils, à un double langage, parfois à du mépris, souvent à un simple opportunisme. Autrement dit les valeurs sont proclamées mais elles ne sont pas appliquées.

Il s'agit donc de s'engager collectivement pour un développement productif, inclusif et durable. On pourra penser que ce sont des mots que tout le monde dit toujours. Certes. Mais à la COP21 et à la COP22 les Européens, les Méditerranéens et les Africains ont fait cause commune face aux Chinois et aux Américains. On peut donc avancer ensemble pour définir des préférences collectives régionales fondées sur le long terme, l'intérêt général, le rôle des autorités publiques dans la régulation, la parité dans les relations internationales.

Sur la composante symbolique, risquons un autre argument. Concernant la question fondamentale des rapports entre l'individu et le groupe social, on peut, certes schématiquement, distinguer nos trois régions. En Asie orientale, le tout l'emporte sur les individus, l'holisme sur l'individualisme dirait Louis Dumont. Le maître-mot est l'harmonie, les États sont la puissante émanation de cette prééminence du collectif. À l'opposé, dans les Amériques, notamment au Nord, l'accent est mis sur l'émancipation individuelle. On peut dire que notre quartier d'orange AME est à mi-chemin.

Allons plus loin. Les Européens, les sud-Méditerranéens et les Africains ont ceci de commun qu'ils refusent de se laisser dépasser par les événements et les nouvelles puissances, et qu'ils sont en quête d'espérance, de changement. Les Africains veulent croire que leur moment est venu, les sud-Méditerranéens que la domination des régimes autoritaires et de la rente va finir, les Européens que la globalisation libérale a atteint ses limites et que nous entrons dans une nouvelle phase historique. Cet immense besoin de changement est le commun dénominateur des peuples de la région AME.

La construction de la région AME suppose donc un New Deal, qui doit faire l'objet d'une concertation qu'une conférence internationale devra sans doute valider. Ce New Deal devrait être, à la fois :

- Un changement de vision : celle des quartiers d'orange se substituant à des pays isolés dans la mondialisation ; celle du long terme au lieu du court termisme qui domine en Afrique, en Méditerranée et, de plus en plus, en Europe ; celle du sens au lieu du chaos ;
- Un changement de paradigme : l'Afrique n'est pas une menace mais une opportunité historique ;
- Un changement de comportement pour les Européens, pour les sud-Méditerranéens ou les Africains ;
- Un changement de méthode : d'abord en partant des besoins des populations du Sud et non des certitudes – et souvent des ignorances – des Européens ; ensuite en remplaçant, en partie, le commerce par la production sur place.

## 4.2. Le moment est opportun

L'Europe n'est pas aboutie qu'elle est déjà dépassée, car l'échelle des enjeux la dépasse. C'est parce qu'elle se perd en débats internes qu'elle ne prend pas les enjeux de vaste dimension à son compte : migrations mondialisées, terrorisme, abandon du Sahel, révolution numérique...

- Sur le plan géopolitique : face au nouveau rapport économique qui se noue entre les États-Unis et la Chine autour du Pacifique, l'Europe et l'Afrique ont intérêt, pour ne pas être marginalisés, à s'unir pour constituer une grande région qui compte à l'échelle mondiale. « *Ensemble, pesons dans le monde du XXIème siècle* ».
- Sur le plan économique : l'Europe est menacée de stagnation. Les pays méditerranéens du Sud et de l'Est sont aux prises avec leurs transitions. L'embellie de l'Afrique pourrait se révéler éphémère car, si le mouvement de transformation est profond (jeunesse, élite, richesses naturelles) les freins restent néanmoins puissants (pouvoirs publics peu engagés dans les réformes, base productive encore faible, chômage alarmant des jeunes). Pourtant ces trois espaces AME sont les plus riches au monde en termes de démographie, d'énergie, et d'innovation, mais leur insuffisante coopération les affaiblit. Les grandes régions Nord-Sud étant les territoires de l'économie d'aujourd'hui, leur intégration est une nécessité. « *Ensemble, retrouvons le chemin du codéveloppement inclusif et de la coproduction* ».
- Sur le plan technologique : la troisième révolution industrielle qui associe l'économie numérique, la transition énergétique, l'économie collaborative et les circuits courts offre des opportunités multiples à ces trois espaces, qui d'un autre côté pourraient fort bien se trouver marginalisés par la puissance du GAFAM. « *Ensemble, réussissons la nouvelle révolution industrielle* ».
- Sur le plan politique : il est nécessaire de relever ensemble des défis communs. Dans la déclaration politique du sommet des Chefs d'Etat Europe/Afrique à Malte les 11 et 12 novembre, il est dit : « *Nous sommes conscients du degré élevé d'interdépendance entre l'Afrique et l'Europe lorsqu'il s'agit de faire face à des défis communs qui ont des répercussions sur la migration (...) Nous prenons l'engagement de faire face à ces défis d'une manière concertée* ». Face aux migrations, le tout sécuritaire ne suffit pas ; face au terrorisme et au chômage des jeunes, le chacun pour soi ne suffit pas ; face au réchauffement climatique, la solidarité et la mutualisation des moyens sont source de progrès. « *Ensemble, apportons des solutions communes à des défis communs* ».

## 4.3. Osons

Mais pour réussir il faut pouvoir oser dire et agir en faveur d'une grande région intégrée. C'est la meilleure réponse possible non seulement aux besoins des populations, mais aussi aux remises en cause de la globalisation libérale et aux tentations du repli xénophobe.

### **Osons dire**

Osons dire que le temps des économies nationales fermées est révolu. Osons être fiers de l'Europe, ce pôle de développement démocratique qui reste une référence pour les sud-Méditerranéens et les Africains. Dénoncer son repli actuel, les erreurs et les ambiguïtés de sa politique de voisinage, ne doit pas nous le faire oublier.

Osons dire que la globalisation libérale dérégulée a causé bien des dégâts, mais qu'il n'y aura pas de démondialisation. La mondialisation se poursuivra différemment, et, surtout, la régionalisation se développera car les transformations économiques à l'œuvre vont dans le sens de la proximité. A côté des quartiers d'orange d'Asie orientale et des Amériques, il faut au plus vite construire la grande région Afrique – Méditerranée – Europe si l'on veut un monde vraiment multipolaire.

Osons dire que le commerce international de marchandises décroît et est remplacé par la production locale de biens-services dans les pays importateurs, au Sud mais aussi au Nord.

Osons dire que l'Europe doit protéger ses emplois face à l'Asie.

Osons dire, comme Malraux, que le destin de l'homme est d'être un producteur et non pas un simple consommateur.

Que les Européens osent dire que leur avenir passe par le Sud, qu'il faut « mettre cap au Sud » ne serait-ce que pour des raisons économiques (les marchés sont au Sud) et sécuritaires. Osons admettre que les intérêts chinois vont s'amplifier en Afrique avec leur dorsale transsaharienne et leurs millions d'emplois délocalisés. Osons dire que l'Europe a de la chance d'avoir à son Sud le plus grand potentiel de croissance du monde avec la Méditerranée et l'Afrique. Osons redire que le 21<sup>ème</sup> siècle sera le siècle d'une Afrique entreprenante, qui concentre déjà la moitié des pays à plus forte croissance de la planète. Osons dire que l'Europe a besoin de l'Afrique davantage que l'Afrique a besoin de l'Europe. Osons donner de l'importance au projet du gouvernement allemand « L'Afrique et l'Europe : un nouveau partenariat pour le développement, la paix et l'avenir. Jalons d'un Plan Marshall pour l'Afrique », qui a servi de base à la préparation du G20 de juillet 2017.

Que les sud-Méditerranéens (Arabes, Turcs, Israéliens) et les Africains osent dire : nous voulons une relation privilégiée avec l'Europe, nous voulons un ancrage dans une grande région commune.

Osons reconnaître que le Printemps arabe est une opportunité pour ces sociétés, une transition obligée mais qui prendra plusieurs décennies. L'Islamisme radical traduit la difficulté de cette transition, mais il s'éteindra avec elle. Là comme ailleurs, la barbarie n'aura qu'un temps. Osons dire que les convulsions dans le monde musulman ne sont pas la manifestation de ce qui serait une altérité radicale, mais au contraire le signe d'une convergence tendancielle des civilisations : aucune religion ne peut faire obstacle à l'émancipation des individus et notamment des femmes, à la baisse de la fécondité et à l'accroissement de l'alphabétisation.

Osons dire que l'Afrique ne se réduit plus au pétrole, au gaz, au phosphate, au cacao, aux minerais, à l'uranium et aux diamants. L'Afrique est une terre d'entrepreneurs.

Osons dire que l'Afrique n'est pas en soi une bombe démographique mais que c'est la jeunesse africaine par sa masse et par son impatience à trouver un emploi et s'émanciper culturellement et politiquement qui constitue le levier de la rupture à venir.

Osons dire que les Européens, les sud-Méditerranéens et les Africains doivent adopter un comportement de partage. Osons dire que l'approche économique, aussi essentielle qu'elle soit, ne peut être séparée du partage de valeurs.

### ***Osons agir***

Que les Européens osent se projeter à l'extérieur pour retrouver une dynamique à l'intérieur. Là où il n'y a pas de projets il n'y a que des rivalités.

L'Europe doit avoir une politique arabe et africaine cohérente, et non plus suiviste de celles des Etats-Unis aujourd'hui et demain des créanciers chinois. Osons profiter du trouble que Trump apporte à l'Amérique pour renforcer l'intégration Afrique – Méditerranée – Europe. Mais osons bâtir notre grande région commune sans la diriger contre les autres régions.

Osons développer, ensemble, cette région afin d'éviter la multiplication des migrations de la misère. Si l'on ne veut pas de migrations incontrôlées vers l'Europe il faut que le capital du Nord descende au Sud et contribue au développement.

Osons valoriser la fantastique complémentarité de la région AME, bien plus grande que dans les deux autres grandes régions mondiales : en 2030 les Européens seront la population la plus âgée du monde (âge médian 45 ans), les Africains la plus jeune du monde (âge médian 21 ans). La réponse n'est ni le renfermement ni la prédation, c'est la coproduction et l'ouverture. Osons substituer à l'approche administrative des « migrations » une approche économique des mobilités.

Les implantations industrielles en Afrique du Nord sont profitables pour tous à long terme. Osons les mettre en œuvre, dans une finalité qui est le contraire de délocalisations. Osons faire des pays du Sud les Dragons de l'Europe. Osons tirer parti des délocalisations massives qui vont quitter la Chine pour l'Afrique. Ayons conscience de la puissance des intérêts chinois dans cette grande région, et osons coopérer avec eux, parce que le développement vaut mieux que le terrorisme.

Osons construire une région AME suffisamment grande pour assurer l'efficacité économique, mais suffisamment protégée commercialement pour maintenir nos préférences collectives.

Osons mener, simultanément, des actions pour la sécurité et pour le développement. Osons aborder cette sécurité sous ses multiples facettes : sécurité des personnes et des biens, mais aussi sûreté des médicaments, sécurité de la qualité alimentaire et des approvisionnements énergétiques.

Osons construire une grande région qui, contrairement à l'Asie orientale ou aux Amériques, ne se limitera pas au business, mais sera productrice de valeurs communes, d'intérêt général, d'Etat de droit, d'égalité et de solidarité.

Osons renoncer à tout surplomb du Nord sur le Sud et osons mettre en acte le principe selon lequel « la démocratie ça ne s'exporte pas : ça s'importe » (Jacques Ould Aoudia). Osons, y compris pour les décisions les plus stratégiques, associer aux acteurs publics les entreprises et les acteurs de la société civile. Osons, y compris pour les décisions les plus stratégiques, associer les Africains aux sud-Méditerranéens et aux Européens.

Osons concentrer sur la Méditerranée et l'Afrique la multitude d'efforts dispersés des pays européens en matière de formation et de coopération internationale.

Le Sommet Afrique-Europe de 2015 à Malte entendait « *poursuivre la réflexion stratégique en vue de promouvoir une intégration économique régionale entre les pays européens, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée et les pays subsahariens* ». Osons faire de la fondation La Verticale AME la réponse à cette demande. Osons suivre une stratégie de long terme sans s'effrayer du chaos actuel et des incertitudes de court terme. Le bon investissement se fait à contre-cycle : j'achète au son du canon et je vends au son du clairon. C'est pendant le trouble contemporain que se nouent les partenariats de demain.

## 1. Les outils politiques de l'intégration régionale

### **Amériques : le rôle irremplaçable de l'organisation des Etats Américains (OEA)** (source diplomatique)<sup>63</sup>

L'Organisation des Etats Américains a été créée en pleine guerre froide, en 1948, par la Charte de Bogota. Elle a succédé à l'Union Internationale des Républiques Américaines, fondée en 1890. L'OEA est vite devenue un forum de dialogue et de décision du continent sur les questions politiques, économiques, sociales et culturelles et, en particulier, en matière de sécurité, de démocratie, de maintien de la paix et de prévention des conflits. Le Canada et les Etats caraïbes ont rejoint l'OEA en 1990-1991. L'Organisation regroupe aujourd'hui les 35 Etats du continent (même si Cuba, suspendu de 1962 à 2009 pour cause de révolution castriste, refuse d'y revenir). Depuis mai 2015, son Secrétaire Général est M. Luis Almagro, ancien Ministre uruguayen des Affaires Etrangères. Il souhaite construire une OEA « au service de tous les Américains », donnant « plus de droits pour plus de gens », appelant les États-membres à combattre toute discrimination de sexe, de religion, d'origine sociale, ethnique ou migratoire. Il a promis de moderniser le fonctionnement de l'Organisation. Il veut aussi lui redonner une « crédibilité politique absolue », dans un contexte continental marqué par la concurrence d'organisations comme la CELAC, l'UNASUR, le Mercosur et l'Alliance du Pacifique et par la crise vénézuélienne qui divise le continent (le Venezuela a annoncé son retrait de l'OEA...mais s'y présente toujours).

L'OEA s'est dotée d'organes spécialisés :

- **L'Organisation Panaméricaine de la Santé (OPS)** –antérieure – trouve son origine dans une résolution de la Conférence de Mexico (janvier 1902). Liée à l'OMS, comme organisation régionale, l'OPS coordonne les efforts accomplis par les Etats Américains pour combattre les maladies, améliorer l'espérance de vie et la santé des habitants. Sa Conférence sanitaire panaméricaine, organe suprême dans lequel tous les gouvernements membres sont représentés, siège tous les quatre ans, définit la politique générale et élit le Directeur. Par délégation, le Conseil de Direction siège une fois par an et approuve les programmes et le budget de l'OPS. La France participe à ses sessions, avec droit de vote.
- **La Commission Interaméricaine de lutte contre l'Abus des drogues (CICAD)**, équivalent régional du Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, a été créée en 1986. Rassemblant les 35 Etats membres de l'OEA, elle tient deux sessions par an auxquelles la France participe en qualité d'observateur permanent.
- **La Commission interaméricaine de lutte contre le terrorisme (CICTE).**

En outre, l'OEA a développé un système interaméricain de protection des droits de l'Homme.

- La Charte de 1948 des droits fondamentaux, la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'Homme adoptée en 1948 et la Convention américaine relative aux droits de l'Homme (entrée en vigueur en 1978), également connue sous le nom de Pacte de San José, ont donné naissance au système interaméricain des droits de l'homme. Le Pacte de San José a été ratifié par 25 États-membres de l'OEA. Les États-Unis, le Canada et plusieurs petits Etats de la Caraïbe ne l'ont jamais ratifié. Le Venezuela (en 1998) et Trinité-et-Tobago (en 2012) ont dénoncé la Convention. La Convention américaine relative aux droits de l'Homme instaure un mécanisme de contrôle juri-

63 Source diplomatique.

dictionnel des droits au travers de la Cour interaméricaine des droits de l'Homme et élargit le mandat de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme, créée par la Charte de l'OEA. Ces deux institutions constituent le cœur quotidien du système interaméricain de promotion et protection des droits de l'Homme.

- **La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH)**, créée en 1959 à Washington D.C., est un organe statutaire et consultatif de l'OEA pour la promotion des droits de l'homme. Elle agit également en tant qu'organe de contrôle de l'application de la Convention américaine des droits de l'homme. Elle est notamment compétente pour recevoir des plaintes individuelles (une fois les recours internes épuisés) effectuer des visites, adopter des mesures de protection, organiser des audiences thématiques. La CIDH s'est avérée être un élément clé des transitions démocratiques.
- **La Cour interaméricaine des droits de l'homme (Cour IDH)** fut établie en 1979. Elle est basée à San José de Costa Rica. Sa compétence peut être consultative ou contentieuse. Seule la CIDH peut saisir la Cour et elle ne peut le faire que pour les affaires concernant des Etats parties à la Convention qui ont reconnu la compétence de la Cour. La Cour IDH est également compétente pour connaître des différends interétatiques.

A noter aussi :

- **La Commission interaméricaine des femmes.** Etablie en 1928, la CIM est le premier organe inter-gouvernemental créé pour assurer la reconnaissance du droit des femmes. La CIM constitue le principal forum d'échanges et de réflexions sur les politiques publiques en matière de droit des femmes et d'égalité de genre dans les Amériques.
- **L'Institut interaméricain de l'enfant** (incorporé à l'OEA en 1949), qui a pour mission de promouvoir la résolution des problèmes relatifs à la maternité, l'enfance, l'adolescence et la famille dans les Amériques.

L'OEA et la France.

Depuis 1972, la France possède le statut d'Observateur permanent au sein de l'OEA (à ce jour l'OEA accueille 68 Etats observateurs, dont 3 –Espagne, France, Italie – sont représentés par un ambassadeur). Ses priorités sont :

- La valorisation de la présence historique et géographique sur le continent.
- La promotion des droits de l'homme : peine de mort, violence contre les femmes, situation des LGBTI, etc. Ceci implique un appui budgétaire à la CIDH et la CIM.
- La promotion de la francophonie (le français est l'une des quatre langues de travail).

Commentaire :

L'OEA est irremplaçable. Mais elle est confrontée à deux difficultés majeures : sa faiblesse budgétaire qui la place sous perfusion américaine (60% du budget, jusqu'à quand ?) et sa division à la suite de la « révolution bolivarienne ». Cette situation ne lui permet pas d'engager, dans des conditions optimales, un dialogue avec d'autres organisations régionales dans d'autres parties du monde.

En ce qui concerne l'IPEMED, l'OEA nous offre une caisse de résonance pour promouvoir nos idées (ex : climat), et nous n'y comptons que des amis.

## **Asie orientale : les « East Asia Summits » sont devenus l'outil politique de l'intégration régionale (source Wikipedia)**

Des sommets annuels de haut niveau.

- Les Sommets de l'Asie orientale (East Asia Summit, EAS) sont des réunions pan-asiatiques qui se tiennent chaque année entre les dirigeants de 16 puis 18 pays de l'Asie orientale et de la région proche, pour promouvoir l'intégration régionale.
- L'idée de ces sommets est apparue en 1991 à l'initiative du premier ministre de Malaisie, Mahathir bin Mohamad, qui souhaitait défendre les intérêts de l'Asie orientale face aux Occidentaux. Premier groupement stratégique à l'échelle de la région d'Asie orientale, c'est l'Asean + 3 qui lança le groupe de travail qui mit ces sommets sur pied, donnant à l'Asean le leadership sur leur organisation. Les pays membres devaient initialement être ceux de l'Asean+3, mais l'Inde, l'Australie et la Nouvelle Zélande furent invitées, dès le premier sommet élargissant ainsi l'aire géographique de la région. Par la suite, les Etats-Unis et la Russie devinrent membres à partir du 6<sup>ème</sup> sommet (2011).
- Le premier sommet s'est tenu à Kuala Lumpur en décembre 2005, le second à Cebu City aux Philippines en janvier 2007, le troisième à Singapour en novembre 2007. Les réunions suivantes se tinrent après les réunions annuelles des dirigeants de l'Asean. Au total on compte onze sommets, le dernier datant de septembre 2016 (Ventiane, Cambodge).
- Des tensions entre pays-membres ont, à plusieurs reprises, ralenti les travaux. C'est ainsi que le quatrième sommet fut reporté plusieurs fois en raison d'une situation intérieure tendue en Thaïlande et de différends frontaliers avec le Cambodge. Mais le sommet finit par se tenir (2009).

Les sujets traités sont ceux d'une intégration économique en profondeur.

- Les échanges économiques sont un sujet majeur des sommets. Dès le deuxième sommet, les pays membres se sont entendus pour lancer le projet d'une intégration économique approfondie : le *Regional Comprehensive Economic Partnership for East Asia*. Ce RCÉP fut officiellement lancé lors du septième sommet (2012). Il concerne les pays de l'Asean + 6, c'est-à-dire incluant l'Inde, la Nouvelle Zélande et la Chine. Il porte notamment sur le libre-commerce de biens et de services, l'investissement, la coopération technique, la propriété intellectuelle, l'arbitrage.
- Six autres priorités thématiques montrent que l'intégration régionale envisagée est bien une intégration en profondeur. Celles-ci incluent éducation, santé, gestion des risques et catastrophes naturelles, environnement et énergie, finances, connexion régionale par les réseaux terrestres et maritimes. Les sommets traitent également de sujets comme la non-prolifération, ou la réponse concertée face aux défis des migrations dans les pays en crise et du trafic d'êtres humains.
- Par ailleurs, c'est un de ces sommets, le deuxième (2007), qui accepta le principe d'un think tank dédié à l'intégration économique régionale, dont l'idée avait été proposée par le Japon, et qui conduisit à la création de l'*Economic Research Institute for Asean and East Asia* (ERIA).

Une vision à long terme : la Communauté Est Asiatique.

- Le projet de Communauté Economique d'Asie orientale a été esquissé au tournant du 21<sup>ème</sup> siècle. L'Asean+3 en a fait avancer l'idée, notamment à travers la coopération financière (Chiang Mai Initiative) et le projet d'Union monétaire asiatique. Les Sommets d'Asie Orientale se sont à leur tour saisis de l'idée de Communauté.
- Ce projet de Communauté reste un projet de long terme, sans qu'il soit possible d'en estimer la probabilité de succès. Sur ce sujet, les analystes occidentaux sont en général plus dubitatifs que les Asiatiques – mais les analyses occidentales de l'Asie orientale ne perçoivent pas toujours les subtilités politiques d'une région qui s'intègre toujours davantage, malgré les nombreux contentieux entre ces pays.

***Région AME : un outil à créer.***

La région AME ne dispose pas d'outil politique dédié à l'intégration de la région.

## 2. Les commissions économiques de l'ONU dans la région AME : la dispersion par continent

La Région AME ne fait pas l'objet d'une réflexion d'ensemble. Pire, elle est segmentée en trois tronçons par les trois Commissions de l'ONU.

### **La commission économique pour l'Afrique (UNECA)**

#### 1. Informations générales

Siège : Addis-Abeba (Éthiopie)

Contacts : Menelik II Ave. B.P. 3001, Addis-Abeba, Ethiopie Tél: 251-11-544-5000

Fax: 251-11-551-4416

Responsable : Dr. Abdalla Hamdok (Secrétaire exécutif par intérim)

Site internet : <http://www.uneca.org/fr>

#### 2. Mission, objectifs, attributions, moyens d'action

Créée en 1958, l'UNECA est composée des 54 États Africains.

Son mandat : appuyer le développement économique et social de ses États membres, encourager l'intégration régionale et promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique.

Deux moyens d'action : la recherche sur les politiques et la diffusion du savoir dans sept thématiques prioritaires :

- La politique macroéconomique ;
- L'intégration régionale et commerciale ;
- Le développement social ;
- Les ressources naturelles ;
- L'innovation et technologie ;
- Le genre ;
- La gouvernance.

La commission organise diverses conférences dans ces thématiques. Elle participe aussi au renforcement des capacités à-travers son Institut africain de développement économique et de planification. Ses centres africains se consacrent à trois thématiques : le développement des minéraux, les politiques en matière de climat, les politiques commerciales les statistiques.

#### 3. Intérêts pour Ipemed et la fondation La Verticale AME

Parmi les commissions économiques créées par l'ECOSOC, l'UNECA est la seule qui a pour mandat d'opérer aux niveaux régional et sous régional pour mobiliser des ressources et les mettre au service des priorités de l'Afrique. Ceci en fait un acteur potentiel d'influence dans le cadre du programme d'action 5 de la fondation. De plus, dans l'optique d'une coopération, il est possible de tirer profit de ses centres et ressources informationnelles (programmes d'action 1 et 2). C'est aussi une partie prenante potentielle crédible des programmes d'action 3 et 4 de la fondation.

## **La commission économique et sociale pour L'Asie Occidentale (ESCWA)**

### 1. Informations générales

Siège : Beyrouth (Liban)

Contacts: P.O. Box 11-8575, Riad el-Solh Square, Beirut, Lebanon, Tel: +961-1-981301,

Fax: +961-1-981510

Responsable : Mme Rima Khalaf (Secrétaire Exécutive)

Site internet : <https://www.unescwa.org/>

### 2. Mission, objectifs, attributions, moyens d'action

Créée en 1973, la Commission a pour mission d'offrir un cadre général pour la formulation et l'harmonisation des politiques sectorielles des 18 pays membres. Elle leur offre aussi un espace de coordination de leurs politiques publiques, d'échanges d'expertise et d'informations. Elle est dotée de commissions sectorielles chargées de ses thématiques prioritaires :

- Les statistiques ;
- Le développement social ;
- L'énergie ;
- Les ressources hydrauliques ;
- Les transports ;
- La libéralisation du commerce international, la mondialisation et le finance du développement ; des pays membres ;
- Les femmes ;
- Les technologies au service du développement.

La commission organise diverses conférences et séminaires sur ces thématiques.

### 3. Intérêts pour Ipemed et la fondation

Les pays arabes membres de l'ESCWA se situent dans la zone géographique couverte par la fondation : l'AME. Il est possible de tirer profit de ses centres et ressources informationnelles et statistiques (programmes d'action 1 et 2). C'est aussi une partie prenante potentielle crédible des programmes d'action 3 et 4 de la fondation.

## **La commission économique pour l'Europe (UNECE)**

### 1. Informations générales

Siège : Genève (Suisse)

Contacts : Palais des Nations, Avenue de la Paix 8-14, 1211 Geneva, Suisse, Tel: +41 22

917 44 44 Fax: +41 22 917 05 05

Responsable : Amb. Christian Friis Bach (Secrétaire Exécutif)

Site internet : <http://www.unece.org/info/ece-homepage.html>

### 2. Mission, objectifs, attributions, moyens d'action

Créée en 1947, elle a pour mission de renforcer l'activité et les relations économiques en Europe et avec le reste du monde. Elle est composée de 56 États membres. Un réseau de plus de 70 organisations professionnelles internationales et autres ONG prend part à ses activités. Ses thématiques prioritaires sont :

- Le dialogue stratégique ;
- La négociation d'instruments juridiques internationaux ;
- Le développement de normes et de régulations ;
- L'échange de bons procédés et de l'expertise technique économique ;
- La coopération technique avec les pays dont l'économie est en transition.

La commission propose ou participe à la négociation de diverses conventions internationales dans ces thématiques. La CNECE est dotée d'une conférence Européenne des statistiques et de 7 commissions sectorielles :

- Les politiques environnementales ;
- Le transport intérieur ;
- Les énergies renouvelables ;
- Les normes et standards commerciaux ;
- Les forêts et industries forestières ;
- L'urbanisation et la gestion du territoire ;
- Les innovations, la compétitivité et le partenariat public-privé.

### 3. Intérêts pour Ipemed et la fondation

La CNECE est une partie prenante potentielle crédible des programmes d'action 1, 3 et 4 de la fondation. Il est possible de tirer profit de l'espace et de l'expertise qu'elle offre dans les thématiques qui intéressent la fondation. Sa capacité à produire des normes juridiques obligeant les États membres peut-être un atout dans le cadre d'une collaboration future.

### 3. Courtes présentations de la CEPALC, de l'ERIA, et de ce que serait la fondation La Verticale AME

#### **CEPALC (Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes)**

##### **Origine**

La Commission Economique pour l'Amérique Latine a été créée en 1948 par la résolution du Conseil Economique et social 106 de l'ONU pour accélérer la reconstruction et la transition économique et politique des pays d'Amérique Latine. Son siège se situe à Santiago du Chili. La CEPAL a été un lieu de résistance pendant les périodes de dictature et de révolutions qui ont secoué l'Amérique latine. « *Laboratoire* » des politiques latino-américaines, elle produit régulièrement des rapports économiques et influence les gouvernements d'Amérique du Sud. Elle a accueilli en juillet 1984 les Caraïbes et prend le nom de la CEPALC.

##### **Organisation**

La CEPAL est l'une des cinq commissions régionales des Nations Unies. Elle comporte 700 chercheurs, essentiellement économistes, et est dotée d'un budget de 40 millions de dollars par an. Outre son siège à Santiago, elle possède cinq antennes régionales, des bureaux à Buenos Aires, Brasilia, Montevideo, Bogota ainsi qu'un bureau de liaison à Washington. Elle représente les 33 pays du sous-continent d'Amérique du Sud et s'est progressivement élargie à 11 pays associés, dont les Etats-Unis, le Canada et certains Etats européens.

##### **Idées novatrices**

A ce sujet nous pouvons citer la théorie du développement endogène associée au protectionnisme douanier ; la remise en cause de la division internationale du travail entre le centre et la périphérie ; la promotion du commerce intra-régional fondé sur la complémentarité et la proximité ; la politique de développement industriel et de substitution aux importations ; la politique de diversification des exportations ; l'intérêt pour la recherche industrielle et la démarche prospective.

Tous ces concepts ont assuré la promotion d'une économie de type keynésien par opposition au libre-échange que prônait le Nord de l'Amérique.

##### **Le creuset intellectuel et politique**

La CEPALC a été le lieu de rassemblement et de brassage des nouvelles élites économiques du continent sud-américain, de fortes personnalités y ont été chercheurs et ont longtemps animé des séminaires comme Raul Prebisch, qui fut le premier directeur de la CEPAL et le premier gouverneur de la banque centrale d'Argentine, ou encore Celso Furtado, Ministre de la planification du Brésil. La commission forme les cadres pour les administrations de tous les pays sud-américains. Elle constitue un lieu de résistance aux dictatures et aux coups d'état, et à la volonté hégémonique et libérale des Etats-Unis. La directrice, Mme Alicia Barcena considère que la CEPALC est un « *foyer de civilisation* ».

##### **Les missions de la CEPAL**

Avec des missions très diverses, la CEPAL :

- Produit essentiellement des études économiques de type transversales (développement, intégration régionale, commerce, production, développement social, planification, etc.) ;
- Se spécialise dans des travaux de prospective et de construction de l'avenir ;

- Produit chaque année des outils statistiques de comparaison des 35 États d'Amérique du Sud ;
- Joue un rôle central dans le développement d'une conscience continentale sud-américaine ;
- Permet le brassage des élites publiques et privées ;
- Mène une activité de conseil aux gouvernements, avec une grande influence ;
- Travaille en synergie avec la Banque Interaméricaine de Développement.

## **L'ERIA (Institut de recherche économique pour l'Asean et l'Asie Orientale)**

### **Origine**

L'institut de recherche économique pour l'Asean et l'Asie orientale est une organisation internationale inaugurée en mai 2008 – après une proposition faite par le Japon lors du sommet de l'Asean à Cebu (décembre 2006-janvier 2007) et une ratification lors du sommet de Singapour en novembre 2007 par 16 États. Le Japon par l'intermédiaire de son Ministre de l'Economie Toshihiro Nikai formule l'idée de créer un think-tank qui permettrait de construire l'équivalent asiatique de l'OCDE. Les États-Unis se sont d'abord fortement opposés à un projet de partenariat économique couvrant toute la région et dont ils seraient exclus, apportant de fait leur soutien à l'APEC. Installé au sein du Secrétariat de l'Asean à Jakarta, la tâche de l'ERIA est d'examiner le projet japonais de partenariat économique étendu en Asie orientale<sup>64</sup>.

### **Organisation**

A part son instance principale de gouvernance, pôle principal de décision, l'ERIA est porté par des experts internationaux, principalement économistes. On recense parmi ses instances de gouvernance le Conseil consultatif académique (AAC) composé d'experts issus de toute la région et d'universitaires, de représentants d'institutions de recherche, du secteur privé, des organisations internationales et non gouvernementales. Ils fournissent un rôle de conseil et de support à l'exécutif à propos du programme de travail annuel, de l'évaluation des travaux de recherche et de la performance des chercheurs. Leur première réunion a eu lieu en 2009.

### **Idées novatrices**

L'un des objectifs principaux de l'ERIA est de construire et de renforcer les politiques liées à la recherche et au développement dans les pays les moins développés de la région asiatique. Les recherches de l'ERIA couvrent de nombreux domaines tels que le commerce et les investissements, la mondialisation, le développement durable, le développement social et humain, le développement d'infrastructures et les questions liées à l'énergie.

### **Le creuset intellectuel et politique**

Pour permettre la diffusion de ses idées et de ses travaux, ainsi que pour trouver des financements, ERIA organise des séminaires dans la grande région asiatique. Cela permet également de nourrir le sens d'appartenance à une même communauté régionale. ERIA publie des rapports, des comptes rendus de débats et des *policy briefs* qui présentent les recommandations principales et ses idées. La Newsletter bimensuelle ERIA permet de suivre l'évolution des thèmes de recherche et autres activités. L'ERIA est au centre d'un réseau d'Instituts de Recherche (RIN) qui, depuis 2009, réunit les centres de recherche dans toute l'Asie de l'Est. Ce maillage est reconnu comme étant la clé de la réussite des travaux de recherche couvrant toute la région, permettant de récolter des informations sur les pays concernés, de mutualiser les informations stratégiques à destination des élites et décideurs de la région.

<sup>64</sup> Comprehensive Economic Partnership in East-Asia (CEPEA) dont le projet est d'associer 16 pays de la communauté d'Asie orientale (Asean 10 + Australie, Chine, Corée du Sud, Inde, Japon et Nouvelle Zélande).

Les principaux bureaux associés à l'ERIA sont situés à :

Brunei Darussalam .....	Brunei Darussalam Institute of Policy & Strategic Studies (BDIPSS)
Cambodia .....	Cambodian Institute for Cooperation and Peace (CICP)
Indonesia.....	Centre for Strategic and International Studies (CSIS)
Lao PDR .....	National Economic Research Institute (NERI)
Malaysia.....	Malaysian Institute of Economic Research (MIER)
Myanmar.....	Yangon Institute of Economics (YIE)
Philippines .....	Philippine Institute for Development Studies (PIDS)
Singapore .....	Singapore Institute of International Affairs (SIIA)
Thailand .....	Thailand Development Research Institute (TDRI)
Viet Nam .....	Central Institute for Economic Management (CIEM)
Australia .....	Australian National University (ANU)
China .....	Chinese Academy of Social Sciences (CASS)
India.....	Research and Information System for Developing Countries (RIS)
Japan.....	Institute of Developing Economies (IDE/JETRO)
Rep. of Korea.....	Korea Institute for International Economic Policy (KIEP)
New Zealand.....	New Zealand Institute of Economic Research (NZIER)

### Les missions

Le programme est piloté par les Japonais mais il fédère désormais les recherches de la plupart des instituts asiatiques sur cette question. C'est par exemple eux qui ont défini les grandes lignes du plan connectivité de l'Asean. Le mandat confié à l'ERIA par le sommet de l'Asean prévoit de faire des recommandations aux décideurs et Ministres de la région sur les questions de développement économique, de l'intégration régionale et du renforcement des partenariats dans les pays de l'Asean et de l'Est asiatique. L'ERIA a conduit une série de projets dans le cadre du Plan de Développement Asiatique (CADP), un plan cohérent qui devrait contribuer à coordonner l'expansion et le développement des initiatives et partenariats dans la région et encourager la participation du secteur privé dans ce domaine (dans le cadre de partenariats publics/privés).

On dénombre quatre missions :

- Renforcer l'intégration régionale (en support à l'Asean) ;
- Réduire les écarts de développement ;
- S'orienter vers le développement durable de la grande région ;
- Accroître le sentiment d'appartenance à une même communauté est asiatique.

## **La fondation La Verticale Afrique – Méditerranée – Europe (projet/résumé)**

### **Origine**

Cette idée de région « AME » est apparue pour la première fois dans un article du Monde de Jean-Louis Guigou en mars 2007 intitulé « *Les quartiers d'orange* ». Le concept d'intégration Nord-Sud et Sud-Nord a toujours été à la base des travaux de l'IPEMED. Le concept a été accepté par le Conseil d'Administration du 6 mai 2015. Ce projet a reçu, dès le début de l'année 2015, le soutien du Président de l'Union Africaine, du Président de la Ligue Arabe et du Secrétaire général du Service d'Action Extérieure de l'Union Européenne (SEAE).

### **Organisation**

Dans l'immédiat, l'équipe de l'IPEMED assure la promotion et porte ce projet. Mais ce projet par son ambition dépasse largement l'IPEMED.

Dans la mesure où ce projet doit avoir le soutien de la Commission européenne, il faudra nécessairement envisager un bureau de liaison à Bruxelles. La fondation La Verticale AME doit avoir le soutien (politique et financier) des institutions mais aussi des acteurs privés, et notamment des entreprises. Le siège social avec ses multiples fonctions de coordination et d'impulsion devrait avoir à l'équilibre un budget de 10 millions par an.

### **Les idées novatrices**

La démarche scientifique de la fondation s'appuiera sur la prospective. Les problèmes économiques seront abordés d'une façon thématique (énergie, eau, sécurité alimentaire, etc.). Parmi les idées novatrices de la fondation : la régionalisation de l'économie, la coproduction et l'industrialisation de l'Afrique ; le développement des filières territorialisées, l'aménagement du territoire et le développement local avec des circuits courts, la promotion de l'économie sociale et solidaire.

### **Les missions de la fondation La Verticale AME**

La fondation doit devenir le creuset intellectuel et politique de la grande région Afrique – Méditerranée – Europe. Pour assumer ce rôle, elle aura cinq programmes :

- Une fonction d'intégration et de mutualisation des *informations stratégiques* ;
- Une fonction de *think tank* pour combler le déficit de connaissances sur cette région et produire des idées nouvelles tournées vers l'avenir ;
- Une fonction d'animation d'un *mouvement de chefs d'entreprise* afin de centrer cette intégration régionale sur des projets concrets de développement (les Verticales Sectorielles) ;
- Une fonction de *brassage des décideurs* du Nord et du Sud, des secteurs public, privé et associatif, à travers des séminaires de haut niveau ;
- Une fonction de *médiation et d'influence* auprès des institutions internationales et des Gouvernements.

## 4. Charte éthique de la fondation La Verticale AME

L'objet de La Verticale AME repose sur les principes essentiels suivants :

- Volonté de bâtir l'intégration économique de la Région Afrique – Méditerranée – Europe ;
- Intérêt général à long terme de la Région et de tous les pays qui la constituent ;
- Partage de la valeur ajoutée et co-développement inclusif ;
- Passage des idées aux projets concrets.

Pour la mise en œuvre de cet objet, les membres fondateurs de la fondation ainsi que les laboratoires constituant son réseau de think tanks devront respecter les valeurs de la fondation et les engagements déontologiques définis dans la présente charte.

### ***Éthique, Valeurs et Démarche de la fondation La Verticale AME***

Rapprocher par l'économie l'Afrique et l'Europe implique de redonner à la Méditerranée sa fonction de pivot et de construire la grande région Afrique Méditerranée Europe (AME).

Utopie ? Vision irréaliste alors que les passions et les conflits se déchaînent dans plusieurs pays de cette grande région ?

Au contraire : les difficultés peuvent être surmontées par une réflexion prospective, pragmatique mais ambitieuse et innovante qui, sans dénier la situation telle qu'elle est, fera à la fois le pari du respect mutuel des peuples et celui du progrès dans ses différentes dimensions.

Il s'agit là d'une conviction d'ordre éthique sur laquelle sont fondées les motivations de la fondation, et sans laquelle ses priorités et sa démarche perdraient tout leur sens.

Nous sommes conscients que les relations Nord-Sud, notamment entre l'Europe, les pays du sud et de l'est Méditerranéen et l'Afrique, sont difficiles du fait des différences de culture, de religion, de niveau de développement, de l'histoire coloniale et des rapports dominants/dominés ou centre/périphérie qui ont trop longtemps perduré.

Dans le souci de dépasser ces difficultés, la fondation La Verticale AME a tenu à donner la priorité à l'économie, ceci pour quatre motifs :

- **Culturel** : L'économie, en permettant la construction d'intérêts communs et partagés, favorise le rapprochement alors que la culture différencie et que la politique divise.
- **Matériel** : les conditions de vie matérielle conditionnent, en grande partie, les comportements politiques. Voilà pourquoi le développement économique est la condition du développement humain, comme il est aussi l'arme contre, entre autres, le terrorisme ou les migrations massives.
- **Social** : l'entreprise, comme la famille, constitue une communauté de travail et d'intérêt essentielle qu'il ne faut pas banaliser. Travailler dans une entreprise revient à s'intégrer dans une communauté et permettre de progresser dans la hiérarchie sociale.
- **Géographique** : l'économie se régionalise (Alena, Mercosur, Asean+3, etc.). Après la phase de mondialisation excessive qui a provoqué la crise financière de 2008 et alors que certains gouvernements prônent le repli national, nous constatons que l'économie et la société privilégient la régionalisation et valorisent la proximité, la complémentarité et la solidarité face aux défis du futur. Parmi ces formes de régionalisation, la plus structurante est celle qui associe des pays du Nord développés et vieillissants (Etats-Unis, Canada, Europe, Japon et Chine), aux pays du Sud qui leur sont proches (Amérique du Sud, Méditerranée et Afrique, pays du Sud-Est asiatique).

Mais il ne suffit pas de dire que La Verticale AME privilégie une approche par l'économie. Il faut aussi dire quel type d'économie et quel type de capitalisme nous promouvons.

La fondation ne peut en aucun cas s'associer aux comportements d'entreprises peu scrupuleuses qui iraient dans les pays méditerranéens et africains pour exploiter la main-d'œuvre abondante et bon marché et exporter les matières premières sans les transformer. Voilà pourquoi nous avons voulu ensemble, entre partenaires du Nord et du Sud, proclamer notre éthique, nos valeurs et notre démarche.

### 1. Valeurs éthiques de chacun et de tous :

- Le respect de l'identité et de la diversité culturelle, le respect des intérêts de tous les partenaires. Sans ce respect, aucune collaboration sincère et confiante ne saurait s'établir sur une base durable.
- Le partage, notre valeur essentielle : partage d'idées, de projets, de valeurs ajoutées. Le partage ne va pas sans le respect ; il implique l'échange et l'écoute. Selon Constant Némalé, les Européens doivent « passer d'un esprit de conquête à l'esprit de partage ».
- Le travail, constitutif de l'émancipation de chacun, et source de progrès social. L'oisiveté est le plus grand des renoncements à l'exercice de la responsabilité individuelle et à l'autonomie de chacun.
- L'honnêteté intellectuelle et la transparence : notre démarche se veut rationnelle et non pas idéologique ou partisane. Nous veillons à la cohérence entre notre discours, nos objectifs et nos pratiques.

Ces exigences éthiques s'inscrivent dans le temps et il serait utopique de penser que les difficultés et les divergences pourraient s'effacer dans l'immédiat. C'est pourquoi la démarche de la fondation La Verticale AME et son exigence éthique ne supposent pas un brusque passage d'un monde tel qu'il est à un monde tel qu'il devrait être, mais s'inscrivent dans une vision prospective et dynamique des pays de la région AME et de leurs évolutions vers une situation commune collectivement bénéfique.

### 2. Valeurs pragmatiques et socialement partagées

- Défendre l'intérêt général, ce qui suppose l'indépendance de la fondation par rapport aux gouvernements et une distance vis-à-vis des intérêts particuliers. La défense de l'intérêt général Nord-Sud se matérialise dans l'équilibre des relations et la parité Nord-Sud dans toutes nos institutions.
- Défendre les biens collectifs : la paix, la démocratie, la cohésion sociale, la sécurité sous toutes ses formes, l'accès à la culture, l'environnement.
- Établir la confiance : être sincère et transparent dans sa communication, ne pas décevoir, ne pas trahir, ne pas être opportuniste et garder le cap d'une économie collaborative et productive.
- Croire au rôle moteur des entreprises, mais pas n'importe lesquelles : celles qui ont le goût du risque et qui savent sortir des sentiers battus pour anticiper ; celles qui ont l'esprit d'aventure des Saint-simoniens et l'esprit d'innovation de Schumpeter.
- Respecter la nature, promouvoir un développement durable et socialement inclusif.

Au plus haut des valeurs, l'action de la fondation La Verticale AME s'inscrit dans le respect des droits fondamentaux, ceux de l'Homme et ceux de la planète.

### 3. Notre démarche, réaliste, s'appuie sur les tendances lourdes à l'œuvre.

- S'appuyer sur une vision à long terme, celle de la grande région Afrique – Méditerranée – Europe qui se construit lentement et qu'il faut accélérer afin de donner à ses peuples un grand dessein partagé, et afin de résister au « G2 » (Etats-Unis et Chine). Une vision à long terme est nécessaire pour construire un projet collectif, car « un peuple n'avance pas s'il ne sait pas où il va ». Le rôle du pouvoir politique c'est d'anti-

ciper, car selon Saint-Exupéry, « l'avenir ne se prévoit pas, il se prépare ». Cela consiste à résoudre, dès à présent, les problèmes futurs avant qu'ils ne deviennent urgents et insurmontables. Voilà pourquoi la fondation La Verticale AME est aussi un institut de prospective.

- Préconiser l'intégration par la redistribution de l'appareil de production et dépasser l'échange commercial à court terme. Il faut préconiser la coproduction et le partenariat industriel Nord-Sud.
- Favoriser la territorialisation, les circuits courts et la réappropriation par les usagers d'une partie de leur destin. Partir des besoins locaux et privilégier une démarche de projets, car là où il n'y a pas de projet il n'y a que des rivalités.
- Travailler à construire des réseaux, des interconnexions entre privé et public, mais surtout entre le monde politique, le monde de l'entreprise et celui de la recherche. Favoriser le décroisement et l'économie collaborative. Construire la fondation comme un lieu permanent d'échanges légèrement décalé par rapport aux réunions d'entreprises où s'expriment des rapports de force, décalé aussi par rapport aux réunions politiques où dominent des postures, et légèrement décalé par rapport milieu scientifique où l'esprit d'analyse l'emporte sur l'esprit de synthèse et où la connaissance pure est privilégiée par rapport à l'action.

Sur les bases de telles valeurs éthiques (respect, partage, travail, honnêteté intellectuelle et transparence), de telles valeurs pragmatiques (intérêt général et commun, confiance, rôle moteur des entreprises, développement durable et inclusif) et à travers une telle démarche (prospective, régionalisation, intégration, coproduction, territorialisation, construction de réseaux d'échange), le tri est vite fait : les court termistes, les affairistes, les obsédés de communication, les opportunistes et les déclinistes ne fréquentent pas la fondation et son réseau, ils y seraient mal à l'aise et nous aussi... à moins qu'ils ne soient repentis.

Notre projet collectif d'intégration régionale entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique rassemblent des humanistes qui aiment le partage et donnent du sens à leurs actions.

### ***Engagement déontologique de la fondation La Verticale AME***

#### **1. La Verticale AME obéit aux cinq principes essentiels suivants :**

- Démarche et représentation équilibrée ;
- Liberté de pensée et d'information ;
- Scientificité et crédibilité de la réflexion et des études ;
- Gouvernance irréprochable, transparente et respectueuse des valeurs éthiques ;
- Diffusion large des travaux.

#### **2. L'exigence déontologique de La Verticale AME**

À l'égard de ses salariés ou collaborateurs (chefs de projet, assistants, cadres, etc.) et de ses correspondants (à l'international et en France), la fondation se doit de respecter pour tous un traitement juste et équitable, sans distinction d'origine, de sexe, de genre, de religion, de nationalité, de situation familiale, d'âge ou de handicap.

La Verticale AME s'engage à respecter les principes suivants :

- Travailler pour l'intérêt général et le bien-être à long terme des pays ;
- Défendre les biens collectifs, la paix, la culture, la démocratie, l'environnement ;
- Respecter les équilibres entre ses différentes parties prenantes ;
- Faire preuve d'ouverture et de respect pour les cultures des uns et des autres ;
- Limiter à un rapport de 1 à 6 les écarts entre les rémunération maximum et minimum ;

- Exiger de chacun l'intégrité et le respect des valeurs éthiques de la fondation ;
- Faire preuve de loyauté et d'honnêteté ;
- Donner à chacun la possibilité de représenter la fondation.

Réciproquement, les salariés et collaborateurs de la fondation La Verticale AME, ainsi que les membres de ses organes de gouvernance doivent respecter les mêmes principes. Ils doivent en particulier veiller à la qualité de leurs relations avec leurs collègues, leur hiérarchie, les partenaires et fournisseurs, et s'abstenir de toute discrimination. Ils s'obligent également à éviter toute situation susceptible de conduire à un conflit d'intérêt. Chaque salarié et collaborateur de la fondation La Verticale AME est encouragé à exercer ses compétences professionnelles au meilleur niveau possible et à contribuer efficacement au respect des principes cités ci-dessus dans un esprit de solidarité.

### 3. Gestion désintéressée

La Verticale AME s'engage à respecter les principes de gestion suivants :

- Non-rémunération des fonctions d'administrateur, sauf dans des cas exceptionnels et pour des missions précises, définis statutairement ;
- Affectation des excédents aux réserves de l'association et non-attribution de l'actif aux membres de la fondation et à leurs ayants droit ;
- Interdiction de toute convention entre la fondation et ses dirigeants, qui serait susceptible de remettre en cause le caractère désintéressé de leur gestion.

### 4. Rigueur de gestion

La fondation s'engage à utiliser des méthodes de gestion visant à optimiser l'emploi de ses fonds. Dans cette perspective, elle :

- Met en place des procédures et des contrôles permettant d'assurer la pertinence, la rigueur et l'efficacité de sa gestion ;
- Sélectionne ses prestataires de services ou fournisseurs dans les meilleures conditions d'objectivité et proscrit tout lien avec des prestataires de services ou fournisseurs susceptibles de remettre en cause le caractère désintéressé de sa gestion ou dont le comportement pourrait nuire à l'image de la fondation ;
- Interdit toute rémunération liée au montant des sommes collectées ;
- Vérifie la bonne utilisation des fonds distribués à d'autres organismes à minima par la signature d'un accord écrit avec le bénéficiaire.

### 5. Transparence financière

La Verticale AME s'engage à faire preuve de la plus grande transparence financière. Dans cette perspective la fondation La Verticale AME :

- Établit des comptes et des documents de synthèse annuels (compte de résultat, bilan, annexe intégrant le compte d'emploi annuel des ressources) selon les règlements comptables en vigueur ;
- Établit un rapport particulier sur les conventions susceptibles de remettre en cause la gestion désintéressée ;
- Fait certifier ses comptes annuels par un commissaire aux comptes qui sera garant de leur exactitude et de leur sincérité ;
- Met à disposition de tous les adhérents les documents mentionnés ci-dessus (comptes annuels, documents de synthèse, etc.) ainsi que son rapport financier. A défaut de communication individuelle, ces documents seront adressés gratuitement à tout adhérent en faisant la demande et seront consultables au siège de l'organisation dans les meilleures conditions avant l'assemblée générale devant statuer sur les comptes.

## 6. Contrôle déontologique

Il est institué un Comité d'éthique et de déontologie permanent composé de six personnes :

- Le président du Conseil d'administration ;
- Le président du Comité de stratégie ;
- Le président du Comité scientifique ;
- Le président du Comité d'orientation politique ;
- Le président du Fond de dotation, tant qu'il existe ;
- Une personnalité extérieure indépendante, désignée par consensus par les cinq autres membres ci-dessus.

Chaque année la fondation La Verticale AME établit un rapport extra-financier sur la mise en œuvre des valeurs de la fondation et sur le respect des engagements déontologiques. Ce rapport est soumis à l'avis du Comité d'éthique et de déontologie. Le rapport et l'avis du Comité, sont mis à disposition des adhérents dans les mêmes conditions que le rapport financier.

Le Comité s'autosaisit ou peut-être saisi par toute partie prenante sur des questions en rapport avec les dispositions de la présente charte.

## 5. Les Verticales sectorielles au service de l'intégration régionale AME

### 1. Considérations générales sur les Verticales sectorielles

Les Verticales sectorielles constituent un des programmes d'action de la fondation La Verticale AME. Elles ont pour but de faire avancer des projets élaborés par des **groupes de travail internationaux** organisés, secteur par secteur, qui obéissent à certaines conditions :

- La prise en compte de l'espace pertinent Afrique – Méditerranée – Europe et la volonté de construire un avenir commun ;
- Un objectif partagé de développement durable des territoires ;
- Le décloisonnement permettant aux experts, aux entrepreneurs, aux responsables politiques et aux membres engagés de la société civile de se retrouver ;
- Le respect de la parité ;
- La défense de l'intérêt général ;
- Une approche multidimensionnelle et prospective, associant l'économie, l'écologie et le dialogue interculturel.

### 2. Les fonctions des Verticales sectorielles et leur valeur ajoutée

Véritables creusets de la réflexion sur l'intégration régionale, les différentes Verticales sectorielles constitueront des lieux de réflexion permanents et d'élaboration de projets concrets. Les objectifs de ces groupes de travail internationaux pourront être les suivants :

- La réalisation de diagnostics partagés, qui tiennent compte des défis communs, des tendances structurantes de long terme et du retour d'expérience d'acteurs de terrain (logique « bottom-up ») ;
- La co-construction de propositions en matière de politiques publiques et de stratégies industrielles pour accélérer l'intégration de la région AME ;
- L'identification de projets concrets de coopération, novateurs et adaptés aux besoins des pays et populations concernés ;
- La diffusion de messages communs entre les acteurs de cette grande région « Afrique – Méditerranée – Europe », pour parler d'une seule voix lors d'événements stratégiques.

### 3. La structure de ces Verticales sectorielles

Ces structures de travail s'organiseront autour du schéma suivant :

- Un animateur permanent pour chaque Verticale sectorielle qui aura pour objectif de coordonner l'ensemble des travaux du groupe. Il contrôlera le respect du programme de travail et assurera la continuité des débats et rencontres ;
- Un noyau dur de personnes engagées, facilement mobilisables et acceptant d'être l'ambassadeur de la Verticale sectorielle dans leur propre pays ;
- Un groupe permanent de travail qui regroupera 15 Africains + 15 Méditerranéens + 15 Européens représentant 15 experts + 15 entrepreneurs + 15 politiques ou représentants de la société civile. Ce Groupe 45 sera bien entendu renouvelé, mais aura pour vocation de donner l'impulsion aux travaux sur une base biannuelle.

La mise en place de chaque Verticale sectorielle exigera un long travail de préparation, de concertation et d'identification des think tanks et personnalités les plus qualifiés. A terme, une plateforme collaborative devrait permettre de compiler les expériences innovantes menées sur les trois espaces, de faciliter l'échange d'expériences entre acteurs de la région AME, de faire émerger des projets et des propositions concrètes.

#### 4. Calendrier et rythme de travail

- Le travail sera continu mais l'animateur sera chargé d'organiser les échanges entre les membres du groupe de travail (projets d'études, préparation de notes, notamment à destination des chefs d'Etat, etc.) ;
- Dans l'idéal, trois réunions plénières seront organisées chaque année (en Afrique, en Méditerranée et en Europe). Le programme de travail ainsi que les événements tiendront compte de l'actualité et des opportunités.

#### 5. Financement

Chaque Verticale sectorielle aura son propre budget avec deux composantes :

- Une participation au budget général de la fondation ;
- Des ressources propres assurées par des institutions internationales ou le secteur privé.

#### 6. Les six premiers secteurs clés et axes de travail :

- **Energie** : Mettre l'énergie au service du développement durable des deux continents : favoriser la constitution de zones industrielles et d'écosystèmes d'innovation sécurisés et le déploiement de solutions décentralisées de production d'énergie en milieu rural.
- **Eau** : Sécuriser l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous : développer une vision intégrée de la gestion de la demande et des ressources en eau, et promouvoir des outils pour favoriser la coopération régionale.
- **Agriculture et agroalimentaire** : Assurer la sécurité et une souveraineté alimentaires durables et partagées : assurer un co-développement durable de filières agricoles et agroalimentaires territorialisées et la mise en œuvre d'un d'approvisionnement solidaire trilatéral.
- **Organiser une alliance eurafricaine pour le numérique** : soutenir les projets innovants de déploiement numérique en Afrique, accompagner la transformation structurelle en profondeur des politiques publiques (eGouv) et sectorielles, etc. ;
- **Villes durables**: Promouvoir un aménagement durable des territoires : intégrer les principes du développement durable dans les politiques d'urbanisme, favoriser l'émergence de quartiers « durables » dans les villes, caractérisés par une autonomisation croissante en matière de gestion de l'eau, de l'énergie, du traitement des déchets, etc., encourager la mise en place de « circuits-courts » de production et de consommation, faciliter la mobilité urbaine et péri-urbaine, etc. ;
- **Coproduction PME**: Mettre le modèle de « coproduction » au service du développement des PME : faciliter l'accès des PME/PMI au financement, et encourager de nouveaux modèles de coopération économique « gagnant – gagnant » fondés sur le partage de la valeur ajoutée, de technologies et de compétences entre acteurs européens, méditerranéens et africains, etc.

Si chaque Verticale sectorielle (Verticale de la sécurité alimentaire, Verticale de l'énergie, etc.) poursuit ses objectifs propres, elles intègrent toutes des thématiques transversales et sont amenées à interagir pour rendre compte des dynamiques entre eau – énergie – alimentation – santé, etc.

## 6. L'intérêt à soutenir financièrement la fondation La Verticale AME

Cette fondation internationale doit être d'un type nouveau et apporter une valeur ajoutée au regard des autres initiatives déjà existantes sur la grande région AME. Pour ce faire, il faudra simultanément solliciter l'appui des milieux politiques, économiques et académiques.

### ***La mobilisation du monde politique et diplomatique***

Tout d'abord, organiser au niveau français une réunion interministérielle pour définir clairement la position du gouvernement par rapport à la Verticale AME.

Par ailleurs, exercer une influence auprès de l'UE, aussi bien du côté du Parlement européen que la Commission européenne. Il s'agit d'obtenir de Bruxelles un label et un soutien financier. Très certainement, il faudrait obtenir la tenue d'un conseil des ministres européens des affaires étrangères (avec le soutien de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et de l'Italie). Obtenir du Président du Niger, Mahamadou Issoufou, qu'il organise une démarche collective de douze chefs d'Etat africains auprès du président de la Commission européenne.

Enfin, négocier en permanence avec la Ligue Arabe et l'UA pour, ensemble, œuvrer à mettre en place le projet.

### ***La mobilisation du secteur privé : quel intérêt pour les entreprises de participer à la fondation La Verticale AME ?***

Il faut mobiliser des chefs d'entreprises internationaux, non seulement pour des soutiens financiers, mais aussi pour identifier avec eux les freins à la croissance et à l'intégration régionale.

Les grands groupes industriels et les institutions professionnelles pourront trouver dans cette fondation internationale quatre types d'intérêt :

- **Renouveler et optimiser leur réseau** grâce à la fondation qui rassemblera des experts, des politiques et des chefs d'entreprise qui tous militent pour l'intégration économique et politique de l'Afrique, de la Méditerranée, du Moyen-Orient et de l'Europe ;
- **Trouver de nouveaux partenaires** et relais de croissance avec un coût du capital mieux maîtrisé par le biais d'opérations triangulaires (Europe, Afrique, Méditerranée) sur des domaines structurants (eau, transition énergétique, agro-industrie, infrastructures, etc.) ;
- **Adhérer à un vaste mouvement de lobbying transrégional** doté d'une charte de valeurs communes ;
- Par cette vitrine et tribune que leur offre la fondation, les entreprises adhérentes seront identifiées comme **des acteurs modèles de l'intégration Nord/Sud**.

### ***La mobilisation du monde scientifique et universitaire***

La fondation La Verticale AME doit être conçue comme un réseau de laboratoires universitaires et d'experts spécialisés dans l'économie. Les problèmes de l'intégration régionale et des relations internationales entre l'Europe, les PSEM et l'Afrique seront au cœur de ses préoccupations. Au cours de l'année 2017, ce travail de mobilisation et de sélection pour constituer le noyau dur du réseau sera entrepris.

### ***La collecte initiale des fonds pour la fondation La Verticale AME : le Fonds de dotation***

Conformément à la loi française sur les statuts des fondations, nous avons opté pour la création d'un Fonds de dotation d'une durée limitée à cinq ans qui a pour objectif d'être le

réceptacle des contributions à la future fondation. Les statuts ont été déposés et acceptés à la préfecture de Paris à la fin de l'année 2015. Le Conseil d'administration du Fonds de dotation a été constitué et s'est réuni pour la première fois en décembre 2015. Ce fonds a reçu deux versements de 50 000 euros chacun pour initier son activité.

Dans un délai de deux ans maximum, le Conseil d'administration décidera de la transformation du Fonds en fondation La Verticale AME.

### **Les souscripteurs de la fondation : droits et devoirs**

#### **Définition**

Les souscripteurs de la fondation sont des personnes physiques ou morales qui ont un intérêt stratégique et de long terme à voir cet espace régional Afrique – Méditerranée et Pays du Golfe – Europe s'organiser. Il peut s'agir de chefs d'entreprises, de chefs d'États ou d'institutions financières qui sont des bailleurs de fonds. Ces souscripteurs ont des droits et des attentes. Les membres du Comité exécutif auront un rôle prépondérant dans la mobilisation des souscripteurs.

#### **Aire géographique des souscripteurs**

Les pays africains devraient être les premiers intéressés à voir se mettre en place la fondation. En effet, ils ont intérêt à construire cet outil et sa gouvernance en y impulsant un souffle nouveau, un esprit de partage plutôt que de conquête de parts de marché. Ces pays du Sud pourraient être initiateurs et inviter les Européens à se mobiliser pour ce projet d'intérêt général.

Les pays arabes, aussi bien les gouvernements que les grands groupes industriels des PSEM et des pays du Golfe, peuvent jouer un rôle déterminant dans la structuration de la fondation. C'est avec eux, pays africains et pays arabes, qu'il va falloir en priorité construire la fondation, pour décider des orientations, des champs d'action, des thématiques et des outils à mettre en œuvre, afin de cibler les besoins de ces pays.

#### **Droits et attentes des souscripteurs**

Au titre des droits, les souscripteurs veulent être les « constructeurs » de ce nouvel espace régional, peser dans le débat pour définir le contenu de cette intégration et accélérer cette dernière. Ce faisant, cet engagement dans une œuvre collective va contribuer à renforcer l'intérêt individuel des souscripteurs. Au titre des attentes, les souscripteurs pourront bénéficier de plusieurs avantages :

- Avoir une place privilégiée dans la gouvernance de la fondation comme membre du Conseil de Surveillance ;
- Bénéficier d'un outil de mise en relation avec des opérateurs africains, européens et moyen-orientaux et faciliter ainsi les opérations de triangulation ;
- Profiter d'un outil de médiation et d'influence politique, permettant de porter des idées d'intérêt général ;
- Accéder à une tribune d'expression et transmettre rapidement et efficacement des messages politiques et économiques ;
- Avoir l'opportunité de faire nommer un correspondant privilégié de son pays ou de son entreprise dans un des quatre pôles de la fondation pour contribuer à la production d'expertises sectorielles et géographiques ;
- Être l'hôte de tous les événements et forums organisés par la fondation, parmi lesquels le dîner de gala au cours duquel sera décerné le prix annuel de la fondation ;
- Voir son nom associé à une bourse d'excellence dédiée à de la recherche sectorielle dans le cadre des travaux de la Verticale AME.

## 7. Lettres de soutien

### ***Soutien du Comité d'Orientation Politique (COP) de l'IPEMED***

« Pour un partenariat Verticale Afrique – Méditerranée – Europe : créons une fondation. »

Nous, membres du « Comité d'Orientation Politique » (COP) de l'IPEMED, face à un processus de globalisation irréversible, nous voulons nous mobiliser pour renforcer la paix, la prospérité et la sécurité dans notre espace mutuel de proximité géographique et historique.

Les relations entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe n'ont pas toujours été un exemple dont nous pourrions nous sentir fiers. Néanmoins, nous partageons un terreau commun de valeurs et voulons construire ensemble notre avenir prochain.

Le partenariat Verticale Afrique – Méditerranée – Europe est une ambition réaliste, un vrai projet pour le XXIème siècle. Il s'agit de valoriser la proximité géographique, la complémentarité et la solidarité. Déjà les entreprises et le capital sont à l'œuvre pour renforcer ce lien.

Dans ce croisement d'intérêts et d'enjeux, la Méditerranée se pose comme trait d'union qui d'un côté, souffre de la pression du Sud avec des crises politiques, économiques, sociales et climatiques, et qui, d'un autre côté, se voit rejetée par le Nord, par une « Europe forteresse » qui s'enferme dans un repli irresponsable en croyant qu'elle pourra perdurer en s'isolant des autres dans ce monde global. La solution est simple : il faut établir un nouvel espace géopolitique : « La Verticale AME ».

Pour cela la fondation La Verticale AME est un outil indispensable, cette fondation doit être un véritable incubateur pour donner à nos actions toute leur envergure, un accélérateur de l'Histoire. Il faudrait que dans dix ans, les interconnexions Afrique – Méditerranée – Europe soient diverses et variées. La fondation doit être un véritable creuset d'où sortiront les nouvelles élites.

Il faut changer de comportement. Les changements de comportement au Sud qui sont indéniables doivent s'accompagner simultanément de changements de comportement au Nord. *L'esprit de conquête et de supériorité* doit notamment laisser place à *un esprit de partage*, à l'écoute et à un intérêt accru pour l'histoire tant contemporaine qu'ancienne des PSEM, tant politique que littéraire, économique et sociale, à une reconnaissance de la richesse de leurs civilisations et de l'actualité de certains de leurs messages. *Cela* permettrait la réforme des principes de bases et de politiques *menées par l'Union Européenne envers les pays du voisinage sud*. L'aide au développement et les « dons » envers les pays du Sud de la Méditerranée et l'Afrique, trop souvent perçus au Sud comme de l'assistanat, doivent laisser place à l'investissement éducatif et productif et à la cohérence en matière de politiques de développement communes.

Il faudra privilégier trois outils incontournables : *un think-tank, une banque et un nouveau modèle de co-production facilitant l'intégration*. Sur le modèle des Amériques et des pays asiatiques, l'Europe doit privilégier ces trois instruments :

– **Un think-tank** regroupant les compétences intellectuelles de l'ensemble des pays de la région et qui serait le creuset intellectuel et politique de ce grand ensemble mondial. À travers quelques programmes d'actions, cet outil permettrait de mieux faire connaître la région, de produire des idées nouvelles tournées vers l'avenir, et de centraliser les connaissances à travers la mutualisation de savoirs stratégiques. La fonction de médiation et d'influence de ce think-tank auprès des institutions internationales et de gouvernements s'associerait à un rôle de brassage des acteurs à fort potentiel du Nord et du Sud, des secteurs public, privé et associatif, à travers des séminaires de haut niveau.

– **Une Banque (intercontinentale)** capable de financer les grands travaux régionaux de développement nécessaires à l'intégration régionale et de financer le développement du secteur privé ; une banque qui représenterait l'alternative attendue par les pays méditerranéens et africains, aux fonds et aux banques de développement qui contrôlent les grandes puissances financières du moment et qui leur servent souvent de canal d'influence, plutôt que des outils au service du développement des Nations. Celle-ci serait un appui financier et technique en adéquation avec les besoins en termes d'infrastructures et des grands projets.

– **L'intégration par la co-production, nouveau modèle d'intégration en profondeur** (et non par l'échange commercial). Ce processus de co-production partenarial avec partage de la valeur ajoutée et transfert de technologie est parfaitement adapté aux relations entretenues entre pays proches ayant des différentiels importants (géographiques, de niveau de développement, etc.). Il garantit des créations d'emplois au Nord et au Sud et il est dans la logique de la dilatation spatiale des chaînes de valeurs à la recherche des meilleures compétences pour produire de la qualité.

C'est dans cet esprit que nous, membres du COP, signons cette lettre de soutien pour l'adoption et la mise en application de cette fondation La Verticale AME.

--

Miguel-Angel MORATINOS, Président du COP de l'IPEMED  
Aicha BELARBI, Vice-présidente.

*Membres du COP de l'IPEMED qui soutiennent le Projet de fondation La Verticale AME :*

AZOULAY André ; BITTERLICH Joachim ; BONINO Emma ; CORM Georges ; Dervis Kemal ; EL SHOBAKY Amr ; GHARBI Iqbal ; GUIGOU Elisabeth ; JOMAA Mehdi ; JUPPE Alain ; LANDABURU Eneko ; MACSHANE Denis ; MALLEY Robert ; OUALALOU Fathallah ; PIQUE Josep ; PRODI Romano ; RAFFARIN Jean-Pierre ; ROMERO LOPEZ Carmen ; ROUMELIOTIS Panagiotis

## Soutien du Conseil de Surveillance (CS) de l'IPEMED

### Une vision de long terme pour investir dans la durée et construire la région Afrique – Méditerranée – Europe

Une nouvelle page de l'histoire de la mondialisation est en train de s'écrire. La troisième révolution industrielle émerge à travers trois changements : la transition énergétique vers les énergies renouvelables et les circuits courts ; la révolution numérique et la multiplication des interconnexions (Internet des objets) ; l'extension des biens collectifs du fait d'une économie confrontée aux limites de la nature, de plus en plus collaborative c'est-à-dire fondée sur la co-production et la gestion commune des ressources. Il ne s'agit pas de viser une croissance zéro encore moins la décroissance globale, mais de produire en économisant et en mutualisant les ressources, de réduire la part relative des biens matériels au profit de services plus qualitatifs (éduquer, soigner, prévenir, etc.).

Pour notre Verticale Afrique – Méditerranée – Europe, l'enjeu est simple à formuler :

- Soit les pouvoirs publics européens et en particulier les chefs d'État fixent le cap en partant d'une vision à long terme. Dans ce cas, les chefs d'entreprise pourront accompagner ce mouvement et investiront durablement le présent pour construire l'avenir.
- Soit les responsables politiques restent *court termistes* et ne définissent pas les perspectives d'avenir. Dans ce cas, les entreprises se contenteront de faire du commerce à court terme et investiront peu dans le long terme. Le rapport des forces économiques continuera d'évoluer en faveur de la Chine, des États-Unis et des grands pays émergents.

Cet enjeu a une forte composante régionale : si le court termisme actuellement dominant se prolonge, l'Europe et les pays qui lui sont proches historiquement et géographiquement (Voisinages, Afrique) risquent de voir leur retard technologique s'accroître. Pourtant ils disposent, ensemble, de toutes les ressources nécessaires pour conduire la troisième révolution industrielle. Ils peuvent aussi gérer ensemble des biens communs (eau, énergie, ressources rares, environnement) liés à leur proximité géographique. Voilà pourquoi l'opportunité qui se présente à nous de construire ensemble la grande région « Afrique – Méditerranée – Europe » (AME) exige que chacun prenne ses responsabilités.

**1. La nécessité de définir la vision globale de l'avenir relève du pouvoir politique**  
Réintroduire le long terme dans les politiques publiques est une nécessité urgente, laissant au marché le soin des ajustements à court terme. L'État doit fixer le cap du long terme car *un peuple n'avance pas s'il ne sait pas où il va*. Et si le long terme n'est pas investi par une vision et l'adhésion de tout un peuple, alors les crispations sur les avantages acquis redoublent. La France et l'Europe souffrent d'un manque de prospective. On ne sait pas où l'on va, les responsables politiques sont absorbés par les enjeux, au demeurant bien réels, de la conjoncture. Ils sont au mieux réactifs mais pas suffisamment proactifs.

La grande région « Afrique – Méditerranée – Europe » se structure cependant progressivement sous l'effet d'une logique géographique (importance de la proximité, circuits courts, proximité culturelle) et d'une logique économique (partenariat, coopération, partage de la valeur ajoutée). Il revient aux acteurs politiques d'anticiper ces évolutions et d'afficher leur volonté de construire cette Verticale AME en faisant converger les efforts de tous les acteurs.

Face à l'intégration des Amériques et à celle de l'Asie orientale, le moment est venu d'investir dans l'espace Afrique – Méditerranée – Europe pour en faire la troisième grande région mondiale, capable d'insérer la nouvelle révolution industrielle dans la perspective d'un développement qualitatif et solidaire. En Europe, les chefs d'État et les chefs de gouvernement manifestent chaque jour davantage une prise de conscience de l'importance stratégique des Voisinages : Ukraine, Russie, pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, Afrique Subsaharienne. La nouvelle équipe européenne, incarnée par la nouvelle Commission et le nouveau Parlement, devrait fixer clairement ce « Cap au Sud ».

## 2. Simultanément, les comportements des entreprises, qui investissent au Sud, devront se modifier profondément

Le cap étant défini, la vision et l'objectif politique clairement exposés, alors les chefs d'entreprise seront conduits à changer de comportement. Les nouvelles relations économiques avec les pays au Sud de la Méditerranée devront s'articuler autour des principes suivants :

- Le passage du commerce à la co-production, soit la fin d'une vision à court terme. Cela permettrait de passer de l'échange à l'investissement sur le long terme, pour construire les bases solides d'une stratégie industrielle. L'intégration régionale par la production s'inscrivant dans le temps long dépasserait l'horizon de la simple croissance des échanges commerciaux pour s'ouvrir vers un développement inclusif et multidimensionnel.
- En passant de la seule exploitation des matières premières, qui entraîne une perte de valeur ajoutée, à la transformation sur place et au partage de la valeur ajoutée, les pays du Nord et du Sud de notre région commune s'orienteraient vers une stratégie de co-production, fondée sur leurs complémentarités. Cela permettrait le transfert de technologies entre le Nord et le Sud et la mobilisation d'une élite locale de qualité. Cette marche vers l'intégration régionale, favorisant l'intérêt général, a déjà débuté à bas bruit avec certaines entreprises mais devrait être accompagnée et intensifiée.
- Ces transformations des relations Nord/Sud permettraient le passage d'une position de client à un comportement de partenaire. Dans le cadre d'une économie inclusive fondée sur l'intégration de la région, la force de ce partenariat permettrait de tisser des liens durables entre les décideurs du Nord et du Sud, tout en valorisant leur responsabilité sociétale. Tout cela favoriserait la convergence institutionnelle et la gouvernance commune.

\*\*\*

Ainsi pourrait s'amorcer, sur des bases solidaires, le *co-développement* dans la grande région Afrique – Méditerranée – Europe. L'avenir de l'Europe se joue bien au Sud. Réciproquement, le développement des pays du Sud implique un ancrage à l'Europe. Sans un nouveau partenariat, ces trois pôles de La Verticale resteraient séparés, au risque de réduire leur puissance économique et culturelle dans la mondialisation.

--

Xavier BEULIN, Ancien Président du CS de l'IPEMED, Président du Groupe Avril et de la FNSEA

Isidro FAINE, Vice-président, PDG de Caixa Bank

Neemat FREM, Vice-président, Pdt du Groupe INDEVCO et de l'Association des industriels libanais

*Membres fondateurs de l'IPEMED qui soutiennent le projet de fondation La Verticale AME :*

Khater ABI-HABIB, Président de Kafalat ; Saad AZHARI, Président de la Blom Bank ; François BASSIL, Président de Byblos Bank ; Abdessalem BEN AYED, PDG du Groupe Al Badr ; Ridha CHARFEDDINE, PDG du Groupe Unimed ; Jean-Louis CHAUSSADE, Directeur général de SUEZ ENVIRONNEMENT ; Khalil DAOUD, PDG de LibanPost ; Elias DOUMET, Président du groupe Matelec ; Pierre-René LEMAS, Directeur général de la Caisse des Dépôts ; Dominique MAILLARD, Président du Directoire de RTE ; Gérard MESTRALLET, Président de GDF SUEZ ; Anne PAUGAM, Directrice générale de l'AFD ; Guillaume PEPY, Président de la SNCF ; Stéphane RICHARD, PDG d'Orange ; Tarik SIJILMASSI, Président du directoire du Crédit Agricole du Maroc ; Philippe WAHL, Président du Groupe La Poste ; Jay NIRSIMLOO, Président de KPMG

### **Soutiens de l'Union Africaine, de la Ligue Arabe et de la Commission européenne**

La revanche de la géographie sur l'histoire est illustrée par la place importante que prend désormais la proximité géographique dans l'organisation et le développement des peuples. Les peuples plus proches ne s'épuisent plus dans des conflits, mais cherchent au contraire à tirer le meilleur parti de leur complémentarité pour, ensemble, être plus forts dans la mondialisation. Le « Voisin » a changé de statut : il figurait l'ennemi héréditaire pour l'accès aux ressources rares ; il est désormais le partenaire obligé pour la co-production des ressources.

En 1951, la France et l'Allemagne ont été les premières à donner l'exemple d'ennemis jurés se transformant en partenaires fidèles, en promouvant la Communauté Européenne, d'abord à six – premier ensemble régional du monde de l'époque. La proximité géographique a continué son œuvre d'intégration avec le Portugal, l'Espagne, la Grèce, l'alliance avec la Turquie, et dans les années 2000 l'entrée des pays d'Europe Centrale et Orientale.

Maintenant, au tour des peuples arabes, représentés par le Président de la Ligue arabe, des peuples africains, représentés par le Président de l'Union africaine, et de la Commission européenne, représentée par le Secrétaire Général du Service Européen d'Action Extérieure (SEAE), de voir plus loin que les difficultés et les guerres du moment. Au-delà des difficultés conjoncturelles, ils soutiennent le projet, dans les trois lettres ci-jointes, d'un rapprochement historique au sein d'un grand ensemble régional, « La Verticale Afrique – Méditerranée – Europe ».

Les uns invoquent l'intégration économique, les autres les transferts de technologie, ou encore la fin de la longue guerre israélo-palestinienne et la nécessité de reconstruction, la lutte, ensemble, contre les effets terribles en Méditerranée du réchauffement climatique, pour répondre aux enjeux de l'immigration etc.

Le plus important est que les trois responsables politiques de la Ligue arabe, de l'Union africaine et de la Commission Européenne ressentent la nécessité, pour parler comme Guillaume Apollinaire, de « *rallumer les étoiles de l'espérance* » et d'offrir une vision intégrée de leur destin. Paraphrasant François Mitterrand dans son ouvrage publié en 1957 *Présence française et abandon*, « *sans l'Afrique il n'y aura pas d'histoire de France au XXI<sup>ème</sup> siècle* » (Plon, p 237). Pour les auteurs de ces trois lettres, cela signifie que sans l'Afrique il n'y aura pas d'Europe forte, et réciproquement sans l'Europe il n'y aura ni Afrique ni pays arabes forts au XXI<sup>ème</sup> siècle.

La proximité géographique, culturelle, historique, linguistique s'impose aux Africains, aux Méditerranéens et aux Européens. Voilà pourquoi ces trois lettres de soutien à La Verticale AME constituent le plus beau témoignage de la revanche de la géographie sur l'histoire : « *l'esprit de partage, de partenariat et de participation terrasse enfin l'esprit de conquête* », confirme le PDG de Africa 24, Constant Nemale.

Dans cet esprit de partage, la fondation La Verticale AME aura nécessairement cinq antennes : une en Europe, une au Sud de la Méditerranée, une au Moyen-Orient et deux dans des pays africains subsahariens.





*League of Arab States  
The Secretary General*

*12 February 2015*

*Dear Miguel*

*I received with pleasure your letter concerning your sincere endeavors through the Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (IPEMed) towards the creation of Foundation "La Verticale" to foster greater economic and political integration between Europe, the Mediterranean and Africa.*

*Your letter comes in an important juncture where the League of Arab States is focusing on ending the long Israeli occupation to Palestinian and Arab territories together with fighting terrorism, promoting good governance and solidifying its partnership with Europe and Africa. Our European partners remain essential to achieving these Arab priorities.*

*I share your same conviction that this important developmental project has the potential to be beneficial and contribute to technology transfer and boost trade and investment between Arab world, Africa and European Mediterranean states. I therefore assure you that the League will consider your important initiative.*

*Please accept the assurances of my highest consideration.*

*Dr. Nabil Elaraby*

*The Secretary General*

*To:*

*H.E. Miguel Angel Moratinos  
Institut de Prospective Economique du Monde  
Méditerranéen (IPEMed)*



Niamey, le 07 OCT. 2015

*Le Président de la République*

N° /PRN/CAB

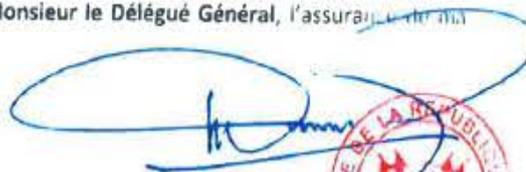
**Monsieur le Délégué Général,**

Je voudrais vous remercier pour l'aimable invitation que vous m'avez adressée aux fins de faire partie du noyau des leaders africains porteurs du projet de création, de la fondation « La Verticale » et vous marquer tout mon accord et mon soutien pour cette initiative.

L'observation de l'évolution économique et sociale des deux continents montre à quel point ils sont liés et à quel point un cadre permanent de réflexion stratégique est nécessaire pour guider cette évolution.

Je serai très heureux, Monsieur le Délégué Général, de vous recevoir en audience en marge du sommet UE-UA de la valette (Malte) des 11 et 12 novembre 2015, pour approfondir la réflexion sur cet important sujet.

Je vous prie d'agréer, **Monsieur le Délégué Général**, l'assurance de ma haute considération

  
ISSOUFOU MAHAMADOU  


— Monsieur Jean-Louis Guigou,  
■ Directeur Général  
IPEMED  
104 BD du Montparnasse  
75014 Paris

FRANCE

SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE



Le Secrétaire général

Bruxelles, le 28 AVR. 2015  
ccas.sg.1(2015)1923513

Monsieur le Délégué Général,

J'ai pris connaissance de votre projet de Fondation "La Verticale" Europe - Méditerranée - Afrique. C'est un projet ambitieux, qui correspond aux priorités que nous comptons donner aux relations économiques et géopolitiques entre l'Europe, les pays méditerranéens et l'Afrique sub-saharienne.

Vous avez raison d'insister sur la dimension entrepreneuriale et sur l'importance qu'il faut accorder à la proximité géographique : l'Europe a besoin de l'Afrique et réciproquement l'Afrique a besoin de l'Europe.

L'Europe doit sortir de la stagnation économique, lutter contre la désindustrialisation et retrouver les chemins de la croissance. Au sud de la Méditerranée, pour faciliter les transitions politiques, il faut, ensemble, accélérer la transition économique et technologique. Nous avons, Européens et Africains, ensemble, des complémentarités (démographie, énergie, agriculture...) trop peu exploitées et des défis communs à relever (transition énergétique, réchauffement climatique, immigration, chômage), qui méritent un partenariat renoué.

C'est pourquoi votre projet de Fondation "La Verticale" Europe - Méditerranée - Afrique, centrée sur l'économie, nous intéresse vivement, particulièrement alors que les migrations prennent une telle intensité.

Je vous propose de compléter votre rapport préliminaire et de nous tenir informés de l'évolution du projet que nous suivrons avec attention.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Délégué Général, l'assurance de ma haute considération.

Alain Le Roy

Monsieur Jean-Louis Guigois  
Délégué Général  
IPEMED  
104 Boulevard du Montparnasse  
75 014 Paris

Service Européen pour l'Action Extérieure, B-1046 Bruxelles - Belgique. Téléphone: (32-2) 584 11 11.  
Bureau: 06/244. Téléphone: ligne directe (32-2) 584 3038.

## 8. Interviews de grands témoins. Extraits choisis<sup>65</sup>

### **Jean-Kacou DIAGOU (président de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire)**

Quelles sont vos relations avec vos « voisins » et qui sont-ils ?

NSIA est un opérateur africain transnational de l'assurance, présent dans 12 pays d'Afrique centrale et surtout occidentale. Nous faisons la moitié de notre chiffre d'affaires en Côte d'Ivoire, et l'autre moitié en Afrique centrale et occidentale. Quand, en 1995, j'ai créé mon groupe, je visais le voisinage de l'Afrique francophone, donc l'Afrique de l'Ouest et du centre : Bénin, puis Cameroun, Sénégal, Togo, Congo.... C'est un voisinage d'abord linguistique mais aussi culturel et institutionnel, celui de l'UEMOA (qui existait depuis longtemps) et de la CEDEAO. Cette proximité culturelle était donc aussi réglementaire : la réglementation des pays francophones était compréhensible et convergente – j'ai d'ailleurs contribué à écrire le code de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance, le code « CIMA » (assurance). Tout cela a facilité les réunions d'hommes d'affaires. Les affinités, qui existaient, se sont renforcées aussi avec nos voisins anglophones tout au long de ces années.

Je dirais que le deuxième cercle de voisinage, c'est celui des pays anglophones. C'était moins facile, d'abord du fait de la barrière de la langue, mais aussi parce que ces pays anglophones (Ghana, Nigeria...) sont plutôt réglementairement, une juxtaposition de pays qu'un ensemble intégré. Chaque pays est très autonome, avec sa réglementation propre sans grande ressemblance avec celle du voisin. Mais c'est un voisinage utile car nos deux cultures sont complémentaires : ils sont très pragmatiques, et nous nous en inspirons de plus en plus. De leur côté, je le vois dans le monde de l'assurance, les réglementations anglophones se rapprochent peu à peu de celles de la CIMA. Au début, la CIMA était considérée comme un instrument du colonialisme français, puis ils ont commencé à l'apprécier. J'ai donc contribué à vulgariser cette réglementation en Afrique y compris dans les pays anglophones.

Le troisième voisin est à la fois proche et lointain : c'est la France. Il est proche aussi bien par la langue et la culture que par l'histoire. Bien sûr il y a eu la colonisation, mais cela a créé cette proximité culturelle. Notre environnement économique et même politique est calqué sur celui de la France. Malgré nos divergences et même nos différends, nous sommes proches d'elle et la France est proche de l'Afrique. Et par la France, nous avons accès à un voisin encore plus lointain : l'Europe.

L'Afrique du Nord est le quatrième voisin. Certains acteurs économiques ivoiriens vous diront que les Maghrébins, comme les Marocains, sont parfois un peu envahissants. Mais après tout leur arrivée a permis d'aiguillonner l'entrepreneuriat ouest africain. Nous nous sommes inspirés de leur exemple et nous le faisons de plus en plus, même s'il reste un peu de ressentiment çà et là.

L'intégration régionale Afrique – Méditerranée – Europe est-elle désirable ?

Oui car c'est naturel. La colonisation de l'Afrique a été faite par l'Europe. La culture en Afrique a une grande composante soit française soit anglaise, parfois allemande. Les élites ont pour la plupart été formées en Europe. Nous commerçons essentiellement avec l'Europe : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne... Les Africains font souvent des critiques violentes vis-à-vis du comportement des Européens ; on se critique, mais on se comprend – comme dans un ménage.

Nous manquons d'emplois. A 80%, les investissements non africains viennent d'Europe, en dépit des percées chinoises et parfois américaines. Ces percées chinoises sont très

<sup>65</sup> Trois interviews extraites de « Afrique – Méditerranée – Europe : la Verticale de l'avenir » par Jean-Louis Guigou et Pierre Beckouche, collection *l'Âme des peuples*, Edition Nevicata, Bruxelles, octobre 2017.

ciblées : ils recherchent surtout des matières premières ; ils ne viennent pas développer l'Afrique, et après les premiers espoirs, cela a vite refroidi nos relations avec eux. Ils font des affaires voilà tout. Du business. C'est un peu la même chose avec les Américains. Avec les Européens, malgré tout, c'est un peu différent : ils s'intéressent quand même davantage aux hommes, à la formation, à la santé de la population même s'ils ne le font pas assez à mon gré – mais c'est aussi parce que nous ne sommes pas assez conséquents avec nous-mêmes.

Les Chinois et les Américains n'ont pas de vision de l'avenir pour l'Afrique. Les Européens en ont-ils ? En tout cas ils devraient ! L'avenir de l'Europe est intimement lié à l'Afrique, que ce soit pour y trouver de nouveaux marchés ou pour investir, développer l'Afrique et éviter ces flux de migrants qui peinent tout le monde. L'Europe a tout intérêt à un développement accéléré de l'Afrique. L'Europe et l'Afrique sont liées par l'avenir. Si l'Afrique ne se développe pas, l'Europe n'aura pas un bel avenir car les marchés dont les européens ont besoin sont ici.

C'est tout-à-fait faisable si la vision européenne devient moins paternaliste et plus pragmatique. D'une certaine manière, il faudrait que les Européens « décolonialisent » leur esprit. Quand ils viennent investir en Afrique, ils pensent avoir affaire à des gens qui ne comprennent rien. Ils sont souvent surpris de constater l'inverse. Parfois ils trouvent extraordinaire de trouver des partenaires aussi intelligents qu'eux. Il faut simplement, qu'ils nous considèrent comme des hommes normaux ! C'est le premier point, il est incontournable.

J'ai vécu une expérience professionnelle qui illustre cela. Une grande compagnie d'assurance française est venue me voir à Abidjan en me disant : « ou bien on coopère selon nos vœux – ce qui veut dire que nous soyons majoritaires dans votre capital – ou bien on vous tue ». Et ce mépris, cet obscurantisme, c'était il y a deux ans seulement ! Je leur ai répondu que je préférerais me développer plus doucement, à mon rythme, avec moins de moyens, mais en gardant mon identité. Aujourd'hui, nous avons un partenariat avec la Banque nationale du Canada, qui n'est pas majoritaire et qui a signé un accord disant qu'elle ne sera jamais majoritaire. Et ce partenariat fonctionne bien. Donc un partenariat avec les Européens n'est possible que s'il est paritaire et respecte notre personnalité.

### Que faire ?

L'orientation de l'action la plus importante, est la dimension productive que doit prendre notre partenariat. Je tiens à vous raconter mon entretien avec le Président de la République française, le 8 octobre 2016 à l'Élysée. Nous avons été conviés à une rencontre avec de nombreux industriels français et africains. Le Président m'a demandé mon point de vue sur les relations Europe-Afrique. C'était peu après l'annonce du contrat remporté par la France pour fournir des TGV aux États-Unis. Je lui ai dit : « *bravo pour ce contrat, vous avez vendu pour deux milliards de dollars de TGV aux États-Unis, cependant pour l'essentiel ces deux milliards ne seront pas produits à Belfort mais en Amérique ; ça devrait être la même chose pour l'Afrique. Nous, les Africains, nous ne sommes plus des oiseaux à qui donner la becquée, avec des produits fabriqués en Europe – et parfois avec des immigrants africains. Si vous voulez vendre des matériels en Afrique, il faut maintenant les produire en Afrique, avec nous !* ». Tout le monde dans la salle a bien compris le message : il faut donc aller au-delà des échanges commerciaux, pour faire de la coproduction.

**Radhi MEDDEB (PDG de Comete Engineerings, fondateur d'Action et développement solidaire, et ancien Président de l'IPEMED)**

Partagez-vous l'analyse selon laquelle la mondialisation se régionalise nécessairement ?

Je suis d'accord pour dire qu'une économie comme la Tunisie a une trop petite taille pour naviguer seule dans la mondialisation, et que la proximité régionale est un atout indispensable. Avec la montée de la Chine, c'est un leurre de penser qu'un petit pays puisse s'industrialiser par lui-même et pour lui-même. Même sur les secteurs traditionnels, nous perdons de la compétitivité car nous ne parvenons pas à nous insérer sur les chaînes de valeurs internationales. A titre d'exemple, le textile tunisien devient un secteur importateur, y compris pour les produits bas de gamme ; à l'autre bout de la filière, nous ne parvenons pas à monter en gamme, à intégrer le design et la conception. La responsabilité n'est pas seulement celle de nos entreprises familiales ; elle découle d'une absence de stratégie nationale. La Tunisie est dans le textile depuis cinquante ans, pourtant elle n'offre pas à ses entreprises l'écosystème qui leur permette de répondre à l'ensemble de leurs demandes. En comparaison, le *Garment District*, sur une superficie bien plus réduite, rassemble à New York les multiples segments de la filière du textile et de l'habillement – fils, tissus, boutons, fermetures éclair et autres accessoires. Pourquoi ne sommes-nous pas capables de cela ? Parce que nous produisons à façon, à la demande. Tous les éléments du puzzle ne sont pas là, notamment les centres de formation, de recherche, de design et d'innovation, la filature qui demande de gros investissements. Cela est valable aussi pour la mécanique, l'agroalimentaire et bien d'autres secteurs. Comme nous n'avons ni la masse critique, ni une stratégie nationale de remontée de filières, nous sommes clairement dépendants d'une bonne insertion régionale pour faire face à la mondialisation.

Les pays arabes sont-ils dans une logique de négociation régionale avec l'Europe, et pas dans une juxtaposition d'accords bilatéraux ? Non, car dans ces pays, le politique prime, alors que l'économique prime en Europe et en Occident en général. La dernière réunion de la Ligue arabe s'est tenue en Jordanie il y a quelques semaines. Le Roi du Maroc n'y est pas allé, sans cacher la raison : il ne croit plus à des structures comme la Ligue Arabe. Dans ces grand-messes, qui sont politiques et militaires, les Arabes réunis décident de mettre en place une coalition contre le terrorisme mais ils le font sous l'impulsion saoudienne et l'orientent notamment contre le chiisme y compris au Yémen. Où est le développement économique arabe dans tout cela ?

L'intégration régionale Afrique – Méditerranée – Europe est-elle désirable ?

Oui cette intégration est désirable. Aujourd'hui, beaucoup d'acteurs économiques et politiques tunisiens se leurrent sur l'orientation internationale à donner au pays. Ils se disent que l'Europe vieillit, que sa croissance est faible et donc que notre avenir ne serait pas avec elle. Ils proposent plutôt le Golfe et le Moyen-Orient, l'Afrique ou encore d'autres régions émergentes. Je n'arrête pas de leur dire : faites attention, l'Afrique est prometteuse, ses taux de croissance sont élevés, c'est vrai, mais sa profondeur économique reste faible surtout pour un pays comme la Tunisie. Nous avons une vraie expertise et un savoir-faire à faire valoir dans les services mais dans les industries manufacturières l'économie tunisienne a peu de choses à vendre et à acheter à l'Afrique. En revanche si elle s'associe à l'Europe, alors là oui, elle peut délivrer de nombreux biens et services dont l'Afrique est demandeuse.

C'est une question de compétences complémentaires, mais aussi de taille économique. Il faut rappeler les réalités : les 54 pays africains ont un PIB cumulé inférieur à celui d'un pays comme la France ! Oui la croissance européenne est atone, mais pour nous, Tunisiens, le potentiel économique y est incomparablement plus important qu'en Afrique. Qu'on le veuille ou non, notre sort restera profondément lié à celui de l'Europe. Cela ne veut surtout pas dire qu'il ne faudrait pas regarder vers l'Afrique. Mais il faut le faire dans une perspective de long terme. Pour le moment, 95% du tissu économique tunisien a un sort lié à celui de l'Europe. Quand l'Europe s'enrhume, la Tunisie tousse. Si nous souffrons de la faible croissance de l'Europe, c'est que nous ne savons pas tirer parti de ce marché, qui est le plus grand

du monde. Nous exportons presque exclusivement vers trois pays européens, l'Allemagne, l'Italie et la France – et on devrait même dire vers quelques opérateurs français, pour l'essentiel marseillais, par exemple pour l'huile d'olive. Et nous sommes marginaux pour ces pays : nos exportations vers la France ne représentent que 2% des importations françaises hors UE ; pour l'Italie c'est 1,2%, pour l'Allemagne 0,7% ! Voyons les choses en face : ce ne sont pas vraiment les Tunisiens qui exportent vers un pays comme l'Allemagne, ce sont plutôt les Allemands, venus investir en Tunisie, qui réimportent les biens qu'ils produisent chez nous pour leurs besoins. Voilà pourquoi nous produisons des pièces qui ne sont pas vendables sur le marché mondial, car elles sont définies pour les chaînes de valeur de ces opérateurs européens.

### Que faire ?

Faut-il commencer par identifier des valeurs communes à cette grande région ? Peut-être ce qui nous rassemble potentiellement, c'est d'être les perdants de la globalisation, par rapport aux Américains et aux Asiatiques. S'il fallait instaurer des préférences collectives, il faudrait qu'y prédomine une grande solidarité, et que le projet soit vraiment porté par tout le monde afin de travailler aux réconciliations et aux solidarités.

**Miguel Angel MORATINOS (ancien Ministre espagnol des Affaires étrangères et Président du COP de l'IPEMED)**

Quelles sont vos relations avec vos « voisins » et qui sont-ils ?

Pour un Espagnol, répondre à cette question est facile car l'Espagne est le résultat de son histoire et de sa géographie. L'opportunité de mon pays est d'être une péninsule entourée de la Méditerranée et de l'Atlantique, faisant partie de l'Europe, regardant le Sud avec une séparation géologique très mince avec l'Afrique. Parler du Califat des Omeyyades, des Almoravides qui sont allés de Tombouctou jusqu'à Grenade, des Séfarades (en hébreu « séfarade » veut dire Espagne), de l'Amérique latine et de la découverte d'un autre monde, c'est parler de nous-mêmes. Aux 18<sup>ème</sup>, 19<sup>ème</sup> et premier 20<sup>ème</sup> siècles, la relation de l'Espagne avec la rive sud avait reculé ; mais on ne comprend pas l'évolution de la pensée européenne si on oublie le rôle des traducteurs espagnols d'Avicenne et de Maimonide, de l'arabe en général – langue de la transmission de la science et de la pensée de la Grèce antique. L'influence arabo-musulmane, l'influence judéo-chrétienne, sont fondatrices de l'Espagne, formée de cultures et civilisations entremêlées, qui ont vécu ensemble. Un mot espagnol résume cela : la *convivencia*. Non pas la coexistence, mais le vivre-ensemble. C'est la nature même de l'Espagne et de son avenir dans le monde.

L'intégration régionale Afrique – Méditerranée – Europe est-elle désirable ?

Il y a une citation que j'ai plaisir à répéter ; elle vient de Mohamed Benaïssa, ancien ministre marocain des Affaires étrangères : « la globalisation tue le voisinage ». On l'a oublié, depuis deux décennies, pris dans la lumière de la globalisation et dans la facilité d'acheter ou vendre dans les endroits les plus éloignés. Mais en l'oubliant, nous avons aussi oublié que notre environnement proche pouvait nous donner des réponses plus efficaces et raisonnables. C'est ce retour qui est en train de s'imposer.

Les Européens devraient être fiers de la régionalisation, car nous en sommes les inventeurs et c'est une grande réussite ! Le déchirement et les guerres de longs siècles durant, sont – pour le moment – derrière nous grâce à l'Europe. A un moment on a dit à la guerre : « basta ». On a tendu la main à l'Allemagne (Jean Monnet), geste de générosité à l'égard de l'Allemagne mais aussi geste politique de clairvoyance. A partir de là, on a inventé un modèle nouveau, difficile à formaliser, consolider, développer, certes, mais un modèle régional d'avenir. S'ils voyaient le résultat aujourd'hui, les pères fondateurs seraient étonnés, et fiers ! Pour l'Europe, la régionalisation a été un projet réussi. Nous devons nous appuyer sur cette réussite.

Les enjeux, nous les subissons : migrations de misère, mauvais développement et pression démographique des pays pauvres, terrorisme, problèmes climatiques et énergétiques, manque d'eau, sécurité alimentaire. *Ces défis sont communs*, donc nous devons y répondre ensemble. La clé pour réussir : écouter nos voisins de la rive sud, ne rien décider sans avoir, d'emblée, leur approbation et leur participation.

Est-elle faisable ?

Il ne faut pas se cacher les difficultés. Dans le monde arabe, il y a toujours eu une grande sympathie vis-à-vis des Européens : c'était le cas de feu le roi Hassan II, de Mohammed VI aujourd'hui (qui a fait une thèse sur l'Europe et le Maroc, et qui au cours de ses études est passé par la Commission européenne) . C'était le cas, dans mon souvenir, du roi Abdallah et avant lui du roi Hussein de Jordanie, de Moubarak. Mais dans leurs décisions politiques, ils ne croyaient pas dans l'Europe, à qui manquait un poids politique et militaire. Ils nous faisaient donc toujours miroiter leur amitié, mais à la fin les Etats-Unis restaient leur partenaire stratégique. Il faut changer cela, et la perspective d'une grande région Afrique – Méditerranée – Europe peut y contribuer.

Est-elle opportune ?

Les acteurs espagnols sont de plus en plus favorables. L'ouverture internationale de l'Espagne date de l'après-Franco. Son ouverture a commencé avec l'Europe, car la lubie franquiste de tout produire nous-même a fait long feu – on faisait même du whisky espagnol à Ségovie, il était affreux ! Voilà pourquoi Trump a tort. Quand le gouvernement de Felipe Gonzalez est arrivé, il a ouvert l'économie espagnole aux investissements étrangers et cela a beaucoup dynamisé le pays, de même bien sûr que la Communauté européenne. Le miracle économique de l'Espagne des années 1980 et 1990 est lié à cette ouverture. L'étape internationale d'aujourd'hui, c'est celle de la Méditerranée et de l'Afrique. Les entrepreneurs espagnols sont prêts : dans textile-habillement, mais surtout dans les énergies renouvelables (Repsol) et les autres industries du futur pour lesquelles le pays est bien placé comme les nouvelles technologies de l'eau, la biomédecine, l'agriculture performante et l'agroalimentaire... Nos banques descendent en Afrique. La Caixa vient d'ouvrir trois filiales au Maroc, en Egypte, Banco Sabadell aussi. Les choses commencent vraiment à bouger.

Que faire ?

Je regrette le manque de confiance des Européens en général et de leurs leaders politiques en particulier. Ils ne se rendent pas compte de leur énorme potentiel. Nous défendons mal nos intérêts parce que nous le faisons séparément, alors que, groupés, nous sommes imbattables. Nous n'avons pas encore coupé le cordon ombilical de la sécurité américaine. L'arrivée de Trump est une chance, à cet égard. Nous devons défendre nos intérêts comme les Américains défendent les leurs, et nos intérêts passent par la Méditerranée et l'Afrique. Voyez la résolution du conflit Israélo-palestinien : à plusieurs reprises elle était à portée, tout était là pour une solution à deux Etats, mais nous ne l'avons pas fait. Cela donnerait pourtant à l'UE une crédibilité historique qui lui échappe jusqu'à présent. Il a manqué le courage politique final, par exemple si le président Hollande avait reconnu l'Etat Palestinien, cela aurait entraîné tout le monde. Ce qu'il faut donc faire, c'est de ne pas manquer de courage politique !

On se dirige vers une UE à plusieurs cercles, à différents rythmes. Mais il reste à en fixer l'orientation stratégique : cela doit être « cap au Sud ». Pourtant le récent Livre Blanc de la Commission européenne sur l'avenir de l'Europe manque cruellement de vision. Angela Merkel peut avoir cette vision, elle a compris que les enjeux, les risques et les opportunités, viennent du Sud – migrations, terrorisme, marchés... Construire des murs n'y répondra pas, il faut un projet ambitieux pour y répondre avec nos partenaires du Sud. Mais il serait inacceptable que ce regard vers le Sud soit dominé seulement par l'Allemagne, avec tout le respect qu'on lui doit. Le centre de gravité de cette liaison Europe-Afrique c'est l'Europe méditerranéenne (y compris l'Espagne qui, depuis quelques siècles, a été éloignée des grands événements de l'histoire) et le Maghreb ; voilà par quoi passera la connexion de l'Europe à l'Afrique<sup>66</sup>.

66 Source de ces interviews : Guigou J-L. et Beckouche P., 2017, *Afrique-Méditerranée-Europe, la verticale de l'avenir*, édition Nevicata, Bruxelles, octobre 2017.

## BIBLIOGRAPHIE

« Livre Blanc sur l'avenir de l'Europe. Réflexions et scénarios pour l'UE27 à l'horizon 2025 », Commission européenne, 2017.

« Pour un New Deal Afrique-Méditerranée-Europe », tome 1 « Cinq programmes d'actions », Ipemed, Paris, et Guigou J.-L., Beckouche P., Diamantis E., Fabre L., Kerdjoudj N., Nemale C., Paintendre J.-M., Taleb J., Terrasse P., Zaghouan D., tome 2 « Eléments de stratégie », Ipemed, Paris, 2016.

« Le temps de l'Afrique », Jean-Michel Severino et Olivier Ray chez Odile Jacob 2010.

« African Economic Outlook 2017 – Entrepreneurship and Industrialisation » OECD Development Centre, BAD, 2017.

« Towards a new European Neighbourhood Policy », Commission européenne, HRUAEPS – Bruxelles, 2015.

« Un nouvel élan pour le partenariat Afrique-UE », Commission européenne, HRUAEPS, 2017, Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Bruxelles, 4 mai 2017.

« L'Afrique et l'Europe : un nouveau partenariat pour le développement, la paix et l'avenir. Jalons d'un Plan Marshall avec l'Afrique », Ministère fédéral de la coopération économique et du développement, Berlin 2017.

« Compact with Africa. Fostering Private Long-Term Investment in Africa », Kappel R., Pfeiffer B., Reisen H., Deutsches institut für Entwicklungspolitik, 2017.

« Les quartiers d'orange Nord-Sud. Dans la mondialisation, l'avenir de l'Europe se joue dans l'émergence de la région méditerranéenne », Jean-Louis Guigou, 2007, *Le Monde* du 19 mars 2007.

« Atlas de la grande Europe : économie, culture, politique, éditions Autrement », Beckouche P. et Richard Y., 2013.

« Le monde en 2035 vu par la CIA et le Conseil National du renseignement. Le paradoxe du progrès », CIA, Equateurs Document, 2017.

« *La société hyper-industrielle* », Pierre Veltz, Le Seuil, collection La République des idées, 2017.

« *La nouvelle société du coût marginal zéro, L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme* », Les Liens qui Libèrent, Jeremy Rifkin, 2014.

*Le Figaro* du 25 octobre 2014.

« Ces sept mutations qui redessinent l'entreprise. Travailler « avec » et non plus « contre », Jean-Marc Vittori, *Les Echos* du 8 décembre 2016.

« *Qu'est-ce que la mondialisation ?* », Charles-Albert Michalet, La Découverte, 2002.

« Inside the Anna Lindh / Gallup Poll », Anna Lindh Foundation – rapport sur les valeurs au Nord et au Sud de la Méditerranée.

« La régionalisation, moteur de la mondialisation », *La Lettre du Cepii*, n°365, 2016.

« Le Maroc, hub logistique entre l'Europe et l'Afrique », Ipemed, Michel Gonnet, Yves Crozet, Béatrice Majza, 2016.

« Integrated Territorial Analysis of the Neighbourhoods », Applied Research 2013/1/22, programme européen ESPON, Luxembourg, ITAN, 2014.

« *La Silicolonisation du monde. L'irrésistible expansion du libéralisme numérique* », L'échappée, Eric Sadin, 2016.

« *Intégration dans les Amériques, 10 ans d'Alena* », Credal, Presses Sorbonne Nouvelle, Cosio-Zavala M., Azuelos M., Lacroix J.-M., dir., 2004.

« *Entreprenante Afrique* », Odile Jacob, Severino J.-M., Hajdenberg J., Paris, 2016.

« La Chine en Méditerranée : un nouvel activisme », *Politique Etrangère*, hiver 2016-2017, « La Méditerranée mère de toutes les crises ? », IFRI, Alice Ekman, 2017.

« *La Chine et nous. Répondre au second dépassement* », La Croisée des Chemins, Fathallah Oualalou, Casablanca, 2016.

« La coproduction dans l'Alena. L'exemple des nouvelles générations de maquiladoras », Ipemed, collection Etudes & analyses, Maxime Wiegert, 2014.

« La coproduction dans l'ALENA : l'exemple des nouvelles générations de maquiladora », Etudes et Analyses de l'IPEMED, Weigert M, octobre 2014.

« NAFTA : Springboard or Trap ? », dans Claude Auroi et Aline Helg (dir.), *Latin America 1810-2010 : Dreams and Legacies*, London, Imperial College Press, Christian Deblock, 2011.

« *Intégrations régionales en Asie orientale* », Les Indes savantes, Taillard C., dir., Paris, 2004.

« *Les économies émergentes d'Asie : entre État et marché* », Jean-Raphael Chaponnière et Marc Lautier (dir.), 2014.

« Le modèle du vol d'ois sauvages asiatiques », dans « Convergence en Méditerranée », Ipemed, Collection Construire la Méditerranée, Armand Colin, collection U, ou encore Guillaume Mortelier et Maurizio Cascioli, 2010.

« La Communauté économique de l'Asean : un modèle d'intégration original », *Politique étrangère*, 2-2017, pp. 27-38, Nicolas F., 2017.

« *The Dangerous Post-Crisis Divide from America* », *Asia Alone*, Wiley, Simon Tay, 2010.

« Bilan d'Euromed : un état des lieux du financement par l'UE du développement en Méditerranée », Beckouche P., Palimpsestes de l'IPEMED, n°3, Paris, 2011.

Discours du Président algérien à l'ONU le 10 avril 1974.

« Le temps de l'Afrique », Jean-Michel Severino et Olivier Ray, Odile Jacob 2010.

« *Le digital en Afrique. Les cinq sauts numériques* », Huet J.-M., Les Cahiers du CIAN, 2017.

« L'e-santé, le grand espoir de l'Afrique », Pierre Lepidi, *Le Monde* du 9 juillet 2017.

« Rapport CIAN 2015 – Les entreprises françaises & l'Afrique », Conseil français des Investisseurs en Afrique, Le Moci, Paris, 2015.

« Un partenariat pour l'avenir, quinze propositions pour une nouvelle dynamique économique entre la France et l'Afrique », Rapport de 2013 au Ministre de l'Economie et des Finances, le rapport du CIAN de 2015.

« Pour une réponse durable et concertée aux défis du Sahel dans le cadre d'une coopération renforcée « Afrique – Méditerranée – Europe », IPEMED Palimpsestes – décembre 2016.

« Vers une Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie », Collection Construire la Méditerranée, Ipemed, 2013.

« Europe in the World », programme européen ESPON, Research Project n°3.4.1, Luxembourg, Grasland C. et Didelon C., 2006.

« Les industriels allemands en Tunisie », Palimpsestes de l'IPEMED, n°12, Weigert M., Paris, 2012.

« Captation ou création de richesse? Une convergence inattendue entre Nord et Sud », *Le Débat* n° 178, Gallimard, Jacques Ould Aoudia, 2014.

« Stratégies d'entreprises et dysfonctionnements de la régionalisation euro-méditerranéenne », Daviet S., dans *Les intégrations régionales dans le monde Processus de construction régionale et articulation global/local*, A. Gana et Y. Richard coord., Édition Karthala et IRMC, 2014.

„Die neue Afrika-Politik des BMZ : Afrika auf dem Weg vom Krisen – zum Chancenkontinent“ – Bonn: Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, 2014.

« Financer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée. Les financements innovants: solution ou illusion ? », Collection Construire la Méditerranée, Ipemed, Orjebin-Yousfaoui C., Paris, 2014.

In Perspectives économiques en Afrique 2017 – Entreprenariat et industrialisation, BAfD, OCDE, PNUD, 2017.

« Commission sur le financement du codéveloppement en Méditerranée : rapport au Président de la République », La Documentation Française, Charles Milhaud (coord.), 2010.

« L'avenir que nous voulons pour l'Afrique », Commission de l'Union Africaine, avril 2015.

« Commission sur le financement du codéveloppement en Méditerranée : rapport au Président de la République », La Documentation Française, Charles Milhaud (coord.), 2010.

« Que nous apprennent les deux autres régions Nord-Sud mondiales », dans « Régulations régionales de la mondialisation. Quelles recommandations pour la Méditerranée ? », Ipemed, collection Construire la Méditerranée, Pierre Beckouche, 2011.

« Pour une réponse durable et concertée aux défis du Sahel dans le cadre d'une coopération renforcée « Afrique – Méditerranée – Europe », IPEMED Palimpsestes – décembre 2016.

« Notre avenir se lève au Sud », Rapport d'information n°4384, Assemblée Nationale française, Commission des Affaires étrangères, Guy Teissier et Jean Glavany, coord., 2017.

« Quelles migrations de remplacement des PSEM et de l'Afrique subsaharienne vers l'Union européenne à l'horizon 2050 », rapport pour Ipemed, Hervé Le Bras, 2016.

« Afrika ist das Neue Asien – ein kontinent im aufschwung ». Christian Hiller Von Gaertringen, Hoffman Undcampe Verlag, Hambourg 2014.

« Afrique – Méditerranée – Europe : la Verticale de l'avenir » par Jean-Louis Guigou et Pierre Beckouche, collection l'Ame des peuples, Edition Nevicata, 2017.





AFRIQUE  
MÉDITERRANÉE  
EUROPE

# La Verticale

POUR UNE GRANDE RÉGION AFRIQUE-MÉDITERRANÉE-EUROPE